

Collection Empreinte

Le capitalisme plonge le monde contemporain, dont il s'est presque intégralement emparé, dans une crise d'ensemble, chronique et devenue incontrôlable par lui. A la précarisation et à la dégradation de la situation socio-économique d'une fraction grandissante de l'humanité, il ajoute désormais la destruction de son écosphère tout comme la réduction de son univers mental au culte effréné de l'avoir et du paraître. Il compromet ainsi ses propres acquis historiques, pourtant déjà limités dans le temps et l'espace : l'autonomie individuelle, la démocratie politique, la rationalité scientifique. En définitive, il nous lance le défi de penser cette crise, d'inventer des alternatives et d'explorer les voies pour les construire.

Pareil défi ne pourra être relevé que si se conforte chez le plus grand nombre une intelligence critique de la situation actuelle de l'humanité et des possibilités de la libérer de l'emprise du capitalisme. Les éléments et instruments de cette intelligence existent déjà pour partie, hérités des générations antérieures ou en cours d'élaboration dans le cadre de recherches mais aussi de luttes actuelles. L'ambition de la collection Empreinte vise à les présenter sous la forme de synthèses thématiques, claires, informées et argumentées, de manière à les mettre à la disposition de tous ceux et celles qui aspirent à un monde émancipé.

//ALAIN BIHR

LA LOGIQUE MÉCONNUE DU « CAPITAL »

© 2010 Editions Page deux – Alain Bihr
Collection « Empreinte »

Case postale 34, CH-1000 Lausanne 20
E-mail : editions@page2.ch
Internet : <http://www.page2.ch>

Impression Codis (Suisse-Italie)
ISBN 978-2-940 189-44-1

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Introduction | 5 |
| 1. Le trajet | 5 |
| 2. Le projet | 11 |
| 3. Le fil rouge | 14 |
| Livre I : Le développement de la production capitaliste | 17 |
| 1. La marchandise et la monnaie | 17 |
| 2. La transformation de l'argent en capital | 25 |
| 3. La production de la plus-value absolue | 29 |
| 4. La production de la plus-value relative | 35 |
| 5. Plus-value absolue et plus-value relative | 42 |
| 6. Le salaire | 44 |
| 7. L'accumulation du capital | 46 |
| 8. L'accumulation primitive | 52 |
| Livre II : Le procès de circulation du capital | 57 |
| 1. Les métamorphoses du capital et leur cycle | 57 |
| 2. La rotation du capital | 62 |
| 3. La reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social | 68 |
| Livre III : Le procès d'ensemble de la production capitaliste | 77 |
| 1. La transformation de la plus-value en profit et du taux de plus-value en taux de profit | 77 |
| 2. La transformation du profit en profit moyen | 81 |
| 3. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit | 88 |
| 4. La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial et en capital financier (capital marchand) | 93 |
| 5. Le partage du profit en intérêt et profit d'entreprise | 96 |
| 6. La conversion du surprofit en rente foncière | 105 |
| 7. Les revenus et leurs sources | 110 |
| Conclusion | 115 |
| 1. Et le Livre IV ? | 115 |
| 2. L'avenir du <i>Capital</i> | 120 |
| Éléments bibliographiques | 123 |

Introduction

Près d'un siècle et demi après le début de sa publication par Marx (1867), *Le Capital* reste encore une œuvre largement méconnue. D'une part, très peu de personnes l'ont lue, du moins intégralement, du fait tant de son ampleur que de la complexité de certaines de ses analyses.

D'autre part, il continue à courir sur *Le Capital* un certain nombre d'idées reçues, plus fausses les unes que les autres, colportées aussi bien par le marxisme que par l'antimarxisme. Il en est deux en particulier auxquelles il faut d'emblée faire un sort. En suivant la première, on pense encore couramment que *Le Capital* serait une œuvre achevée, un monument, alors qu'à la mort de Marx des parties entières figurent encore à l'état de chantier, voire de simple ébauche. Selon la seconde, *Le Capital* serait une œuvre d'économie, un ouvrage d'économie politique; ce qui revient à ignorer que *Le Capital* porte pourtant comme sous-titre *Critique de l'économie politique*.

Faire justice de ces deux idées reçues conduit à s'intéresser successivement au trajet de cette œuvre, à sa longue genèse chaotique et en définitive inaboutie, puis à son projet, la critique de l'économie politique, dont le sens continue à être mal compris. Après quoi il sera possible d'en proposer un guide de lecture.

1. Le trajet

C'est très tôt, dès ses œuvres de jeunesse, que l'on retrouve chez Marx le projet d'une critique de l'économie politique. En témoignent notamment les *Manuscrits de 1844*, la *Misère de la philosophie* (1847) ou *Travail salarié et capital* (1849). C'est cependant de son installation à Londres en 1850 que date la poursuite méthodique par Marx de l'exécution de ce projet, qui s'effectuera en quatre temps.

Les manuscrits de 1857-1858 (ou «Grundrisse»)

Entre l'été 1857 et le printemps 1858, Marx rédige un premier manuscrit connu sous le nom de *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie* (Fondements de la critique de l'économie politique), communément appelé *Grundrisse*, qui peut passer pour son premier essai de critique méthodique de l'économie politique. Dans l'Introduction à ce manuscrit, Marx en expose le plan en ces termes :

«En conséquence, nous établirons notre plan comme suit : 1° Les notions abstraites et générales plus ou moins valables pour tous les types de société, en tenant compte des observations que nous avons faites à ce sujet. 2° Les catégories qui expriment la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Le capital, le travail salarié, la propriété foncière, leurs rapports réciproques. La ville et la campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre elles. La circulation. Le crédit (privé). 3° La concentration de rapports de la société bourgeoise dans l'Etat (considéré également en lui-même). Les classes «improductives». Les impôts. La dette publique. Le crédit public. La population. Les colonies. L'émigration. 4° La production et les rapports internationaux. La division internationale du travail. Les échanges entre les différentes nations. L'exportation et l'importation. Le cours du change. 5° Le marché mondial et les crises.» (*Manuscrits de 1857-1858*, 38)¹

Il s'agit là d'un projet très ambitieux, celui d'une analyse du mode de production capitaliste dans son ensemble, d'une critique de la civilisation capitaliste dans toute son extension et dans l'ensemble de ses caractères distinctifs. Bien plus, Marx envisage de faire précéder cette critique d'un exposé des catégories transhistoriques, valables pour tous les modes de production.

Par rapport à ce projet, les *Grundrisse* eux-mêmes procèdent d'emblée à une double réduction. D'une part, ils n'explorent et n'exposent que le champ de la seconde des cinq rubriques précédentes, celle concernant «les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise», si l'on veut bien excepter quelques incursions éparses dans les domaines des autres rubriques.

¹ Les références des œuvres citées figurent dans la bibliographie.

D'autre part, ils se réduisent essentiellement à la première de ces catégories, celle de capital, autour de laquelle va progressivement se centrer la critique marxienne. Marx en subdivise déjà l'analyse en trois moments : le procès (processus logiquement ordonné) de production du capital, le procès de circulation du capital, plus-value et profit. Marx est là déjà en possession des grandes articulations de ce qui va devenir ultérieurement *Le Capital*.

La «Contribution à la critique de l'économie politique» et les manuscrits de 1861-1863

Dès l'été et l'automne 1858, Marx entame une seconde rédaction de sa critique de l'économie politique sur la base de ce premier jet que sont les *Grundrisse*. Elle aboutit à la publication au printemps suivant d'un premier ouvrage sous le titre de *Contribution à la critique de l'économie politique*. C'est la première fois que Marx rend public son projet dont il expose les grandes lignes dans la préface en ces termes :

«J'examine le système de l'économie bourgeoise dans l'ordre suivant : capital, propriété foncière, travail salarié ; Etat, commerce extérieur, marché mondial.» (*Contribution à la critique de l'économie politique*, 3)

On retrouve, regroupé en deux triades, le contenu des rubriques 2 à 5 du plan précédent, la première ayant disparu. Visiblement, dans l'esprit de Marx, ces deux triades forment chacune un tout distinct, la première correspondant à l'exposé de la structure du mode de production capitaliste, tandis que la seconde met en jeu la bipolarité de l'espace généré par ce mode de production, l'Etat-nation et le marché mondial.

La *Contribution à la critique de l'économie politique* porte en sous-titre : «Premier Livre : Du capital. Première section : Le capital en général». Marx n'y aborde donc que le contenu de la première des six rubriques précédentes, en s'y limitant de fait à une analyse de la marchandise et de la monnaie en deux chapitres. Celle du capital proprement dit devant faire l'objet d'une publication ultérieure.

Ce n'est cependant que deux ans plus tard (1861) que Marx se met à la préparation de cette dernière en une série de vingt-trois cahiers portant le titre général de «*Contribution à la critique de l'économie politique. Troisième chapitre. Le capital en général*».

En fait, ces manuscrits vont constituer à la fois plus et moins que l'exposé du capital en général. *Plus*, puisque la partie centrale, les cahiers V à XV, va constituer une très longue digression, dans laquelle Marx revient en détail sur les principales œuvres économiques antérieures pour se démarquer d'elles.

Quant au reste de ces manuscrits, ils constituent *moins* qu'un exposé complet du concept de capital en général. Le procès de production s'y taille en effet la part du lion, puisque dix des treize cahiers restants lui sont consacrés (les cahiers I à V ainsi que les cahiers XIX à XXIII). C'est la première analyse détaillée d'ensemble de ce procès, dont Marx se resserra largement lors de la rédaction ultérieure du premier livre du *Capital*. Par contre, seuls trois cahiers (XVI à XVIII) abordent certaines des questions relatives au procès d'ensemble, le procès de circulation se voyant pour sa part réduit à quelques développements épars.

En fait, alors même qu'il est en train de rédiger ces manuscrits, Marx prend conscience du caractère démesuré de son projet initial. Ce qui le conduit à envisager de se recentrer sur une partie seulement de ce dernier. C'est ce qui ressort notamment d'une lettre à Kugelmann du 28 décembre 1862 dans laquelle il présente l'ouvrage en préparation :

« *C'est la suite du fascicule I [la Contribution à la critique de l'économie politique], mais l'ouvrage paraîtra séparément sous le titre Le Capital, et 'Contribution à la critique de l'économie politique' ne figurera qu'en sous-titre. En fait, l'ouvrage n'englobe que ce qui devait constituer le troisième chapitre de la première partie: 'Le capital en général'. N'y est donc pas incluse la concurrence des capitaux ni le crédit. Ce volume contient ce que les Anglais appellent the Principles of Political Economy. C'est (avec la première partie) la quintessence et le développement de ce qui va suivre pourrait facilement être réalisé par d'autres, sur la base de ce que j'ai déjà écrit (à l'exception peut-être du rapport entre les diverses formes de l'Etat et les diverses structures économiques).* » (Lettres sur Le Capital, 130)

C'est la première fois que Marx envisage d'autonomiser ce qui ne devait être qu'un chapitre de la *Contribution à la critique de l'économie politique* en le publiant sous le titre de *Le Capital*. Autrement dit, c'est la première mention du projet de ce qui deviendra son œuvre maîtresse.

Les manuscrits de 1863-1865

Au printemps ou à l'automne suivant (1863), Marx passe à la rédaction de ses *Principles* destinés à paraître sous le titre de *Le Capital*. La rédaction l'en occupera jusqu'à la toute fin de l'année 1865, entrecoupée par ses activités politiques, dont la participation à la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs. Il s'agit en somme de la version primitive du *Capital*.

A l'appui de cette hypothèse, il y a les propres déclarations de Marx. Dans une lettre à Engels du 31 juillet 1865, il confie en effet : « *En ce qui concerne mon travail, je vais te dire clairement ce qu'il en est. Il reste trois chapitres à écrire pour terminer la partie théorique (les trois premiers livres). Puis il y aura le quatrième livre, consacré à l'histoire et aux sources, qui sera pour moi la partie, relativement, la plus facile, puisque toutes les questions sont résolues dans les trois premiers livres; ce dernier sera donc davantage une répétition sous une forme historique.* » (Lettres sur Le Capital, 148)

C'est la première mention de la division envisagée du *Capital* en trois Livres, correspondant respectivement au procès de production, au procès de circulation et au procès d'ensemble, suivis d'un quatrième où Marx se propose de revenir de manière critique sur l'histoire des théories économiques.

Six mois plus tard, dans une autre lettre à Engels, Marx annonce l'achèvement de ses *Principles* :

« *Quant à ce sacré livre, voici où j'en suis. Fin décembre, il était achevé. L'exposé sur la rente foncière, l'avant dernier chapitre, constitue presque, dans sa rédaction actuelle, un livre à lui seul [...]. Bien que terminé, le manuscrit, gigantesque dans sa forme actuelle, ne peut être édité par quelqu'un d'autre que moi, pas même par toi.* » (Lettres sur Le Capital, 151)

Autrement dit, bien qu'exhaustive, cette rédaction des *Principles* n'est pas encore satisfaisante. Dans l'esprit de Marx, elle constitue tout au plus la base de la rédaction définitive.

« *Le Capital* » (1866-1883)

Dès le début de 1866, Marx entame cette rédaction définitive. Celle du Livre I est achevée au printemps 1867. L'ouvrage paraît chez l'éditeur hambourgeois Otto Meissner cette même année.

Au cours de la quinzaine d'années qui lui restent à vivre, Marx travaillera à différentes reprises à la mise au point de la suite du *Capital*, sans en parvenir à bout toutefois. Y feront obstacle les interruptions dues à son activité politique (en liaison avec la Commune de Paris, les démêlés au sein de l'Internationale, la constitution de la social-démocratie allemande) mais aussi l'affaiblissement de sa capacité de travail au terme d'une existence misérable, sans compter les difficultés internes au projet auxquelles Marx se heurte.

Ces quinze ans n'auront cependant pas été stériles, loin de là. Entre 1868 et 1870, Marx rédige une nouvelle version du Livre II du *Capital* sous forme de trois (ou même de quatre) manuscrits. Tout le long des années 1870, Marx rédige une série de manuscrits sur différents thèmes concernant le Livre III : la conversion de la plus-value en profit et du taux de plus-value en taux de profit, le crédit et la circulation de la monnaie bancaire et surtout la rente foncière et l'économie agricole. Enfin, entre 1877 et 1883, Marx rédige une série de quatre nouveaux manuscrits en vue de la rédaction du Livre II. Lorsqu'il meurt le 14 mars 1883, son œuvre majeure reste cependant inachevée.

Si bien que *Le Capital* tel que nous le connaissons aujourd'hui est en définitive *une œuvre très hétérogène*. Il est en fait composé de textes élaborés à différentes phases du trajet que je viens de résumer :

Le Livre I, le seul qui ait été achevé par Marx et publié par lui, a été rédigé entre 1866 et 1867.

Ce qui est connu comme le Livre II a été composé par Engels à partir d'un découpage et d'un montage de manuscrits rédigés par Marx en deux temps différents (1868-1870 et 1877-1880). Engels l'a publié en 1885.

Ce qui passe pour le Livre III a été mis au point, non sans mal, par Engels entre 1885 et 1894 sur la base de la partie correspondante de la version primitive du *Capital*, rédigée par Marx entre 1863 et 1865, en procédant à des coupes et à des ajouts.

Enfin la partie centrale des *Manuscrits de 1861-63*, consacrée à une recension critique des doctrines économiques antérieures, a été publiée par Karl Kaustky, entre 1905 et 1910, sous le titre discutabile de *Théories de la plus-value* et sous le sous-titre encore plus contestable de Livre IV du *Capital*.

Le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à Engels est de s'être permis de procéder ainsi à des découpages et montages du texte marxien, en cherchant et en parvenant ainsi à accréditer l'idée que *Le Capital* constituait un tout achevé alors qu'il n'était encore qu'une œuvre en chantier, *a work in progress* pour parler comme les Anglo-Saxons. La compréhension de l'ouvrage en aura été durablement altérée.

2. Le projet

Que faut-il entendre par *critique de l'économie politique*? Cette expression n'est certainement pas univoque. En scrutant de près les différentes déclarations de Marx à son sujet, on peut lui prêter au moins trois sens différents.

La critique des insuffisances de la science économique

C'est le sens le plus superficiel. Néanmoins, il est bien présent dans la démarche de Marx et il ne saurait être ignoré ou négligé. D'autant plus que c'est le seul qui en ait été retenu par la plupart des commentateurs de Marx.

Tout le travail préparatoire à la série de manuscrits menant des *Grundrisse* au *Capital* et une bonne partie de ces manuscrits eux-mêmes se présentent en effet comme une relecture critique des œuvres de l'ensemble des économistes. Et nous avons vu que Marx projetait, sous forme d'un quatrième Livre du *Capital*, une sorte d'histoire critique de la pensée économique.

Critique, la lecture que Marx fait de ces œuvres l'est en un double sens. D'une part, tout en tirant parti de leurs acquis, il met en évidence leurs lacunes, leurs insuffisances, leurs erreurs théoriques en même temps que leurs illusions idéologiques. D'autre part, il se propose de dépasser leurs limites, donc en un sens de parachever la science économique comme connaissance positive du procès global de la production capitaliste. Ainsi affirme-t-il dans la préface à la première édition allemande du premier Livre du *Capital* que «*le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne*» (I, 19)².

² Les citations du *Capital* renvoient à son édition par les Editions Sociales en huit tomes. Le nombre romain indique le tome, le nombre arabe la page.

De fait, Marx aura considérablement fait progresser la connaissance de l'économie capitaliste, en la débarrassant des confusions dans lesquelles elle se débattait avant lui, y compris chez les grands classiques (Smith, Ricardo, Malthus), notamment celles concernant le concept de valeur. Il aura ainsi su, le premier, formuler les lois générales de développement de la production capitaliste : loi de la valeur, loi d'accumulation, loi d'équilibre des échanges entre sections, loi de formation d'un taux de profit moyen, etc.

Mais – et c'est là le point important – ce qui a permis à Marx de dépasser les limites de ses prédécesseurs économistes, c'est précisément *le rapport critique* qu'il entretient avec la réalité qu'il étudie. C'est parce qu'il ne considère pas les rapports capitalistes de production, autrement dit les formes capitalistes de la production sociale, comme des formes naturelles, éternelles, immuables et bien moins encore comme des formes parfaites et sacrées, mais qu'il les envisage au contraire comme des formes historiques, imparfaites et destinées à être dépassées, qu'il n'est pas victime des apparences et des illusions qu'elles font naître et qui sont responsables des erreurs commises par la plupart voire la totalité des économistes. C'est la posture critique de Marx face à la réalité capitaliste qui lui a ouvert la voie de la connaissance objective approfondie de cette dernière.

La critique du capitalisme comme « monde à l'envers »

L'objet de la critique marxienne de l'économie politique ne se réduit nullement à la seule science économique ; et son objectif ne se réduit pas davantage à dénoncer les lacunes et les insuffisances de cette science et à la parachever comme telle. Par-delà la science économique, la critique marxienne s'en prend à la réalité même qui en est l'objet, c'est-à-dire aux rapports capitalistes de production et au mode de production capitaliste dans son ensemble qui se constitue sur la base de ces rapports. Autrement dit, par-delà l'économie politique comme *représentation*, Marx s'en prend à l'économie politique comme *monde* : aux rapports capitalistes de production structurant le monde contemporain.

Les motifs de sa critique de ces rapports sociaux sont multiples. Je ne peux ici que les annoncer, en des termes qui ne s'expliqueront pleinement qu'au fil des développements à venir :

- *l'exploitation et la domination du travail salarié par le capital*, la non-équivalence que masque le rapport d'échange contractua-

lisé qu'est le salariat, secret de la mystérieuse capacité du capital à produire et à accumuler de la plus-value. Exploitation et domination qui reposent sur :

- *le processus historique d'expropriation des producteurs* (la séparation des producteurs de leurs moyens de production) qui, sur la base de la destruction et de la dissolution de toutes les formes antérieures de propriété et de production, a permis la formation du capital comme rapport social de production ;

- la manière dont la confusion (non seulement mentale mais sociale, pratique autant qu'idéologique) des rapports de production avec leurs supports matériels (la marchandise, la monnaie, les moyens de production, etc.), conduit à *fétichiser* ces supports, à leur conférer l'apparence de réalités autonomes, existant indépendamment des hommes, capables de se mettre en mouvement, de se produire et de se conserver par elles-mêmes ;

- *les contradictions* qui minent ce mode de production et ses autorégulations spontanées, contradictions entre sa forme (marchande et monétaire) et son contenu (le développement quantitatif et qualitatif des forces productives), qui en font un mode de production fondamentalement instable, au cours nécessairement heurté et chaotique, interrompu par *des crises* structurelles périodiques, aux conséquences sociales et politiques dramatiques et quelquefois catastrophiques.

Si l'on avait à résumer en une seule formule la critique marxienne de l'économie politique comme monde, autrement dit sa critique de l'univers capitaliste, on pourrait dire qu'il dénonce en lui *un monde à l'envers*, c'est-à-dire un monde dans lequel les producteurs sont dominés par leurs propres produits autonomisés (sous forme de marchandises, d'argent et de capital), un monde dans lequel les hommes sont gouvernés par les choses qui résultent pourtant de leurs propres activités, bien plus : un monde dans lequel les hommes sont sacrifiés à la survie de ces choses fétichisées, érigées en idoles barbares et sanguinaires qui n'hésitent pas à les vouer à la misère et à la mort pour perpétuer leur propre règne.

Le projet de la fin de l'économie comme règne de la nécessité et de la rareté

Cependant le but ultime de la critique marxienne de l'économie politique est de montrer que, sous une forme certes contradictoire, dans le cadre des rapports capitalistes de production, s'accumulent

aussi les conditions objectives (sous forme de forces productives matérielles) mais aussi subjectives (sous forme de forces sociales) rendant possible un autre monde. Autrement dit, à ses yeux, la dynamique même de l'économie capitaliste crée les conditions de possibilité non seulement du renversement de ce monde à l'envers qu'est l'univers capitaliste, de la réappropriation par les hommes de leurs conditions sociales d'existence, de la constitution d'une société reposant sur la « libre association des producteurs », mais encore et du même coup, plus fondamentalement, les conditions du dépassement de toute économie : de l'abolition du règne de la nécessité et de la rareté qui fonde l'univers économique et, avec elles, la « lutte pour la vie », de l'accès à l'abondance et à la liberté définie notamment par la fin du travail (par la réduction au minimum de la durée du travail nécessaire).

Possibilités dont la pleine actualisation supposait, selon Marx, une révolution et l'avènement d'un nouveau mode de production, *le communisme*. La démonstration de la possibilité du communisme, tel est le sens final de la critique marxienne de l'économie politique.

3. Le fil rouge

La mécompréhension dont a souffert *Le Capital* s'explique aussi par la méthode d'exposition que Marx y a adoptée. Une méthode si contraire aux modèles théoriques courants qu'elle ne pouvait pas ne pas être déroutante. Selon les termes mêmes de Marx, elle consiste à « s'élever de l'abstrait au concret » :

« [...] la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est, pour la pensée, la manière de s'appropriier le concret, de le reproduire sous la forme du concret pensé. » (*Manuscrits de 1857-1858*, 30)

Le Capital commence en effet par l'analyse d'un rapport social d'une très grande généralité et abstraction : la valeur. Et il se poursuit par l'exposé des différentes formes que revêt ce rapport, en allant des plus simples aux plus complexes, des plus manifestes aux plus cachées, des plus évidentes aux plus mystérieuses.

En fait, *Le Capital* ne se contente pas d'enchaîner les différentes formes de la valeur. Il montre que cet enchaînement répond à une véritable logique, celle de l'*autonomisation de la valeur* à l'égard de ses

propres conditions matérielles, techniques, sociales, institutionnelles, culturelles, etc., d'existence et, par conséquent, à l'égard des acteurs sociaux. Or cette autonomisation s'opère en définitive par l'appropriation par ce rapport social qu'est la valeur de ces mêmes conditions d'existence, en transformant l'ensemble des rapports sociaux et des pratiques sociales préexistants ou en en produisant des nouveaux, de manière à les plier aux exigences de sa réalité autonomisée et de sa reproduction indéfinie. Si bien que l'abstraction grandissante de la valeur, son autonomie grandissante en tant que rapport social, n'est autre que le processus par lequel ce rapport s'approprie la réalité sociale dans toute son extension et toute sa compréhension. En exposant ce processus d'appropriation, *Le Capital* restitue progressivement, étape après étape, moment après moment, la totalité de la réalité sociale telle qu'elle se trouve façonnée, à la fois remodelée et engendrée, par ce rapport social autonomisé qu'est la valeur. En enchaînant les différentes formes de la valeur, en suivant la réalisation de son autonomisation grandissante, c'est donc tout le concret social tel qu'il est approprié par ce rapport social que *Le Capital* nous restitue méthodiquement.

Et cette méthode allant de l'abstrait au concret, opérant par mise entre parenthèses provisoire du concret social, pour partir de cette abstraction qu'est la valeur, puis par restitution de ce qui a été précédemment écarté, est la seule qui permette de saisir rigoureusement la totalité du mode de production capitaliste selon la logique même de sa constitution.

« C'est seulement par cette démarche qu'il est possible de ne pas toujours parler de tout à propos de tous les rapports », comme l'écrit Marx à Engels dans une lettre datée du 2 avril 1858 (*Lettres sur Le Capital*, 95).

On comprend à partir de là la nécessité absolue de respecter l'ordre d'exposition du *Capital*, d'accepter de suivre Marx pas à pas, de ne pas supprimer ou sauter certaines étapes de sa démarche, de toujours tenir compte de l'étape de l'analyse à laquelle il se situe pour comprendre les questions qu'il s'y pose et les réponses qu'il y apporte, pour juger du sens et de la portée de ses résultats, etc. Ce qui fait définitivement justice des nombreuses tentatives pour réduire *Le Capital* à quelques morceaux choisis, fussent-ils des morceaux de choix.

Et c'est à cette nécessité que se soumet scrupuleusement le parcours à travers *Le Capital* que propose cet ouvrage introductif. Il

n'a pas d'autre ambition que de restituer les différentes étapes de la démarche marxienne, en explicitant à chaque fois les enjeux, les articulations entre elles et les résultats progressifs auxquels elles aboutissent. La taille de l'ouvrage contraindra cependant à n'évoquer ces derniers que d'une manière non seulement partielle (il faudra se contenter de pointer les principaux moments de l'analyse) mais encore lapidaire, voire souvent simplement allusive. Si mon propos en devient par moments énigmatique, que le lecteur y voie un avertissement : rien ne remplacera jamais la lecture directe de l'œuvre. Mon vœu le plus cher est de lui communiquer cette conviction.

Livre I : Le développement de la production capitaliste

Le Capital s'ouvre sur une constatation dont la banalité masque en fait d'immenses problèmes théoriques :

« *La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une "immense accumulation de marchandises".* » (I, 51)

En un sens, on peut dire que tout l'effort entrepris par Marx dans *Le Capital* vise à rendre compte de ce constat. L'analyse commencera donc par scruter cette forme singulière de la richesse sociale qu'est la marchandise.

1. La marchandise et la monnaie

Marx s'attelle ainsi à l'analyse d'un rapport social trivial (nous le pratiquons tous plusieurs fois par jour), archaïque (il remonte sans doute aux origines de l'histoire humaine), en même temps que fondamental puisque c'est sur lui que repose pour une bonne part l'activité économique des sociétés contemporaines : le rapport marchand. Marx l'envisage d'abord dans sa forme la plus immédiate, la plus simple (logiquement) et la plus ancienne (historiquement), le troc. Mais c'est pour montrer pourquoi et comment de ce troc naît nécessairement la monnaie comme intermédiaire obligé de la circulation des marchandises.

1.1. *Valeur d'usage, valeur d'échange et valeur.* Toute marchandise se présente immédiatement comme une réalité à double face : valeur d'usage et valeur d'échange.

Une marchandise est d'abord une réalité qui possède une utilité quelconque pour les hommes. Elle est capable de satisfaire un besoin humain, plus précisément un besoin social (un besoin qui pos-

sède une certaine généralité dans la société), de quelque nature qu'il soit. Telle est sa *valeur d'usage*.

Cependant, à ce titre, elle devient également désirable : les hommes vont être prêts à céder quelque chose en leur possession pour l'obtenir en échange. En plus de sa valeur d'usage, elle acquiert ainsi une valeur d'échange. *La valeur d'échange* d'un produit du travail humain est donc sa capacité à s'échanger contre d'autres produits du travail humain, dans des proportions à chaque fois déterminées. Ainsi 20 mètres de toile s'échangent contre un habit ; on dira que 20 mètres de toile *valent* un habit.

Pour que les marchandises soient ainsi interchangeables, il faut nécessairement supposer qu'elles aient quelque chose en commun en tant que valeurs d'échange. Ce dénominateur commun à l'ensemble des marchandises est ce que Marx nomme leur *valeur* :

« *Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur.* » (I, 54)

Reste à déterminer le contenu de la valeur, sa substance dit Marx. Il ne peut s'agir ni des valeurs d'usage des marchandises ni des travaux particuliers qui les ont engendrées ; car rien n'est plus différent des usages de la toile que ceux de l'habit ; et le travail du tisserand n'a rien de commun avec celui du tailleur. Si ce n'est que, dans les deux cas, du travail humain a été dépensé sous une forme déterminée. Ainsi le seul élément commun à l'ensemble des marchandises, qui rend possible leur échange, c'est le travail humain mais « *dans le sens abstrait du mot* » (I, 61) : le travail pour autant que l'on fasse abstraction de toutes ses modalités concrètes de réalisation, pour ne retenir que sa caractéristique générale de dépense d'une force humaine de travail.

Le travail humain en ce sens abstrait constitue donc la substance de la valeur. Et il en est aussi la mesure : la quantité de valeur d'une marchandise se mesurera par la quantité de travail abstrait qu'il a fallu dépenser pour la produire.

1.2. *Travail concret et travail abstrait*. C'est un premier résultat original et fondamental de l'analyse marxienne que d'avoir différencié ces deux déterminations du travail humain en tant qu'il est producteur de marchandises. Encore faut-il ne pas se méprendre sur le sens de cette différence.

Travail concret et travail abstrait ne sont pas deux types différents de travail. Il s'agit bien à chaque fois du *même* travail productif, simplement envisagé sous *deux* angles différents. Le travail concret, c'est le travail productif envisagé en tant qu'il engendre des valeurs d'usage ; le travail abstrait, c'est le même travail productif envisagé en tant qu'il forme de la valeur. La double détermination du travail productif, travail concret et travail abstrait à la fois, renvoie en définitive à la double détermination du produit dès lors qu'il devient marchandise et qu'il se présente à la fois comme valeur d'usage et valeur.

Mais, pour Marx, le travail abstrait n'est pas seulement une abstraction théorique : c'est en même temps une réalité sociale. Marx va chercher à montrer dans la suite du *Capital* que, au sein du procès de production capitaliste, le travail productif tend à prendre la forme concrète de travail abstrait. Autrement dit, ce procès *réalise* cette abstraction qu'est le travail abstrait. Et cela au moins sous deux formes différentes.

D'une part, sous la forme du *travail social moyen* ou du *travail social normal*. Sous l'effet de la concurrence entre les différents capitalistes opérant au sein d'une même branche de production, il s'impose à eux, sous peine d'être éliminés, de respecter une moyenne ou même une norme en termes de qualité, de régularité, d'intensité et en définitive de productivité du travail, en somme une même moyenne ou norme dans l'usage qu'ils font des forces productives (des outils, des machines, des équipements productifs, mais aussi des formes d'organisation du travail, des qualifications des forces de travail, etc.) existant dans les conditions sociales et historiques où ils opèrent. Le travail abstrait, c'est donc en ce sens un travail exécuté avec un « *degré moyen d'habileté et d'intensité* » dans « *des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales* » (I, 55).

D'autre part, sous la forme du *travail simple*, entendu comme la dépense d'une force humaine de travail sans qualité particulière, ne requérant aucune qualification ni aucune formation spécialisées, correspondant aux facultés et capacités communément et ordinairement répandues parmi les membres d'une société donnée :

« *C'est une dépense d'une force simple que tout homme ordinaire, sans développement spécial, possède dans l'organisme de son corps. Le travail simple moyen change, il est vrai, de ca-*

ractère dans différents pays et dans différentes époques ; mais il est toujours déterminé dans une société donnée. » (I, 59)

Et Marx montrera que c'est le propre du procès de production capitaliste de tendre à réduire le plus grand nombre possible de travaux humains à du travail simple en ce sens.

1.3. *Les formes de la valeur.* Il ne suffit pas cependant de déterminer la substance de la valeur et sa grandeur. Il faut encore en exposer les formes, notamment pour comprendre comment la valeur parvient à s'autonomiser sous forme de la monnaie : « *Il s'agit maintenant de faire ce que l'économie bourgeoisie n'a jamais essayé : il s'agit de fournir la genèse de la forme monnaie [...]* » (I, 63), de manière à en dissiper l'énigme. Genèse non pas historique mais logique.

La première forme sous laquelle se manifeste la valeur est celle dont l'analyse marxienne est partie, dont la formule est $x \text{ marchandise } A = y \text{ marchandise } B$. Par exemple 20 mètres de toile = un habit. Marx l'appelle la forme *simple* ou *accidentelle* de la valeur : elle ne met en jeu que deux marchandises dans le rapport occasionnel d'un troc. La valeur des deux marchandises n'y figure cependant pas au même titre ni ne joue le même rôle : la valeur de A s'exprime *relativement* à celle de B, qui ne sert ici que d'*équivalent* à la précédente sous l'apparence directe de sa valeur d'usage. En somme, sous cette forme, la valeur de A se distingue de sa valeur d'usage en montrant qu'elle peut prendre l'apparence d'une autre valeur d'usage, celle de B par exemple.

Lorsque le troc d'occasionnel ou d'intermittent devient régulier, apparaît une seconde forme de la valeur que Marx nomme *développée* ou *totale* parce qu'elle procède du simple développement de la précédente, en permettant à une même marchandise de s'échanger contre toutes les autres marchandises. La formule en est : $t \text{ marchandise } A = u \text{ marchandise } B$ ou $= v \text{ marchandise } C$, ou $= w \text{ marchandise } D$, ou $= x \text{ marchandise } E$, ou $= y \text{ marchandise } F$, etc. La valeur de la marchandise A se détache alors plus clairement encore de sa valeur d'usage puisqu'elle apparaît comme une réalité qui peut prendre l'apparence de la valeur d'usage de toutes les marchandises, la sienne propre exceptée.

Pour passer à la forme *générale*, il suffit d'inverser la forme précédente. Au lieu que ce soit une même marchandise qui prend pour équivalent toutes les autres marchandises, c'est inversement une

seule et même marchandise qui sert d'équivalent à toutes les autres marchandises. Avec elle, la valeur de toutes les marchandises (sauf celle servant d'équivalent) prend une forme différente de leurs valeurs d'usage ; elle se matérialise, indépendamment de ces dernières, dans la valeur d'usage formelle de la marchandise qui sert d'équivalent général et qui possède de ce fait « *la forme d'échangeabilité immédiate et universelle* » (I, 81).

La forme *monnaie* de la valeur n'est que la réalisation sociale de cette forme générale. Elle suppose l'institution au sein d'une société donnée d'une marchandise singulière en tant qu'équivalent général. Historiquement, ce sont souvent des métaux plus ou moins précieux (le cuivre, l'argent, l'or) qui auront joué ce rôle.

1.4. *Le fétichisme de la marchandise.* Sous sa forme de marchandise, la valeur n'a pas fini de nous livrer ses secrets. Nous savons déjà qu'elle n'est que la forme sous laquelle se manifeste le travail social dans les rapports engendrés par sa division marchande, mais une forme génératrice d'apparences fallacieuses et mystificatrices.

Pour en rendre compte, Marx avance pour la première fois le concept de *fétichisme*, qui constitue l'un des thèmes majeurs, parmi les plus profonds et les plus originaux, de sa critique de l'économie politique. Mais aussi l'un de ses plus complexes et, en partie pour cette raison, l'un des moins bien compris, en tout cas des plus négligés, par la plupart de ses commentateurs.

D'une manière générale, par fétichisme de la valeur, Marx entend un processus à double face qui est déjà à l'œuvre dans cette forme simple de la valeur qu'est la marchandise. En premier lieu, un processus de *réification des rapports sociaux de production*, par confusion de ces rapports avec leurs supports matériels. Dans le cas de la marchandise, cette confusion est triple :

- Les rapports sociaux entre les producteurs marchands prennent l'apparence de rapports entre les produits qui leur servent de simples médiations matérielles. Aux yeux de ces producteurs :

« [...] *les rapports de leurs travaux privés apparaissent ce qu'ils sont, c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais plutôt des rapports sociaux entre les choses.* » (I, 85)

- Le caractère de travail social de chaque travail productif particulier se manifeste sous la forme de la valeur de son produit, autrement dit comme une qualité ou propriété qui semble inhérente à ce produit en tant que tel :

«[...] le caractère social des travaux les plus divers consiste dans leur égalité comme travail humain et [...] ce caractère social spécifique revêt une forme objective, la forme valeur des produits du travail [...]» (I, 86)

- Les proportions dans lesquelles les différents travaux concrets matérialisent du travail abstrait (du travail social moyen) sont confondues avec les quantités de valeur de leurs produits respectifs, autrement dit là encore avec des propriétés qui semblent inhérentes à leurs produits en tant que tels.

«Ce qui intéresse tout d'abord pratiquement les échangistes, c'est de savoir combien ils obtiendront en échange de leurs produits, c'est-à-dire la proportion dans laquelle les produits s'échangent entre eux. Dès que cette proportion a acquis une certaine fixité habituelle, elle leur paraît provenir de la nature même des produits du travail. Il semble qu'il réside dans ces choses une propriété de s'échanger en proportions déterminées comme les substances chimiques se combinent en proportion fixe.» (I, 87)

A chaque fois, ce qui est *social* prend la forme objective (au sens du mode pratique d'existence et de manifestation) d'une réalité *matérielle* qui semble ne rien devoir à une quelconque détermination sociale, à une quelconque configuration de rapports sociaux.

A quoi vient s'ajouter, en second lieu et en conséquence, un processus de *personnification des objets* dans lesquels ont été réifiés les rapports sociaux : on attribue à ces objets des propriétés et des capacités qu'ils ne possèdent pas par eux-mêmes, qu'ils ne doivent qu'au fait d'être les supports de rapports sociaux avec lesquels on les confond. Si bien qu'ils apparaissent aux hommes comme doués de qualités et de puissances autonomes, qui leur échappent et qui les dominent, et qu'ils finissent même par prendre l'apparence d'entités surhumaines, dans lesquelles les hommes ne reconnaissent plus leur propre œuvre. Dans le cas de la marchandise :

- la capacité qu'ont les marchandises de s'échanger les unes contre les autres n'apparaît plus comme le résultat de leur commune identité de produits différents d'un même procès social de

travail mais comme le résultat d'une mystérieuse qualité interne qu'elles posséderaient de manière substantielle : la valeur ;

- les proportions dans lesquelles les marchandises s'échangent les unes contre les autres n'apparaissent plus comme le résultat des proportions inégales dans lesquelles les différents travaux privés matérialisent du travail social moyen mais, là encore, comme le résultat de leurs quantités de valeur respectives, autrement dit des quantités dans lesquelles se manifeste en elles cette mystérieuse qualité substantielle qu'est la valeur.

En définitive, sous sa forme de marchandise, la valeur *opacifie* et *mystifie* la réalité sociale. Elle confère aux produits du travail humain de mystérieuses qualités, d'occultes propriétés : d'un produit banal, elle fait «une chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques» (I, 84) ou encore «un hiéroglyphe» (I, 86) que l'on peine à déchiffrer. Du même coup, elle rend incompréhensibles par les producteurs leurs propres rapports de production en les masquant dans et derrière les rapports entre leurs produits qu'ils ne reconnaissent plus comme tels.

1.5. *Le fétichisme et les fonctions de la monnaie.* Avec l'institution de la monnaie comme forme autonomisée de la valeur en face de toutes les marchandises, le fétichisme de la valeur franchit, lui aussi, une nouvelle étape. Tout se passe alors comme si le caractère de valeur de toutes les marchandises s'était détaché d'elles pour se condenser dans le corps de la seule marchandise faisant office d'équivalent général (par exemple l'or), dans laquelle la valeur se dresse désormais, indépendante, face à toutes les valeurs d'usage. Le dédoublement intime de toute marchandise en valeur d'usage et en valeur prend ici la forme extérieure et visible, tangible même, du dédoublement entre la marchandise et la monnaie.

Du même coup, le fétichisme de la valeur se développe en *fétichisme de la monnaie*. Ce dernier consiste dans l'apparence et la croyance qui confèrent à certaines marchandises (en l'occurrence les métaux précieux : argent ou or) la mystérieuse capacité de représenter, par elles-mêmes, par leur seule valeur d'usage, la valeur de n'importe quelle marchandise : la capacité d'être en quelque sorte de la valeur en et par elles-mêmes, d'une manière substantielle. On retrouve ici les deux traits caractéristiques de la formule générale du fétichisme précédemment dégagés : d'une part, la *réification* du rapport social qu'est la valeur par confusion de celle-ci

avec l'objet (le métal précieux) qui lui sert de support; d'autre part, la *personnification* de cet objet, investi par le désir et l'imagination des hommes de pouvoirs surhumains. Tout simplement, parce que, en sa qualité d'équivalent général, l'argent est devenu capable de s'échanger contre tous les produits du travail humain et qu'il dote, par conséquent, son possesseur de la capacité de s'approprier toutes les richesses sociales, du pouvoir de commander à tout et à tous.

C'est en tant que forme autonomisée de la valeur, en tant que fétiche, que la monnaie peut remplir ses différentes fonctions au sein de la circulation des marchandises. Soit :

- *La fonction de mesure des valeurs.* La qualité et la quantité de valeur d'une marchandise s'expriment désormais uniquement dans son rapport avec l'or (en supposant que ce soit l'or qui joue le rôle de monnaie). La valeur de toute marchandise peut alors prendre la *forme prix* : elle s'exprime sous forme d'une quantité déterminée d'une unité monétaire, elle-même définie par une quantité déterminée d'or.

- *La fonction de moyen de circulation.* Dès lors que chaque marchandise n'exprime sa qualité et sa quantité de valeur que dans son rapport à la monnaie, cette dernière devient une médiation obligée de leurs rapports réciproques. L'échange direct marchandise contre marchandise, $M - M$, tel qu'il se pratique dans le troc, cède la place à un mouvement plus complexe, marchandise - argent - marchandise, $M - A - M$. Dans ce mouvement, une marchandise donnée ne s'échange contre une autre marchandise qu'après s'être au préalable muée en monnaie, au terme d'une double opération de vente et d'achat.

- *La fonction de moyen de paiement.* L'autonomisation de la valeur sous la forme de la monnaie permet de dissocier l'achat de la marchandise de son paiement. C'est le cas lorsque la marchandise est cédée non plus contre une quantité déterminée de monnaie mais contre une simple promesse de livrer ultérieurement une telle quantité. La vente se fait alors à crédit; le vendeur devient créancier et l'acheteur débiteur. Dans ce cas, c'est la monnaie, dans sa qualité de matérialisation de la valeur, qui sera exigée au terme prévu du crédit et qui permettra au débiteur de régler sa dette.

- *La fonction de moyen de réserve.* Sa qualité de matérialisation permanente de la valeur va permettre à la monnaie de sortir de la circulation sans se compromettre, d'attendre dans l'antichambre

de cette dernière le moment où elle pourra y faire opportunément son retour ou le moment où sa présence y sera impérativement requise pour le paiement des dettes échues. La monnaie permet donc à la valeur de se conserver indépendamment de la circulation marchande et même de s'y accumuler sous forme de réserve ou de trésor.

2. La transformation de l'argent en capital

Avec cette transformation, l'autonomisation de la valeur va franchir une étape supplémentaire. En conséquence, son fétichisme va s'accroître d'autant.

2.1. *La formule générale du capital.* A côté du mouvement $M - A - M$ qui constitue sa forme normale, la circulation des marchandises peut encore se présenter sous une autre forme, inverse de la précédente, $A - M - A$, un achat suivi d'une vente. De l'un à l'autre mouvement, le changement apparaît a priori purement formel : ce sont les mêmes actes (achat et vente), les mêmes acteurs (acheteurs et vendeurs) et les mêmes formes de la valeur (marchandise et argent) qui sont impliqués dans l'un et l'autre mouvement. Pourtant, il existe quatre différences essentielles entre eux.

- Dans le mouvement $M - A - M$, c'est la marchandise qui constitue simultanément le point de départ et le point d'arrivée et l'argent n'est qu'un simple intermédiaire entre les marchandises. Dans le mouvement $A - M - A$, c'est exactement l'inverse : c'est l'argent qui sert de point de départ et de point d'arrivée et c'est la marchandise qui n'est qu'un intermédiaire.

- Dans le mouvement, $M - A - M$, l'argent est *dépensé*, définitivement perdu : celui qui le lance dans la circulation n'en retire pas de l'argent mais une marchandise. Dans le mouvement $A - M - A$, l'argent n'est qu'*avancé* dans la circulation pour être récupéré en fin de mouvement par celui qui l'y a lancé; l'argent s'y conserve donc.

- Le but du mouvement $M - A - M$ est l'appropriation d'une valeur d'usage et, en définitive, sa consommation. Celui qui initie le mouvement vend une marchandise, qui ne constitue pas une valeur d'usage pour lui, pour acheter une autre marchandise qui constitue pour lui une valeur d'usage et qu'il retient à ce titre. Au contraire, dans le mouvement $A - M - A$, le but poursuivi n'est pas

l'appropriation d'une valeur d'usage mais celle de la valeur sous sa forme autonomisée d'argent. La valeur d'échange n'est plus alors la simple forme superficielle du procès, elle en devient le contenu même, ce qui lui donne son sens et ce qui en constitue le moteur.

Aussi le mouvement $M - A - M$ n'a-t-il de sens que pour autant que la marchandise qui lui sert de point d'arrivée diffère *qualitativement*, par sa valeur d'usage, de celle qui lui sert de point de départ. Il ne peut en aller de même du mouvement $A - M - A$: ici le point d'arrivée et le point de départ ne diffèrent en rien du point de vue qualitatif, puisqu'il s'agit dans l'un et l'autre cas de la valeur sous sa forme autonomisée de monnaie. Le mouvement $A - M - A$ n'a donc de sens que pour autant que le point d'arrivée diffère *quantitativement* du point de départ, autrement dit que pour autant que celui qui a initié ce mouvement et l'a conduit à sa fin en retire plus d'argent qu'il n'y a initialement avancé.

« La forme complète de ce mouvement est donc $A - M - A'$, avec $A' = A + \Delta A$, c'est-à-dire égale à la somme primitivement avancée plus un excédent. Cet excédent, je l'appelle plus-value (en anglais surplus value). Non seulement donc la valeur avancée se conserve dans la circulation, mais elle y change encore sa grandeur, y ajoute un plus, se fait valoir davantage, et c'est ce moment qui la transforme en capital. » (I, 155)

- Enfin, le mouvement $M - A - M$ trouve sa finalité en dehors de lui-même dans la consommation. Il y trouve donc aussi sa limite : une fois obtenue la marchandise finale, l'échangiste est parvenu à son but et le mouvement est achevé. Au contraire, le résultat du mouvement $A - M - A$ ou, plutôt, $A - M - A'$, lui fournit un nouveau point de départ possible. Autrement dit, ce mouvement peut indéfiniment se reprendre dans la mesure même où le terme final se présente sous la même forme que le terme initial, celui d'une certaine somme d'argent, d'une certaine quantité de valeur sous forme de monnaie, apte à recommencer à parcourir la série des métamorphoses précédentes.

Marx parvient ainsi à une première définition du capital comme « valeur en procès » : le capital est la valeur qui non seulement se conserve mais encore s'accroît comme valeur, en passant de la forme argent à la forme marchandise et réciproquement, en un processus indéfiniment recommencé. L'autonomie de la valeur ne tient plus, comme c'est le cas sous sa forme monétaire, dans sa matérialisation en un objet distinct des marchandises et qui doit se tenir

à l'écart de leur circulation pour se conserver et s'accroître ; elle s'affirme désormais dans la capacité de la valeur à se maintenir et à s'accumuler en se livrant incessamment à la circulation et en s'y métamorphosant sans cesse d'argent en marchandise et inversement.

Et du même coup, son fétichisme s'accroît d'autant. La valeur se présente désormais sous l'apparence d'une « substance automatique, doué d'une vie propre » (I, 158) : non seulement comme une réalité existant en et par elle-même mais encore comme une réalité capable de se mouvoir par elle-même, de se conserver et de s'accroître par elle-même dans et par ce mouvement. Sous la forme du capital, la valeur paraît ainsi posséder l'attribut divin par excellence qu'est la puissance d'auto-engendrement. Et le terme de fétichisme de la valeur peut ici s'entendre au sens le plus ordinaire.

2.2. Les contradictions de la formule générale du capital et leur solution. Reste à déterminer les conditions auxquelles une telle métamorphose de la valeur est possible. Autrement dit, comment peut-on passer du mouvement $M - A - M$ au mouvement $A - M - A'$?

A première vue, ce dernier mouvement se présente comme une contradiction dans les termes et recèle une difficulté insurmontable. En effet, toute l'analyse antérieure a été menée sous le double pré-supposé que les échanges marchands se font équivalents et que la circulation marchande ne crée ni ne détruit en tant que telle aucune valeur. Sous de pareilles contraintes logiques, il est certes possible d'expliquer comment la valeur peut se conserver dans la circulation mais il est impossible d'expliquer comment elle peut s'y accroître ; car il est alors impossible d'acheter une marchandise à sa valeur pour la revendre au-dessus de sa valeur (ou d'acheter une marchandise en dessous de sa valeur pour la vendre à sa valeur). Et supposer que cela puisse malgré tout être le cas, outre l'incohérence ainsi introduite dans le raisonnement, ne servirait à rien : dès lors que tout le monde se livrerait à cette pratique, ce qu'on y gagnerait en tant que vendeur (respectivement comme acheteur), on le reperdrait en tant qu'acheteur (respectivement comme vendeur). En bref, selon la formule générale précédente, la métamorphose de l'argent en capital doit s'opérer dans la circulation marchande ; et, simultanément, celle-ci l'interdit par principe.

La solution de cette contradiction ne peut venir que de l'existence d'une marchandise dont la valeur d'usage soit capable non

seulement de conserver mais d'accroître la valeur sous forme d'argent contre laquelle elle s'échange. Dans la mesure où le travail (abstrait) est la seule source de toute valeur, c'est donc contre du travail que l'argent doit s'échanger pour pouvoir se métamorphoser en capital. Mais non pas contre du travail *passé*, matérialisé dans des produits finis, ni même contre du travail *présent*, livré sous forme d'un service en train d'être rendu ; car, dans ces deux cas, on se retrouve une fois de plus à n'échanger qu'équivalent contre équivalent. La seule forme adéquate sous laquelle le travail doit être approprié par l'argent pour transformer celui-ci en capital est celle de travail potentiel, celle d'une puissance de travail, en entendant par là « *l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles* » (I, 170). La transformation de l'argent en capital présuppose donc en définitive celle de la puissance ou force de travail en marchandise.

2.3. *La transformation de la force de travail en marchandise.* Une pareille transformation présuppose elle-même un ensemble de conditions socio-historiques bien particulières, dont la principale est que le sujet de la force de travail soit un « *travailleur libre, et libre à un double point de vue* » (I, 172).

D'une part, comme tout échangiste, il doit être propriétaire à titre privé (personnel) de la marchandise qu'il met en vente. Il doit pouvoir disposer de sa puissance de travail (comme de sa personne plus généralement) ainsi qu'il l'entend. Ce qui présuppose qu'il soit libre de ces rapports de dépendance à l'égard de tiers, dans lesquels sont pris les esclaves ou les serfs. Telle est la face positive de sa 'liberté'.

D'autre part, pour être contraint de vendre sa puissance ou force de travail, il faut qu'il n'ait plus rien d'autre à vendre : ni le produit de son travail ni son travail lui-même. Autrement dit, il faut qu'il ne puisse pas objectiver sa force de travail dans un bien ou un service, faute de disposer (comme un artisan ou un paysan) des moyens de production (outils, machines, locaux, etc.) nécessaires à cette fin. En somme, le « *travailleur libre* » est aussi 'libre' de toute propriété autre que celle de sa force de travail : c'est un travailleur exproprié, qui ne dispose ni en droit ni en fait des moyens de production ni par conséquent non plus des moyens de consom-

mation (subsistances) nécessaires à son existence. Telle est la face négative de sa singulière 'liberté' qui le contraint à se mettre à la disposition d'autrui.

Une autre condition de la transformation de la force de travail en marchandise est que celle-ci soit pourvue d'une valeur. Comme pour toute autre marchandise, cette valeur sera déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Laquelle ne se réduit cependant pas à l'entretien au quotidien du travailleur actuel (la satisfaction de ses besoins divers) mais implique encore nécessairement sa formation (générale et professionnelle) en amont et son remplacement intergénérationnel (l'entretien de sa descendance) en aval de son existence présente. Et le tout selon certaines normes de consommation et de mode de vie, variables dans l'espace (social) et le temps (historique).

« *La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises.* » (I, 174)

Si la transformation de la force de travail en marchandise permet son appropriation par le capitaliste potentiel, elle ne suffit cependant pas encore à transformer l'argent de ce dernier en capital. Il lui faut encore consommer sa valeur d'usage, autrement dit la faire produire, lui faire rendre une certaine quantité de travail, seule opération apte à conserver et accroître son argent en le transformant du coup en capital. Pour parachever l'analyse de cette transformation, il faut quitter la sphère de la circulation pour pénétrer dans « *le laboratoire secret de la production sur le seuil duquel il est écrit : No admittance except on business [Entrée interdite sauf pour affaires]* » (I, 178).

3. La production de la plus-value absolue

Le procès de production capitaliste, qui seul permet à l'argent de se transformer en capital, présente une double face. Il est à la fois procès de travail et procès de valorisation.

3.1. *Le procès de travail.* C'est le procès de production en tant qu'il est appropriation de la nature par les hommes, soit production de valeurs d'usage. A ce titre, il combine nécessairement :

- *des matières de travail*, richesses naturelles brutes ou matières premières et matières auxiliaires déjà élaborées par le travail humain, qui constituent *l'objet* du travail, ce à quoi le travail s'applique et ce que le travail va transformer ;

- *des moyens de travail* : des outils, des machines, des dispositifs techniques, des locaux, des infrastructures productives, autant de résultats d'un travail humain antérieur par l'intermédiaire desquels le travail humain présent s'applique aux matières de travail ;

- enfin *des forces de travail*, diversement qualifiées, qui mettent en œuvre les moyens de travail au cours d'opérations productives plus ou moins complexes, et qui se combinent entre elles selon différentes modalités de la division du travail.

La résultante de leur combinaison productive n'est autre que *le produit* du travail.

Matières de travail et moyens de travail constituent ce que Marx nomme les *moyens de production* : ce sont les conditions objectives du procès de travail, relativement auxquelles les forces de travail représentent les facteurs subjectifs de ce procès. En tant que résultats d'un travail antérieur qui s'est matérialisé en eux, les moyens de production sont du *travail mort* que vient animer ce *travail vivant* qu'est la dépense productive de la force de travail. Leur mode d'association varie en fonction des rapports sociaux de production ; et nous savons déjà que les rapports capitalistes de production se caractérisent précisément par la séparation (de fait et de droit) entre moyens de production et forces de travail, entre travail mort et travail vivant.

Le procès de travail est consommation productive des moyens de production. En tant que tel, d'une part, il détruit nécessairement ces derniers dans leur forme propre immédiate, soit en une seule fois (en ce qui concerne les matières de travail), soit en plusieurs fois (en ce qui concerne les moyens de travail : outils, machines, etc., qu'il use progressivement). Tandis que, d'autre part, il les conserve en un sens (il en conserve une partie de la matière et l'énergie) en les transformant en un produit nouveau.

3.2. *Le procès de valorisation*. Cependant, ce n'est pas en tant qu'il produit des valeurs d'usage nouvelles que le procès de production intéresse le capitaliste mais dans la seule mesure où, ce faisant, il forme non seulement de la valeur mais encore et surtout de

la plus-value. A quelles conditions cela est-il possible ? Elles sont au nombre de trois.

En premier lieu, il faut que le capitaliste réunisse entre ses mains toutes les conditions du procès de production : des forces de travail certes, seule source possible de travail vivant, mais aussi des moyens de production, conditions nécessaires à la consommation productive des forces de travail. Face au travailleur, propriétaire privé de sa seule force de travail, le capitaliste qui lui achète sa force de travail doit donc se présenter comme un propriétaire privé de moyens de production.

En deuxième lieu, il faut que le capitaliste combine l'ensemble de ces éléments de sorte que leur mise en œuvre productive serve, d'une part, à produire une valeur d'usage sociale, d'autre part, à former de la valeur. Autrement dit, il faut que le travail (mort et vivant) dépensé soit un travail socialement nécessaire au double sens d'un travail socialement utile (il doit répondre à un besoin social) et d'une dépense de forces productives conformes aux normes sociales (moyennes) de production (en termes de qualité du produit comme en termes d'intensité et de productivité du travail).

En troisième lieu – et c'est le point décisif – il faut que la mise en œuvre productive de la force de travail forme plus de valeur que sa valeur propre. Tel est le secret de la révolution de la valeur qui se produit dans le cours du procès de production et qui aboutit à la formation de la plus-value.

En effet, initialement, le capitaliste avance son capital sous forme d'une certaine somme d'argent A qui lui permet d'acquérir d'une part des moyens de production M_p , d'autre part des forces de travail T . Comme on suppose qu'à chaque fois le capitaliste les achète à leur valeur propre, on a donc : $A = M_p + T$.

Du point de vue de la valeur, leur combinaison productive conduit à un double résultat. D'une part, en convertissant les moyens de production en un nouveau produit, le travail productif transmet au second la valeur des premiers. Dans la valeur du produit du travail, on retrouve la valeur M_p des moyens de production qui ont été consommés pour le produire : la valeur des matières de travail et celle des moyens de travail (en ce qui concerne ces derniers au prorata de leur usure seulement). Donc le travail productif transmet aux produits nouveaux *une valeur ancienne*. D'autre part et simultanément, par le fait même qu'il constitue une nouvelle dépense de travail, ce même travail productif forme *une va-*

leur nouvelle qui s'ajoute à la valeur ancienne des moyens de production consommés et métamorphosés en produits nouveaux. Notons W cette valeur nouvelle formée par la dépense de travail effectuée au cours du procès de production.

La valeur du nouveau produit M' est donc la somme de ces deux valeurs, l'une ancienne et l'autre nouvelle : $M' = M_p + W$. Equation qui ne fait que traduire le fait que, dans le produit nouveau, se trouvent matérialisées les différentes quantités de travail dépensées à le produire : une certaine quantité de travail passé, matérialisé dans les moyens de production qui ont été consommés + une certaine quantité de travail présent, correspondant à la dépense additionnelle de travail nécessaire à la transformation de ces moyens de production en un produit nouveau.

Initialement, le capitaliste avait en sa possession une valeur sous forme d'argent $A = M_p + T$. A présent, il a en sa possession une valeur sous forme d'un nouveau produit- marchandise $M' = M_p + W$. Après l'avoir vendu à sa valeur, il sera en possession de cette dernière sous forme d'une certaine somme d'argent $A' = M_p + W$. Pour qu'il y ait formation de plus-value, donc pour que $A' > A$, il faut et il suffit que $W > T$. En d'autres termes, il faut et il suffit que la consommation productive de la force de travail forme une valeur supérieure à sa valeur propre, la différence entre les deux constituant très exactement la plus-value.

Du même coup, l'énigmatique formule générale du capital, $A - M - A'$, se trouve définitivement élucidée. Si A' peut être supérieur à A , si $A' = A + \Delta A$, alors même que les échanges entre marchandise et argent se font pourtant équivalent contre équivalent, c'est que, entre l'achat ($A - M$) et la vente ($M - A'$), la marchandise M a été convertie en une marchandise nouvelle M' au cours d'un procès de production dont résulte plus de valeur que celle qui y a été engagée, tout simplement parce que la mise en œuvre productive de la force de travail procure plus de valeur au capitaliste que l'achat de cette même force de travail ne lui coûte.

Et cela est possible pour deux raisons. D'une part, la force de travail humaine est capable de fournir, sur une durée déterminée (une journée, une semaine, un mois, une année, etc.), plus de travail socialement nécessaire que ce que nécessite sa propre (re)production pendant cette même durée. En termes marxistes, on dira que la force de travail est en mesure de fournir *un surtravail* au-delà du seul *travail nécessaire*, de la seule quantité de travail qui assure

la reproduction de la force de travail dans des conditions socialement données. Si tel n'était pas le cas, aucun progrès des forces productives ni aucune accumulation sociale n'auraient jamais été possibles. D'autre part, parce qu'il dispose de la force de travail (il l'a achetée et il est juridiquement seul maître et possesseur de son usage), le capitaliste est aussi en mesure de bénéficier de cette capacité de la force de travail humaine de fournir un surtravail. Et il va s'y employer en usant à cette fin de toutes les méthodes nécessaires et possibles, comme nous allons le voir.

En définitive, l'échange entre capital et travail est un 'échange inégal' : plus de valeur (de travail social abstrait) est échangé contre moins de valeur. Ce que masque l'égalité juridique entre capitaliste et travailleur salarié dans la sphère de la circulation en contribuant ainsi au fétichisme capitaliste.

3.3. *Capital constant et capital variable. Taux et masse de la plus-value.* L'analyse du procès de valorisation permet de comprendre que le capital initialement avancé se compose de deux éléments fort différents. D'une part, celui qui sert à acheter les moyens de production, dont la valeur se conserve, sans plus, au cours du procès de production en se transmettant au produit nouveau. C'est la partie constante du capital que Marx appelle couramment *le capital constant* et qu'il note c . A quoi s'oppose, d'autre part, l'élément du capital qui sert à acheter les forces de travail et dont la valeur non seulement se conserve (elle est restituée) mais s'accroît au cours du procès de production en s'adjoignant une plus-value plus ou moins grande, dans la mesure même où l'usage productif de la force de travail forme plus de valeur que son acquisition marchande n'en a requise. C'est la partie variable du capital que Marx nomme couramment *le capital variable* et qu'il note v .

L'analyse du procès de production révèle aussi la nature de la plus-value (que Marx note pl) : elle est la partie de la valeur nouvellement formée dans le procès de production qui excède la valeur de la force de travail et que le capital parvient à s'approprier gratuitement. Elle n'est donc que l'expression en valeur du surtravail que le capitaliste parvient à extorquer aux travailleurs au-delà du travail nécessaire à la (re)production de leur force de travail. Ainsi *le taux de la plus-value*, soit le rapport de la plus-value au capital variable (ou salaire), pl/v , mesure-t-il en définitive le degré d'exploitation des travailleurs par le capital, la proportion dans laquelle

le second parvient à extorquer du travail non payé aux premiers, le degré auquel les travailleurs œuvrent non pas pour eux-mêmes (pour assurer leur propre reproduction) mais pour le capital (pour assurer sa production et sa reproduction). Quant à *la masse de la plus-value* formée durant une période déterminée, elle est en définitive fonction de la différence entre la quantité globale de travail fournie par les travailleurs durant cette période, laquelle dépend à la fois de leur nombre, de la durée de leur travail, de son intensité (de la densité de leur travail par unité de temps) et de sa qualité (complexité), d'une part, et la quantité de travail nécessaire à la reproduction de leurs forces de travail, d'autre part.

3.4. *Plus-value absolue et soumission formelle du travail au capital.* Ce dernier résultat permet de comprendre qu'il n'y a que deux voies pour produire de la plus-value et pour en augmenter la masse – ce qui est la finalité même de tout procès capitaliste de production. La première voie consiste à extorquer aux travailleurs une quantité de travail plus grande que celle nécessaire à la reproduction de leurs forces de travail, en supposant cette dernière constante. La seconde consiste au contraire à diminuer autant que possible la quantité de travail nécessaire de manière à ce que la quantité de travail totale fournie par les travailleurs durant une période donnée (c'est elle qu'on supposera cette fois-ci constante) comprenne la part la plus grande possible de surtravail. Une combinaison entre ces deux voies est concevable en théorie mais se heurte en fait rapidement à certaines limites.

La première de ces deux voies correspond à la formation de ce que Marx nomme *la plus-value absolue* : un excédent de la valeur nouvellement formée par la mise en œuvre productive de la force de travail par rapport à la valeur de cette force, qui correspond tout simplement à l'appropriation par le capital d'un surtravail non payé par lui. Elle est historiquement parlant la première voie dans laquelle la production capitaliste s'est engagée parce qu'elle ne nécessite aucun bouleversement particulier du procès de travail. La production de plus-value absolue a pour seule condition une *subordination* purement *formelle* du procès de travail au capital : il devient procès de valorisation du capital par simple extorsion d'un surtravail non payé, sans que les moyens de production et les forces de travail ainsi que leur combinaison productive aient été pour autant altérés.

Dans cette voie, la masse de la plus-value dépend essentiellement du nombre des travailleurs employés et exploités, de la durée de leur travail et de son intensité. Mais là gisent aussi les limites que rencontre le capital dans cette voie. Le nombre des forces de travail que le capital peut exploiter se trouve limité par le volume et la croissance de la population, tout comme par les luttes des travailleurs pour exclure certaines catégories (enfants et vieillards, femmes, étrangers immigrés) de la population active. Quant à l'accroissement de la durée du travail et de son intensité (outre que les deux ne peuvent guère s'obtenir simultanément), comme y tend spontanément sans réserve le capital tant qu'il se valorise sur la base de la production d'une plus-value absolue, il rencontre là encore des limites tant physiques (les journées n'ont que vingt-quatre heures) que physiologiques et sociales du côté des travailleurs, «*dans la faiblesse de leur corps et la force de leur volonté*» (II, 86). L'allongement démesuré de la durée du travail tend à détruire la force de travail, en accroissant morbidité et mortalité. Il compromet la reproduction intergénérationnelle par chute de la natalité et augmentation de la mortalité infantile. Enfin il pousse les travailleurs à la révolte contre l'exploitation capitaliste, en les incitant à s'organiser (sur le plan syndical et politique) et à lutter collectivement pour obtenir de l'Etat une réglementation et une limitation de la durée du travail et pour les faire respecter par les capitalistes.

4. La production de la plus-value relative

Poussé par sa soif de plus-value, le capital doit donc s'engager dans une seconde voie : celle de la formation d'une plus-value relative, nécessitant une soumission réelle du procès de travail au capital.

4.1. *Les enjeux.* Au lieu de chercher à augmenter la durée absolue du travail ainsi que le nombre absolu des travailleurs, le capital va désormais chercher à diminuer la part du travail nécessaire dans la quantité globale de travail fourni par les travailleurs pour accroître d'autant la part du surtravail qu'il s'approprie – d'où la dénomination de plus-value *relative*. En somme, il s'agit de convertir une partie du travail nécessaire en surtravail. S'il fallait jusqu'alors six heures de travail sur une journée de douze heures pour reproduire la

valeur journalière de la force de travail, il s'agit de faire en sorte que quatre heures (par exemple) suffisent désormais.

Ce qui ne signifie pas sous-payer le travailleur, en réduisant son salaire en dessous de la valeur de sa force de travail. Il s'agit, au contraire, de diminuer la valeur de cette force, soit la valeur de l'ensemble des moyens de subsistance reconnus nécessaires à sa reproduction. Ce qui n'est possible, pour une norme de consommation donnée, qu'en augmentant la *productivité moyenne* du travail social : en accroissant la quantité de marchandises produites par quantité de travail (mort et vivant) dépensée, ce qui diminue la valeur unitaire des marchandises.

Mais augmenter la productivité moyenne du travail social implique précisément une transformation complète du procès de travail. Moyens de travail, matières de travail, forces de travail et organisation (division et composition) du travail doivent alors se trouver bouleversés pour prendre des formes et des contenus spécifiquement capitalistes. En somme, il faut passer d'une domination seulement *formelle* à une domination *réelle* du procès de travail par le capital : à l'invention d'un procès de travail approprié au capital et à ses exigences de valorisation intensive et non plus seulement extensive.

4.2. *Les moments.* Cette appropriation du procès de production est un processus de dimension historique, étalé sur des siècles et se poursuivant de nos jours encore. Marx y distingue trois moments, à la fois étapes historiques particulières du processus et modalités générales de celui-ci.

La coopération, qui se réalise déjà pour partie au stade de la soumission formelle, voire dans des modes de production précapitalistes, se caractérise par l'emploi simultané, dans un même espace-temps de travail, d'un grand nombre de travailleurs occupés à la même tâche ou à des tâches identiques, sans qu'il y ait encore entre eux de division du travail marquée ni définitive. Une file de faucheurs opérant dans un même champ ou des ouvriers formant la chaîne pour se passer des briques sur un chantier donne à chaque fois l'exemple d'une coopération simple.

La manufacture. Les premières manufactures apparaissent en Europe occidentale à la fin du XV^e siècle. Le régime des manufactures s'épanouira cependant essentiellement aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Avec la manufacture apparaît une coopération complexe basée sur *une division du travail poussée* qui n'avait jamais existé jusqu'alors dans les formes de production précapitalistes et qui est donc spécifiquement capitaliste. La manufacture résulte soit de la *combinaison* en un même espace-temps de travail d'une série de métiers jusqu'alors séparés pour en faire les éléments d'un même procès de travail (ce qu'on appelle la manufacture hétérogène), soit de la *décomposition* d'un ancien métier artisanal en une série d'opérations isolées et indépendantes les unes des autres (ce qu'on appelle la manufacture sérielle). La manufacture donne ainsi naissance, d'une part, à « l'ouvrier parcellaire » (II, 30), le travailleur spécialisé dans une tâche et une seule, et, d'autre part, à l'outil spécialisé, donc simplifié et perfectionné, parce qu'étroitement adapté à la tâche de ce type de travailleurs.

Le machinisme (ou industrie mécanique). C'est lui qu'initie ce qu'on nomme habituellement la « révolution industrielle » à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle et qui n'a cessé de se déployer depuis lors. Il consiste dans la substitution d'un mécanisme au travailleur comme opérateur de production. Ce qui n'est possible que sur la base des acquis de la manufacture : la réduction de l'acte productif individuel à quelques gestes simples ou opérations élémentaires et la réduction de l'outil à un instrument unifonctionnel. L'industrie mécanique peut alors se développer dans deux directions conjointes :

- D'une part, la substitution à la force motrice humaine (ou animale) de forces motrices naturelles (le vent, l'eau) ou artificielles (les divers moteurs : la machine à vapeur, le moteur à explosion, le moteur électrique) : l'homme cesse d'être le moteur de l'outil en même temps qu'il cesse d'en être le guide.

- D'autre part, la combinaison des différentes machines entre elles en de véritables systèmes mécaniques, reproduisant sous forme de travail mort la coopération et la division régnant au sein du travail vivant, caractéristiques de la manufacture.

Les deux mouvements se réunissent dans la constitution d'un système de production automatique, degré ultime du processus de mécanisation du procès de production :

« [...] un système de machinisme forme par lui-même un grand automate, dès qu'il est mis en mouvement par un premier moteur qui se meut lui-même [...]. Le système des machines-outils automatiques recevant leur mouvement par transmission d'un au-

tomate central est la forme la plus développée du machinisme productif. » (II, 66-67)

L'ouvrier parcellaire, rivé à sa machine spécialisée, n'est plus alors que l'appendice vivant de ce système de production automatique, l'alimentant en matière première et évacuant les produits finis, ou intervenant sur les segments non encore mécanisés du processus.

4.3. *Les résultats.* Ils constituent autant de dimensions inséparables de la domination réelle du procès de travail par le capital qui s'accroissent d'un moment à l'autre de ce processus de domination.

La socialisation du procès de travail. Le véritable sujet de ce procès est désormais un travailleur collectif, constitué d'un grand nombre de travailleurs individuels rassemblés, organisés et dirigés par le capital qui, selon la formule consacrée, est plus et autre chose que la simple somme de ces derniers.

C'est en s'appropriant la force productive de ce travailleur collectif que le capital forme valeur et plus-value. En effet, cette socialisation n'est autre que le processus par lequel le travail concret et qualitativement différent des producteurs directs se trouve métamorphosé en travail abstrait, il se trouve homogénéisé en étant réduit à un même travail social moyen. Cet effet homogénéisant se manifeste dès le stade de la coopération simple, dès lors qu'un grand nombre de travailleurs opèrent ensemble et que les écarts individuels de puissance, d'habileté, d'intensité, de compétence professionnelle, se compensent les uns les autres pour composer une force collective de travail d'habileté, d'intensité et de compétence moyennes. La division manufacturière du travail renforce encore cette homogénéisation en rendant les forces de travail individuelles mutuellement dépendantes, en en faisant les éléments d'une force de travail collective qui agit d'un même mouvement selon un plan concerté, en transformant par conséquent leurs dépenses en simples séquences d'un même procès continu et uniforme de travail. Et la mécanisation parachève cette homogénéisation, en réduisant le travail de la plus grande partie des producteurs à l'exécution de quelques opérations simples et répétitives, ne nécessitant aucune compétence particulière, qui plus est totalement asservies aux exigences fonctionnelles, au rythme et à la vitesse d'un mouvement mécanique devenu autonome, dont elles ne sont plus que le prolongement et le complément.

Les différentes formes de socialisation du procès de travail permettent ainsi de fondre les innombrables travaux productifs concrets qu'elles combinent en un même travail abstrait, en une même dépense continue et uniforme d'une force de travail moyenne, conforme aux normes sociales de production en vigueur. Avec la soumission réelle du travail au capital, la loi de la valeur ne fonctionne plus seulement comme principe régulateur de la circulation des marchandises. De loi externe au procès de production, réglant a posteriori la circulation des marchandises en exigeant qu'elles soient échangées équivalent contre équivalent, elle devient une loi interne à ce procès, réglant a priori leur production en exigeant que n'y soit dépensée que la quantité de travail social nécessaire en moyenne.

L'autonomisation du capital productif. Elle passe par l'appropriation par le capital des puissances du travailleur collectif, des puissances productives nées de la socialisation du procès de travail, et par leur extériorisation et autonomisation sous forme d'un procès de production mécanique et automatisé. Pour exposer ce mouvement, Marx développe une métaphore organique: il personnifie le travailleur collectif, en le comparant à une sorte de géant, dont le capital, tel un vampire, s'approprie peu à peu l'ensemble des fonctions vitales, jusqu'à le transformer en un simple appendice ectoplasmique d'un corps productif qui lui est propre.

Là encore, le processus se développe au rythme de la domination réelle du procès de travail par le capital. Au stade de la coopération simple, le capital, tel qu'il est personnifié par le capitaliste, ne représente encore que le cerveau du travailleur collectif. Commandant les divers mouvements de ses multiples membres, il en constitue l'unité dynamique, l'instance qui imprime le sceau d'une volonté unique et d'un même dessein à des membres qui sont par eux-mêmes disjoints.

Au sein de la manufacture, le capital détermine le plan d'ensemble (sous la forme de la division manufacturière du travail) du corps du travailleur collectif ainsi que les proportions entre ses différentes parties, en contrôlant le mouvement d'ensemble aussi bien que les mouvements de chacun de ses membres. Le capital devient ainsi l'unité organique du corps productif, dont le travailleur parcellaire n'est plus qu'un simple organe, voire une simple cellule.

Avec le procès de travail mécanique et automatique, le capital se dote d'un corps productif propre, au sein duquel ont été maté-

rialisées toutes les forces productives du travailleur collectif, « *un organisme de production complètement objectif ou impersonnel, que l'ouvrier trouve là, dans l'atelier, comme la condition matérielle toute prête de son travail* » (II, 71) relativement auquel il ne figure plus que comme appendice vivant. Un corps qui est de la même nature que le capital :

« *Le moyen de travail converti en automate se dresse devant l'ouvrier, pendant le procès de travail même, sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force vivante.* » (II, 105)

Le système des machines réalise cette domination et absorption du travail vivant (présent) par le travail mort (passé, accumulé) qui est l'essence même du capital, cette valeur qui ne peut se conserver et s'accroître qu'en s'incorporant la source même de toute valeur, la force de travail en action. Le mort saisit le vif et le soumet à ses exigences de conservation et d'accumulation : avec le procès mécanique et automatique de production, cette métaphore se réalise au pied de la lettre, le vampirisme du capital y acquérant matériellement, techniquement même, le moyen de satisfaire son inextinguible soif de travail vivant.

L'expropriation des travailleurs au sein même du procès de travail. Déjà exproprié de ses moyens de production et de son produit, le producteur va se trouver progressivement exproprié de la maîtrise de son procès de travail, de sa propre activité et de ses propres facultés à l'intérieur même de ce procès.

C'est d'abord la direction générale du procès de production, son organisation et sa surveillance qui échappent au travailleur individuel, bien plus encore qu'au travailleur collectif, pour passer entre les mains du capitaliste et de ses agents subalternes (les cadres et agents de maîtrise). C'est ensuite la maîtrise par chaque travailleur de son propre acte de travail qui lui échappe, dès lors qu'il se trouve intégré à un procès de travail collectif dont l'organisation lui est étrangère et qu'il est progressivement réduit à la répétition mécanique d'une opération simplifiée à l'extrême, dès lors surtout que le moyen de travail acquiert une autonomie motrice et fonctionnelle grandissante à son égard, en étant en définitive absorbé par un système mécanique et automatique. Et, avec la perte de la maîtrise du procès et du moyen de travail, ce sont aussi le savoir et le savoir-faire qui lui étaient liés dont le travailleur se trouve dépossédé au profit du capital.

Cette expropriation du travailleur dans son propre procès de travail prend notamment la forme d'une séparation et d'une hiérarchisation sans cesse croissantes entre travail intellectuel et travail manuel, pour reprendre une terminologie classique, qui se développent au rythme de l'appropriation capitaliste du procès de production.

« *Cette scission commence à poindre dans la coopération simple, où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif; elle se développe dans la manufacture, qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même; elle s'achève enfin dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital.* » (II, 50)

Les opérations productives effectuées par la plupart des producteurs directs perdent ainsi sans cesse en complexité, en transformant leur travail en travail simple : en une activité dépourvue de tout sens et de toute valeur à leurs yeux, un travail dans lequel ils ne peuvent se réaliser en rien, un travail qui les nie dans toutes leurs déterminations humaines. C'est là une autre dimension de cette abstraction à laquelle le capital soumet le travail humain. Le travail abstrait, c'est aussi le travail faisant abstraction de toute dimension de réalisation de soi du travailleur dans son travail, de toute possibilité pour lui de trouver intérêt et sens à son propre travail.

4.4. *La base matérielle du fétichisme capitaliste.* Jusqu'à présent ce fétichisme ne nous était apparu que comme le résultat du mouvement $A - M - A'$, en tant qu'il occulte la consommation productive de la force de travail, source et secret de la conservation et de l'accroissement de la valeur. Le principal intérêt de la précédente analyse de la domination réelle du procès de travail par le capital est de nous montrer que cette occultation plonge ses racines au sein même de cette dernière, là où pourtant s'opère sous nos yeux la consommation productive de la force de travail.

En effet, la socialisation du procès de travail génère un travailleur collectif dont la force de travail est plus et autre chose que la simple addition des forces individuelles qui la composent. Or, d'une part, cette force de travail collective semble être une création du capital, puisque c'est lui qui réunit et organise en une même unité l'ensemble des forces individuelles de travail et c'est lui qui la commande. Tandis que, d'autre part, le capital s'approprie cette force collective

sans la payer : il ne paie que les différentes forces individuelles qui la composent pour qu'elles se reproduisent. Si bien que, en se valorisant par l'intermédiaire de cette force collective, le capital paraît se valoriser par lui-même.

L'autonomisation du capital en un corps mécanique et automatique ne contribue pas moins à renforcer le fétichisme capitaliste. Ce corps productif résulte de l'appropriation par le capital des puissances du travailleur collectif, de son appropriation de l'ensemble des facultés productives concentrées dans les forces individuelles de travail ou résultant de leur combinaison au sein du travailleur collectif : celles-ci ont été extériorisées et séparées des travailleurs individuels et matérialisées dans un système mécanique puis automatique qui appartient au capital. Mais le processus disparaît dans le résultat (c'est là toujours une des conditions et dimensions du fétichisme) : une fois matérialisées dans le système mécanique et automatique, l'ensemble de ces facultés productives ne semble plus rien devoir aux travailleurs et apparaissent, au contraire, comme la propriété naturelle du capital qui se les est appropriées. Et, dans la mesure où le capital se valorise précisément par l'intermédiaire de ces facultés productives, il semble là encore se valoriser par lui-même.

Enfin l'expropriation des producteurs directs renforce encore cette apparence, en réduisant progressivement les travailleurs individuels au statut de simples appendices vivants d'un procès mécanique et automatique de travail qui se déroule en dehors d'eux, au sein duquel ils n'interviennent plus que marginalement et sur lequel ils n'ont en définitive plus aucun contrôle direct. Dans ces conditions, la valorisation du capital semble ne (presque) plus rien devoir à la mise en œuvre productive de leurs forces de travail individuelles.

5. Plus-value absolue et plus-value relative

De l'ensemble des analyses précédentes, il résulte que le taux et la masse de la plus-value dépendent essentiellement de trois facteurs : la durée du travail, son intensité, sa productivité. Plus exactement :

5.1. *A durée et intensité constantes mais productivité variable*, la valeur nouvellement formée durant une unité de temps (une jour-

née, une semaine, etc.) est elle-même constante. Dans ces conditions, la valeur de la force de travail et la plus-value ne peuvent que varier en sens inverse l'une de l'autre. Et la plus-value varie alors (en masse et plus encore en taux) dans le même sens que la productivité du travail : elle augmente avec elle (c'est le mécanisme même de formation de la plus-value relative) et diminue avec elle.

Cependant, lorsqu'une hausse de la productivité du travail tend à dévaloriser la force de travail, la dévalorisation effective que celle-ci subit dépend essentiellement « *du poids relatif que la pression du capital, d'une part, la résistance de l'ouvrier, de l'autre, jettent dans la balance* » (II, 195). Car la lutte ouvrière peut élever la norme de consommation des travailleurs, en limitant d'autant la dévalorisation de la force de travail ; si bien qu'« *avec un accroissement continu dans la productivité du travail, le prix de la force de travail pourrait ainsi tomber de plus en plus, en même temps que les subsistances à la disposition de l'ouvrier continueraient à augmenter* » (II, page 185). Hausse du niveau de vie de l'ouvrier et augmentation du taux de plus-value sont alors compatibles.

5.2. *A durée et productivité constantes et intensité variable*, la valeur nouvellement formée par unité de temps varie avec cette dernière : elle augmente et diminue avec elle. Valeur de la force de travail et masse de la plus-value peuvent alors croître simultanément, ce qui était impossible dans le cas précédent. Cependant une augmentation de la valeur de la force de travail (i.e. du salaire) obtenue dans ces conditions peut s'avérer au moins partiellement illusoire dans la mesure où tout accroissement de l'intensité du travail se paie d'une plus grande usure de la force de travail, dont la reproduction nécessite alors une élévation de la norme de consommation.

5.3. *A intensité et productivité constantes et durée variable*, la valeur nouvellement formée par unité de temps varie là aussi comme cette dernière. La plus-value ne peut alors s'accroître (en masse et en taux) que par allongement de la durée du travail, qui produit cependant aussi une augmentation de la valeur de la force de travail, du fait de l'usure plus grande qu'entraîne son usage prolongé. De ce fait, « *avec une journée de travail prolongée, la force de travail peut tomber en dessous de sa valeur, bien que son prix reste inchangé ou s'élève même* » (II, 198).

6. Le salaire

Le fétichisme capitaliste ne nous a pas encore livré tous ses secrets. L'apparence d'autovalorisation du capital tient aussi à la forme salaire de la valeur (ou prix) de la force de travail. Ce qui nous ramène vers l'autre aspect du rapport entre capital et travail, lié à l'achat-vente de la force de travail, situé au sein du procès de circulation.

6.1. *La forme salaire de la valeur de la force de travail.* Le salaire est le prix payé par le capitaliste pour s'approprier la force de travail, pour avoir le droit de disposer de son usage et pouvoir la consommer productivement. Et ce prix n'est que l'expression monétaire de la valeur de la force de travail qui, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa reproduction.

Mais, en apparence, il en va autrement. Le salaire n'apparaît pas comme le prix de la *force de travail* mais comme le prix du *travail* au sens du prix du service rendu par le salarié au capitaliste : le salaire d'une journée, d'une semaine ou d'un mois de travail, c'est en apparence ce que le travailleur touche pour avoir travaillé pendant toute une journée, toute une semaine, tout un mois au bénéfice du capitaliste. Si bien que, en définitive, c'est *tout* le travail fourni par le salarié, le surtravail aussi bien que le travail nécessaire, qui semble ainsi être payé au travailleur salarié. Et, du même coup, l'existence dans l'ensemble du travail fourni par le salarié d'une partie non payée (le surtravail) disparaît. Si bien que la plus-value apparaît comme une pure création du seul capital, qui semble ainsi se valoriser par lui-même.

Le fondement objectif de cette apparence gît dans le fait que, sous le régime du salariat, la différence entre travail nécessaire et surtravail ne se manifeste pas immédiatement à la surface des rapports de production ; ils se confondent au contraire au sein d'un même espace-temps de travail, d'un même procès de travail. Il en allait autrement au sein du servage ; mais il en allait de même au sein de l'esclavage, en engendrant une illusion symétrique de celle générée par le salariat.

« Dans le servage le travail du corvéable pour lui-même et son travail forcé pour le seigneur sont nettement séparés l'un de l'autre par le temps et l'espace. Dans le système esclavagiste, la par-

tie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses subsistances, où il travaille en fait pour lui-même, ne semble être que du travail pour son propriétaire. Tout son travail revêt l'apparence de travail non payé. C'est l'inverse chez le travailleur salarié : même le surtravail ou travail non payé revêt l'apparence de travail payé. Là le rapport de propriété dissimule le travail de l'esclave pour lui-même, ici le rapport monétaire dissimule le travail gratuit pour son capitaliste. » (II, 210-211)

Et les économistes parlant du « *prix (ou valeur) du travail* », expression parfaitement irrationnelle (le travail étant substance et mesure de la valeur, il ne saurait avoir lui-même aucune valeur) en lieu et place du prix (ou valeur) de la *force* (ou *puissance*) de travail, ne sont pas moins victimes de cette apparence que les acteurs sociaux, travailleurs salariés aussi bien que capitalistes, tout en couvrant cette illusion d'une pseudo-justification scientifique.

6.2. *Les principales formes du salaire.* Les apparences fétichistes précédentes se trouvent encore renforcées par les principales formes que revêt le salaire lui-même.

C'est ce qui se produit déjà avec *le salaire au temps*, forme dans laquelle le salarié est payé proportionnellement à la durée de son travail. Une telle forme s'explique de la manière suivante : la valeur (quotidienne ou hebdomadaire) de la force de travail étant fixée en fonction d'une norme de consommation et une durée de travail (quotidienne ou hebdomadaire) normale, c'est-à-dire compatible avec la reproduction de la force de travail selon les normes sociales en vigueur, étant également fixée, il est possible de calculer le prix d'une heure de travail en divisant la première quantité par la seconde (exprimée en heures). Un prix de l'heure de travail étant ainsi déterminé, le salaire journalier ou hebdomadaire semble alors dépendre exclusivement de la durée du travail journalière ou hebdomadaire : le travailleur pourra gagner plus ou moins en travaillant plus ou moins, son salaire pouvant d'ailleurs ainsi s'écarter de la valeur de sa force de travail. Et l'apparence que le salaire est le prix du travail (et non pas celui de la force de travail) en sera confortée d'autant.

Cette apparence se redouble avec *le salaire aux pièces*, forme dans laquelle le travailleur est payé proportionnellement à la quantité de son produit. Cette forme s'obtient comme la précédente en divisant la valeur (journalière ou hebdomadaire) de la force de tra-

vail par le nombre de pièces qu'un travail de durée, d'intensité et d'habileté normales permet de produire sur la période considérée. Là encore, l'ouvrier peut gagner plus ou moins en produisant plus ou moins de pièces, selon que la durée, l'intensité ou l'habileté de son travail sont supérieures ou inférieures à la moyenne ; et, du même coup, son salaire semble correspondre à la valeur de son travail, tel qu'il se trouve matérialisé dans son produit, et non pas à la valeur de sa force de travail. On saisit aussi tout l'intérêt de cette forme du salaire pour le capitaliste qui trouve ici le moyen, tout en contrôlant la qualité du travail de l'ouvrier, de faire pression sur lui pour qu'il accroisse la durée et surtout l'intensité de son travail.

7. L'accumulation du capital

Ainsi, en apparence au moins, le capital engendre la plus-value. Nous allons voir à présent que l'inverse est vrai aussi : la plus-value engendre le capital. C'est ce que montre l'analyse de la reproduction du capital, autrement dit de la répétition périodique du mouvement $A - M - A'$ dont les différents moments sont maintenant élucidés.

7.1. La reproduction simple. Au terme du procès de production, une fois le produit de ce procès vendu à sa valeur, le capitaliste retire de la circulation la valeur initialement avancée engrossée d'une plus-value. Il doit maintenant recommencer tout le procès $A - M - A'$ que son capital vient de parcourir pour lui conserver son caractère de capital (de valeur en procès) et pour conserver lui-même le caractère de capitaliste. S'il se contente d'avancer à nouveau comme capital la valeur qu'il avait déjà antérieurement avancée, en retenant la plus-value produite pour sa consommation personnelle, donc en la dépensant comme revenu, il y a *reproduction simple* : toutes choses restant égales par ailleurs, le procès de production sera répété à l'identique.

En régime de reproduction simple, si le procès de production ne se trouve pas modifié quantitativement, il se transforme cependant qualitativement. Sous l'effet de sa continuité due à sa répétition périodique, certains de ses caractères changent d'apparence tandis que d'autres, jusqu'alors méconnus, apparaissent en pleine lumière.

D'une part, le capital variable perd son apparence d'avance faite au travailleur sur le fonds propre du capitaliste, pour apparaître

comme une partie de son propre produit passé. Autrement dit, c'est avec une partie du produit de son travail antérieur que le capitaliste paie le travailleur et se met en capacité de lui acheter périodiquement à nouveau sa force de travail.

D'autre part, la consommation par le travailleur de son salaire (plus exactement des moyens de subsistance achetés en échange du salaire) perd également son autonomie apparente à l'égard du capital. Car, quelle qu'en soit l'échelle toujours bornée par les normes sociales de consommation en vigueur, son principal résultat est de reproduire la force de travail de manière à ce que non seulement elle soit à nouveau consommable productivement par le capital, capable par conséquent de former valeur et plus-value, mais encore et surtout elle ne puisse pas échapper au capital : comme toute consommation, celle de ses moyens de subsistance par le travailleur use et détruit plus ou moins rapidement ces derniers et le contraint ainsi constamment à remettre en vente sa force de travail, seul moyen pour lui de se procurer de nouveaux moyens de consommation par l'intermédiaire de son salaire. Autrement dit, la consommation du salaire par le travailleur reproduit ce dernier comme travailleur 'libre', dépouillé de toute propriété autre que celle de sa force de travail, et le contraint de ce fait de se mettre en permanence au service du capital.

Ainsi, la simple répétition à l'identique du procès de production capitaliste manifeste sa capacité à mettre constamment le capitaliste en situation de pouvoir acheter la force de travail avec le produit du travail antérieur et le travailleur en situation d'être contraint de la lui vendre. Elle fait apparaître que le principal résultat de ce procès n'est ni la valeur ni même la plus-value mais son propre pré-supposé : le capital comme rapport social de production fondé d'une part sur la séparation entre producteurs et conditions objectives de la production et, d'autre part, sur l'achat-vente de la force de travail.

7.2. La reproduction élargie. En régime de reproduction élargie, une partie de la plus-value est non plus dépensée comme revenu personnel du capitaliste mais avancée sous forme d'un capital (constant et variable) additionnel, venant s'adjoindre au capital pré-existant dont elle est issue pour élargir l'échelle de son procès de production, ou formant un nouveau capital différent du précédent.

Dans l'un et l'autre cas, le capital en fonction dans la société s'en trouve accru quantitativement : il y a accumulation de capital.

Le régime de reproduction élargie manifeste du même coup clairement la nature du capital. Mis à part le capital originel (sur l'origine duquel nous reviendrons dans un moment), il apparaît que tout capital procède de la transformation de la plus-value en capital, autrement dit de l'appropriation par les capitalistes du travail d'autrui non payé.

Bien plus, le régime de reproduction élargie montre que, avec ce travail gratuit qu'elle accapare, la classe capitaliste peut acquérir des moyens de production supplémentaires et des forces de travail supplémentaires, de sorte à être capable d'extorquer un travail non payé supplémentaire. En somme, grâce au travail gratuit qu'elle s'est déjà approprié, la classe capitaliste accumule les moyens d'extorquer encore plus de travail gratuit. En accumulant le capital, la classe capitaliste étend sans cesse l'échelle du 'vol' qu'elle pratique au détriment des travailleurs.

Cependant, la capitalisation de la plus-value suppose la réalisation d'un certain nombre de conditions sociales. En premier lieu, elle présuppose que le capitaliste accepte de reconvertir une partie de la plus-value en capital additionnel, en limitant d'autant l'échelle de sa consommation personnelle. En somme, elle présuppose que le capitaliste se comporte en « *capital personnifié* », dont le but déterminant n'est « *ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais la valeur d'échange et son accroissement continu* », et en « *agent fanatique de l'accumulation* » qui « *force les hommes sans merci ni trêve à produire pour produire* » (III, 32). Y contribuent certes sa volonté de puissance personnelle mais aussi la concurrence intercapitaliste qui ne permet à chaque capitaliste de conserver son capital qu'en l'accroissant, enfin et surtout le fait que, comme nous le verrons encore, l'accumulation du capital est la condition même de l'augmentation de la productivité du travail, partant de la formation de plus-value relative.

En second lieu, pour qu'une partie de la plus-value puisse se reconvertir en capital additionnel, il faut que le capitaliste trouve sur le marché les éléments matériels (moyens de production et moyens de consommation) et personnels (forces de travail) additionnels nécessaires dans lesquels doit se matérialiser le capital additionnel. Ce qui présuppose, d'une part, que le produit net de la société, dont la plus-value mesure la valeur, présente une composition en moyens

de production et en moyens de consommation adéquate en volume et en nature aux exigences de l'accumulation. Tandis que, d'autre part, il faut qu'il existe sur le marché du travail un excédent de forces de travail immédiatement disponibles. Seule la suite de l'analyse permettra de préciser si et comment ces conditions sont assurées.

7.3. La loi générale de l'accumulation capitaliste. Quels sont les effets de l'accumulation du capital sur le volume de la population active employée ? Ils sont contradictoires. D'une part, toute accumulation du capital tend à produire *une augmentation absolue* de cette population : elle correspond à une mobilisation de travail additionnel, aussi bien vivant que mort, autrement dit à des embauches supplémentaires.

D'autre part et inversement, l'accumulation du capital va aussi se traduire par *une diminution relative* de la population active occupée : son volume tend à diminuer relativement à la masse du capital en fonction. En effet, l'accumulation du capital n'est pas un processus purement extensif, un simple élargissement de l'échelle de la production sans modification du rapport entre travail mort et travail vivant, que Marx nomme *la composition technique du capital*. Au contraire, c'est un processus dans lequel se produit sans cesse une révolution des conditions de production destinée à accroître la productivité du travail, par conséquent la part du travail mort relativement au travail vivant. L'accumulation du capital s'accompagne donc nécessairement d'une augmentation de ce que Marx nomme *sa composition organique* : du rapport du capital constant au capital variable en tant qu'elle est déterminée par sa composition technique.

La raison en est double. La poursuite d'une accumulation purement extensive finit par provoquer un déséquilibre sur le marché du travail, un excès de la demande de travail par rapport à l'offre, partant une hausse tendancielle du salaire préjudiciable à la valorisation du capital. Tandis qu'un accroissement de la productivité du travail est également la condition de la formation de plus-value relative. Or, toutes choses égales par ailleurs, tout accroissement de la productivité du travail signifie, en définitive, *une économie de travail vivant* : elle implique que l'on puisse produire autant, ou même plus, avec une moindre quantité de travail vivant.

De ces deux effets contraires de l'accumulation du capital sur le volume de la population active occupée, lequel finit par l'em-

porter sur l'autre? Là encore, les choses ne sont pas simples. D'une part, l'augmentation absolue l'emporte sur la diminution relative : au fil de l'accumulation du capital, le volume de la population active occupée continue à croître, de manière cependant ni continue ni uniforme. D'autre part, la diminution relative ne s'en poursuit pas moins, conduisant à une décroissance tendancielle du taux d'augmentation de la population active occupée. Ainsi arrive-t-il nécessairement un moment où le taux d'accroissement de la demande de travail devient inférieur au taux d'accroissement de l'offre de travail, tel qu'il résulte des mouvements démographiques et sociologiques (natalité, mortalité, mouvements migratoires, comportements d'activité).

En somme, l'accumulation du capital s'accompagne nécessairement de la formation d'une *surpopulation relative* au sein des travailleurs 'libres'. Une partie de ces derniers, qui seraient en mesure de prendre part à la production, ne trouvent pas (ou plus) à s'employer par le capital, à lui vendre leur force de travail, tout simplement parce que, dans le cours de son accumulation, ce dernier n'en a pas (ou plus) besoin pour se valoriser; ils sont ainsi voués au chômage ou même à l'inactivité. Et, comme le processus ne cesse de se répéter à une échelle sans cesse plus étendue, cette surpopulation relative tend à croître au fil de l'accumulation du capital.

Cet effet du processus d'accumulation, qui stérilise une partie des forces de travail disponibles dans la société, n'est cependant pas une anomalie au sein de la production capitaliste. Car la surpopulation relative remplit deux fonctions essentielles relativement à cette dernière. D'une part, elle fournit au capital une «*armée industrielle de réserve*» (III, 70) : une réserve de main-d'œuvre que le capital embauche ou débauche au gré des fluctuations de ses besoins en main-d'œuvre, nécessairement variables selon les différentes phases du procès cyclique de son accumulation. Ainsi le capital dispose-t-il toujours des forces de travail qui lui sont nécessaires au fil du cours irrégulier de son accumulation.

La surpopulation relative remplit, d'autre part, une fonction disciplinaire à l'égard des travailleurs «*en service actif*» (III, 79) : par la concurrence qu'elle leur mène, par la menace de remplacement que sa simple existence fait peser sur eux, elle fait pression pour qu'ils acceptent leurs conditions d'emploi, de travail et de rémunération. Son existence est ainsi un facteur supplémentaire de dés-

équilibre en faveur du capital et au détriment du travail dans le bras de fer permanent qui les oppose.

Mais la surpopulation relative n'est pas homogène. Selon leur degré d'éloignement par rapport à l'emploi, on peut y distinguer quatre groupes : la *surpopulation flottante*, composée de travailleurs constamment ballottés entre l'emploi et le chômage mais pour lesquels l'emploi l'emporte à la longue sur le chômage; la *surpopulation latente*, composée d'hommes d'âge mûr, prématurément usés par l'exploitation, que l'industrie capitaliste remplace par des hommes plus jeunes ou même des femmes et des enfants; la *surpopulation stagnante*, composée d'ouvriers démonétisés issus des branches en déclin, constituant les franges de «*l'armée industrielle de réserve*» auxquelles le capital ne fait que sporadiquement appel et dont les conditions de travail et de vie sont inférieures aux normes moyennes en vigueur au sein du prolétariat; enfin tous ceux qui peuplent «*l'enfer du paupérisme*» : ouvriers en état de travailler mais durablement jetés sur le pavé, enfants abandonnés et orphelins, ouvriers trop vieux pour travailler, malades chroniques, infirmes, estropiés, etc. En somme, «*l'hôtel des invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve*» (III, 86) auquel il convient d'ajouter la masse des vagabonds, mendiants, criminels et prostituées qui se gonfle régulièrement d'éléments issus des groupes précédents.

L'accumulation du capital, synonyme d'accroissement de la richesse sociale et des moyens sociaux de production de la richesse, génère donc simultanément tout un dégradé de situations de pauvreté et de misère. Il se manifeste ainsi :

«[...] *une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même.*» (III, page 88)

En régime capitaliste, la pauvreté et la misère ne résultent pas d'une insuffisance de création de richesse sociale ou de moyens de la produire mais, tout au contraire, de l'accumulation même de la richesse et des moyens de la produire sous la forme de capital, de valeur uniquement vouée à sa propre valorisation, faisant de celle-ci la condition sine qua non de l'emploi de travailleurs disponibles.

8. L'accumulation primitive

Nous avons vu successivement que le capital engendre la plus-value et, réciproquement, la plus-value le capital. Le capital pré-suppose donc la plus-value et la plus-value le capital. Dès lors, comment régler le problème de l'origine dans cette nouvelle variante de la question de l'antériorité de la poule ou de l'œuf ?

L'économie politique possède sa propre solution qui consiste à présupposer l'existence d'une accumulation primitive, effectuée sur la base non pas d'une production capitaliste mais d'une production marchande simple, une thésaurisation effectuée par des petits producteurs propriétaires privés de leurs moyens de production, paysans et artisans économes et prévoyants, tandis que leurs confrères dilapidaient leur temps et leurs biens en vivant au jour le jour :

«[...] là, des gens d'élite, laborieux, intelligents, et surtout doués d'habitudes ménagères ; ici, un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. » (III, 153)

A en croire ce récit fabuleux, variante de *La cigale et la fourmi* de Jean de La Fontaine, les prolétaires d'aujourd'hui ne seraient donc que les descendants de ces producteurs marchands appauvris par leur propre gaspillage et imprévoyance ; tandis que les capitalistes tireraient aujourd'hui bénéfice du soin avec lequel leurs aïeux ont travaillé et économisé. Aux uns les bénéfices du labeur antérieur, qui leur donne droit à vivre du labeur actuel et futur d'autrui ; aux autres l'expiation *ad vitam aeternam* de l'incurie de leurs ancêtres – si ce n'est de la leur propre.

C'est cette fable édifiante, pure apologie de l'ordre capitaliste, que Marx entreprend de ruiner en montrant que « *les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra hormis matière à idylle* » (III, 154). Recourant essentiellement à la violence, elles vont enfanter d'un côté le travailleur 'libre', disposant de sa personne mais aussi dépourvu de toute propriété économique, de l'autre le capitaliste concentrant entre ses mains moyens de production et moyens de consommation par l'intermédiaire de la richesse monétaire. C'est de ces méthodes que Marx va donner un aperçu sur l'histoire de l'Angleterre.

La première d'entre elles consiste dans l'expropriation de la population rurale qui s'opère à la fin du Moyen Âge et au début des

temps modernes. Cette population est alors essentiellement composée de paysans déjà libérés du servage, disposant à des titres divers d'une parcelle personnelle et pouvant aussi bénéficier de l'usage de terres communales. Son expropriation intervient aux lendemains de la guerre des Deux Roses sous forme du licenciement des suites féodales et de l'accaparement des terres communales par la nouvelle noblesse liée aux Tudor, pratiquant l'élevage extensif d'ovins pour s'enrichir dans le commerce de la laine à destination des Flandres. Connu sous le nom d'*enclosures*, cet accaparement des terres inclut rapidement une partie des parcelles paysannes, conduisant à aggraver la misère dans les campagnes anglaises.

La Réforme anglicane fournit une nouvelle occasion d'expropriation de la population rurale. La nationalisation des biens de l'Église catholique et leur revente à des nobles, des fermiers ou des marchands s'accompagnent en effet, là encore, de l'expulsion des anciens tenanciers vivant préalablement sur ces terres.

Ce processus d'expropriation se poursuivra d'ailleurs au cours des deux siècles suivants. D'une part, après la « *Glorieuse Révolution* » qui installe Guillaume III d'Orange sur le trône d'Angleterre en 1689 et qui donne lieu à l'appropriation éhontée d'une partie du domaine public par les éléments de la noblesse et de la bourgeoisie qui ont soutenu le nouveau monarque, en concentrant ainsi la propriété foncière entre leurs mains. D'autre part, au cours du XVIII^e siècle qui voit déferler une seconde vague d'*enclosures* avec l'appui ouvert du gouvernement royal.

Nécessaire à la production du travailleur 'libre', ce mouvement d'expropriation n'est cependant pas suffisant. Il faut encore convertir le « *prolétariat sans feu ni lieu* » (III, 175) qu'il a produit en des travailleurs salariés, contraints de porter leur seul bien disponible, leur force de travail, sur le marché pour la mettre à la disposition des capitalistes, aux conditions fixées par eux. A cette fin, il va falloir accabler cette « *masse de mendiants, de voleurs, de vagabonds* » d'une « *législation sanguinaire* » pour la forcer à entrer dans le règne du 'travail libre' (III, 175) – deuxième des méthodes auxquelles recourt la prétendue accumulation primitive. D'une part, oisiveté, mendicité, vagabondage sont pénalisés et durement réprimés à coups de fouet, de marquages au fer rouge, de mutilations, de condamnations aux galères, de pendaisons. Tandis que,

d'autre part, une réglementation est adoptée fixant un salaire maximal et interdisant les coalitions ouvrières.

Néanmoins, la formation du rapport capitaliste de production suppose non seulement celle du travailleur 'libre', contraint par sa 'liberté' même à mettre sans cesse en vente sa force de travail. Elle suppose encore la formation de son contraire, le capitaliste, disposant de moyens monétaires suffisants pour acheter forces de travail et moyens de production de manière à former valeur et plus-value. Cette formation a suivi deux voies différentes dans l'agriculture et l'industrie.

Dans la première, le processus précédent y a largement pourvu. En effet, l'expropriation des populations rurales et la concentration consécutive de la propriété foncière entre les mains de la noblesse se sont accompagnées de la formation d'une classe de fermiers capitalistes, disposant de leurs propres moyens de travail agricoles, louant leurs terres à des nobles contre versement d'une rente (en argent) et les mettant en valeur par le recours au travail salarié d'ouvriers agricoles. Souvent guère mieux lotis au départ que les anciens tenanciers ou que les gros paysans (*yeomen*), ces fermiers ont su bénéficier de l'inflation générale qui, au cours du XVI^e siècle, dépréciera les rentes ainsi que les salaires réels.

C'est cette classe de fermiers capitalistes qui constitue, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, le fer de lance de la «révolution agricole» (III, 187) qui bouleverse la physionomie des campagnes anglaises. Leurs exploitations étendues sont aptes à mettre en œuvre un travail coopératif, à concentrer les moyens de production agricoles, à rationaliser et perfectionner les méthodes de culture, bref à rendre le travail agricole plus productif. Simultanément, la transformation progressive du travail agricole en travail salarié va permettre d'en augmenter l'intensité et même la durée, tout comme dans l'industrie, et avec les mêmes méthodes. Cette révolution agricole aura ainsi contribué à créer les conditions de la 'révolution industrielle', autrement dit du passage de la manufacture à l'industrie mécanique, d'une part, en accroissant la masse des moyens de consommation (notamment de première nécessité) et des matières de travail disponibles, et, d'autre part, en élargissant le marché intérieur, en faisant entrer les producteurs ruraux dans l'économie marchande.

Quant à la formation de l'industriel capitaliste, elle a essentiellement procédé de la transformation du capital marchand (com-

mercial et usuraire) précédemment accumulé en capital industriel. Transformation qui, là encore, aura supposé l'intervention multiforme de l'Etat, cette «*force concentrée et organisée de la société*» seule capable de «*précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition*» (III, 193).

Ainsi en alla-t-il, tout d'abord, de l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe occidentale à partir de la fin du XV^e siècle en direction des Indes orientales et occidentales. Par le pillage des richesses et l'extorsion de travail non payé sous des formes diverses (dont la pratique de l'esclavage et de la traite à grande échelle), elle a donné un coup de fouet à l'accumulation du capital commercial et industriel en Europe même. De cette expansion, l'Etat a été l'acteur principal, soit directement, soit par l'intermédiaire des compagnies à privilège dont il a soutenu la création et le développement, notamment en les défendant les armes à la main contre leurs concurrentes en d'incessantes guerres dont l'enjeu n'était autre que le contrôle du commerce mondial.

L'Etat s'est également trouvé au cœur de l'accumulation du capital financier par l'intermédiaire du développement du crédit public, rendu nécessaire par son endettement chronique, conséquence des dépenses continues entraînées par son implication dans l'expansion commerciale et coloniale. Le crédit public va constituer un puissant levier de centralisation des réserves monétaires et de leur conversion en capital financier, favorisant du même coup la constitution des formes socialisées de capital commercial et industriel (les sociétés par actions). Aboutissant finalement à l'institution des premières banques nationales, il aura permis l'émission des premières monnaies bancaires, levier d'un élargissement et d'une accélération de la circulation monétaire également nécessaires à l'essor du capital industriel.

Mais l'Etat moderne devait prendre une part encore plus directe à la formation du capital industriel par ses politiques mercantilistes. Par l'institution d'un protectionnisme synonyme de renchérissement des produits intérieurs, d'établissement de monopoles nationaux, d'alourdissement de la fiscalité expropriatrice des petits producteurs. Par la destruction systématique de l'artisanat traditionnel et de l'industrie naissante dans tous les pays colonisés ou dépendants. Enfin, par la création de toutes pièces, sur fonds public, de manufactures privées, comme Col-

bert en donna l'exemple en France, souvent imité par d'autres Etats.

Toutes ces méthodes faisant appel à la force concentrée de l'Etat – colonisation, endettement public, pression fiscale grandissante, constitution d'un capital financier en situation de monopole, protectionnisme industriel, guerres commerciales –, qui assurèrent le développement du régime manufacturier, prirent une forme plus étendue et plus radicale encore avec la naissance et l'essor de la grande industrie. Ainsi :

« Si, d'après Augier, c'est « avec des taches de sang sur une de ses faces » que « l'argent est venu au monde », le capital y arrive suant le sang et la boue par tous les pores. » (III, 202)

Livre II : Le procès de la circulation du capital

Primitivement, le capital nous est apparu au sein du procès de circulation sous la forme énigmatique $A - M - A'$, propice au fétichisme capitaliste. Résoudre l'énigme de cette forme a nécessité une analyse détaillée du procès de production, objet du Livre I. Sur cette base, Marx entreprend au sein du Livre II de revenir sur le procès de circulation, qui n'est plus cependant simple circulation de marchandises et de monnaie mais circulation de capital, d'une valeur qui doit se conserver et s'accroître au cours de sa circulation. Ce qui implique des transformations de ce procès non moins importantes que celles que le capital impose au procès de production. L'étude de ces transformations est l'objet spécifique du Livre II.

1. Les métamorphoses du capital et leur cycle

Et pour commencer, procès de production et procès de circulation ne peuvent plus désormais se séparer. Ils forment une unité dans laquelle chacun de ces deux procès trouve en l'autre ses propres conditions mais aussi un obstacle.

1.1. *Le cycle du capital industriel.* Nous savons que le mouvement $A - M - A'$ se présente en fait sous une forme plus complexe : $A - M (M_P + T) \dots P \dots M' - A'$, qui comprend trois stades au cours desquels le capital revêt trois formes en lesquelles il se métamorphose successivement :

Stade I : $A - M (M_P + T)$. C'est un acte de circulation que le capital inaugure sous forme de *capital-argent* A pour se convertir, par achat, dans les éléments objectifs (M_P : moyens de production) et subjectifs (T : forces de travail) d'un procès de production. On a donc $A = M_P + T$.

Stade II: P. Le capital s'y présente comme *capital productif P*, comme combinaison productive des éléments précédents (procès de travail) qui est aussi et surtout un procès de valorisation puisqu'il s'y forme valeur et plus-value. Et il en résulte un produit *M'* dont la valeur est supérieure à $M_P + T$.

Stade III: M' - A'. C'est un nouvel acte de circulation que le capital inaugure sous forme de *capital-marchandise M'* qui cherche à se vendre en réalisant sa valeur, y compris la plus-value: $M' = A' = A + \Delta A$. Cette vente effectuée, le capital retrouve sa forme initiale d'argent, mais d'argent valorisé puisque $A' > A$. Il peut alors reprendre le mouvement antérieur, à la même échelle (reproduction simple) ou à une échelle supérieure (reproduction élargie), en conférant un caractère cyclique au procès précédent.

Pour cette raison, Marx le dénomme « *cycle du capital industriel* » (IV, 54). Il entend par capital industriel un capital qui est en fonction à la fois dans le procès de production et dans le procès de circulation, qui se présente donc périodiquement sous forme de capital productif (et ce quelle que soit la nature du procès de production), par opposition au *capital marchand* qui n'est en fonction qu'au sein de la circulation et qui ne se présente que sous forme de capital-marchandise ou de capital-argent.

1.2. *La nécessaire décomposition du capital industriel en différentes fractions.* Le cycle du capital industriel unit donc procès de production et procès de circulation. Mais cette unité est contradictoire. En effet, le procès de production vient interrompre le procès de circulation, ce que symbolisent les points de suspension dans la formule précédente. Mais la réciproque n'est pas moins vraie: le procès de production s'interrompt en principe pendant le temps que le capital circule, que le capital-marchandise se réalise et que, sur la base de cette réalisation, le capital-argent se reconvertit dans les éléments d'un nouveau procès de production. Cela apparaît quand on représente le cycle du capital industriel sous la forme $P... M' - A' - M (M_P + T)... P$, en partant non plus du capital-argent mais du capital productif.

Pareille interruption périodique poserait problème au capital si elle devait se produire. Car ce dernier exige une parfaite continuité de son procès de production. D'une part, celle-ci est fréquemment requise par les impératifs techniques du procès de travail qui sert de support au procès de valorisation du capital (par

exemple dans les industries sidérurgique ou chimique). D'autre part, toute interruption prolongée du procès de production s'accompagne d'une détérioration de la base matérielle du capital productif (des locaux, des machines, etc.), donc de sa dévalorisation, sans que la valeur ainsi perdue ait pu se transmettre à un produit quelconque ni par conséquent être récupérée par la vente de ce dernier: elle constitue donc une perte nette pour le capital. Enfin et surtout, le capital ne peut se valoriser que pour autant qu'il séjourne dans le procès de production; pour lui, quitter ce procès, c'est perdre le lien vital avec l'exploitation de la force de travail dont il tire toute sa substance en tant que capital, c'est-à-dire valeur en procès.

Le capital doit donc séjourner en permanence dans le procès de production; sans quoi il cesse d'être capital. Et pourtant il lui est tout aussi nécessaire d'en sortir constamment pour accomplir les actes de circulation sans lesquels il ne peut ni réaliser la valeur et la plus-value formées dans le procès de production, ni même assurer la continuité de ce dernier, en renouvelant les actes d'achat des moyens de production et des forces de travail.

Cette contradiction ne peut se dépasser qu'à deux conditions. D'une part, tout capital industriel va devoir se diviser en trois fractions dont, alternativement, chacune se trouvera au sein du procès de production pendant que les deux autres accompliront les métamorphoses nécessaires du procès de circulation, en amont et en aval du procès de production. Ce qui n'est à son tour possible qu'à la condition que, d'autre part, ces différentes fractions parcourent simultanément, sans interruption et de manière synchrone les stades successifs du procès si bien que, constamment, l'une des fractions sort de chacun des stades du cycle tandis qu'une autre y pénètre, selon le schéma idéal suivant:

| | Stade I | Stade II | Stade III |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Fraction I | P | $M' - A'$ | $A - (M_P + T)$ |
| Fraction II | $A - (M_P + T)$ | P | $M' - A'$ |
| Fraction III | $M' - A'$ | $A - (M_P + T)$ | P |

En réalité, ce schéma est constamment compromis par différents accidents du procès cyclique. Pour se réaliser, il suppose que le capitaliste pallie les éventuelles irrégularités du procès de circulation,

en constituant par exemple des stocks de matières premières ou de matières auxiliaires, pour prévenir toute interruption fortuite de leur approvisionnement; ou en conservant un fonds de réserve monétaire pour faire face à d'éventuels accidents ou pannes du procès de production, à d'éventuels retards dans le reflux du capital-argent ou d'éventuelles hausses de la valeur des éléments du procès de production.

1.3. *La circulation comme obstacle à la valorisation du capital.*

Ainsi, le capital industriel ne peut-il assurer la continuité de son procès de production qu'en faisant séjourner en permanence une partie de lui-même dans le procès de circulation. Mais, ce faisant, il limite d'autant sa propre valorisation, doublement même.

En premier lieu, pendant toute la durée du procès de circulation, le capital reste improductif; car les opérations de circulation, pour autant qu'elles consistent en de pures métamorphoses de la valeur de sa forme marchandise en sa forme argent et réciproquement, ne forment ni valeur ni plus-value. En somme, le temps que dure sa circulation est, pour le capital, du temps perdu, qu'il lui faut réduire le plus possible, en comprimant la durée requise par les métamorphoses du capital-marchandise en capital-argent et de ce dernier dans les éléments du capital productif. A cette fin, il lui faut, d'une part, accélérer la circulation physique des valeurs d'usage qui servent de supports aux formes fonctionnelles du capital. C'est ce à quoi vont servir le perfectionnement constant des voies de communication et l'accélération des moyens de transport aussi bien que la concentration et la centralisation grandissantes des marchés. D'où le caractère stratégique de l'industrie des transports tout comme l'inévitable urbanisation que le mode de production capitaliste impose, à une échelle et à un rythme croissants, à toutes les sociétés dont il s'empare.

Mais il lui faut aussi et surtout, d'autre part, accélérer la circulation sociale de la valeur. Celle-ci suppose notamment que le capital parvienne à façonner les pratiques de consommation personnelle, en les soumettant notamment au phénomène de la mode, de manière à précipiter artificiellement l'obsolescence des moyens de consommation et provoquer aussi fréquemment que possible les actes d'achat permettant leur renouvellement. Il est à peine besoin de mentionner que l'on trouve ici une des raisons d'être de la publicité marchande.

Mais ce sera aussi l'une des fonctions du crédit que d'accélérer la circulation de la valeur sous forme du capital. En effet, grâce au crédit commercial (au crédit que les capitalistes s'accordent mutuellement dans les relations d'affaires), le capital se rend relativement autonome par rapport au temps que prennent les reflux périodiques d'argent auxquels il est subordonné. Et le crédit à la consommation remplit la même fonction. Quant au crédit bancaire (aux prêts consentis par les banques aux industriels ou aux négociants), il accélère la reconversion du capital-argent en capital productif, en évitant au premier de stagner en marge du procès de circulation, sous forme de « *capital argent latent* » (IV, 73) ou de « *capital en jachère* » (IV, 69), d'attendre le moment où son retour dans la circulation est requis ou encore le moment d'avoir atteint le volume suffisant pour y entrer. L'étude détaillée du système de crédit est cependant renvoyée par Marx au Livre III.

En second lieu, la circulation du capital ne s'effectue pas toute seule. Les actes d'achat et de vente dont elle se compose supposent au contraire des travaux spécifiques: études de marché et prospection commerciale, marketing et publicité, recrutement et gestion de la main-d'œuvre, négociation et conclusion de contrats, secrétariat et comptabilité, gestion de la trésorerie, etc. Travaux qui nécessitent la mise en œuvre de forces de travail spécifiques et de moyens de production adéquats. Bref, le procès de circulation du capital consomme des forces de travail et des moyens de production tout comme son procès de production. Le premier comme le second met en œuvre du travail vivant et du travail mort. A cette différence essentielle près que, se contentant d'assurer la circulation du capital, ce travail ne forme ni valeur ni plus-value: c'est un travail improductif pour le capital. Et le capital additionnel qu'il faut avancer pour mettre en œuvre ce travail de circulation est lui-même du capital improductif: il coûte sans rien rapporter. Ce sont là des *frais de circulation*, faux frais inévitables du procès de production, qui viennent également en déduction de la valorisation du capital.

Celle-ci exige par conséquent que ces frais de circulation soient comprimés autant que possible. A cette fin, d'une part, le capital industriel va soumettre les travaux improductifs de circulation aux mêmes méthodes (coopération à grande échelle, division du travail, mécanisation et automation) que les travaux productifs, méthodes aptes à en augmenter la durée, l'intensité et la productivité de même qu'à les simplifier, de manière à en réduire le coût.

D'autre part, la réduction des frais de circulation va pouvoir s'obtenir par la spécialisation d'une partie du capital dans les opérations de circulation. Cela signifie qu'il va devoir se constituer, à côté du capital industriel, *un capital marchand*, effectuant uniquement des opérations de circulation. Car, en les concentrant et en les centralisant, le capital marchand va réduire proportionnellement le coût des travaux de circulation (notamment par les économies d'échelle réalisées) et simultanément permettre l'application systématique des méthodes précédentes. Ce capital marchand se présente sous deux formes différentes : le *capital commercial*, qui concentre et centralise les actes d'achat et de vente qui se déroulent en amont et en aval du procès de production ; et le *capital bancaire*, envisagé ici uniquement en tant qu'il effectue pour le compte de capitalistes industriels ou de capitalistes commerçants les opérations d'encaissement et de décaissement, de garde et de gestion de la trésorerie, par conséquent une partie aussi des opérations de comptabilité. Là encore, l'étude détaillée de ces deux formes du capital est cependant renvoyée au Livre III.

2. La rotation du capital

La rotation du capital n'est pas autre chose que son procès cyclique, envisagé non plus dans la singularité d'un cycle unique comme cela a été le cas dans la section précédente, mais sous la forme de la répétition périodique de ce procès. Répétition qu'exige d'ailleurs la nature du capital : le capital n'est tel (valeur se valorisant et s'accumulant) qu'à la condition de parcourir sans cesse son cycle de métamorphoses.

Le temps de rotation est la durée de cette période : elle est la somme des périodes de production et de circulation dont se compose le procès cyclique. C'est le délai au terme duquel la valeur-capital initialement avancée a fait intégralement retour et peut donc entamer un nouveau cycle de métamorphoses. C'est le temps durant lequel le capitaliste doit avancer son capital avant de pouvoir le récupérer intégralement sous sa forme primitive, engrossé d'une plus-value.

2.1. *Capital fixe et capital circulant*. L'analyse de la rotation du capital conduit immédiatement à introduire une différence essen-

tielle entre les différents éléments composant le capital productif : celle entre la partie *fixe* de ce capital (ou capital fixe) et sa partie *circulante* (ou capital circulant). Cette différence peut s'établir d'un triple point de vue.

Premièrement, quant à leur contribution respective à la valeur du produit-marchandise issu du procès de production. Les éléments fixes du capital productif sont ceux qui, au cours d'une période de production donnée, ne transmettent leur valeur au produit qu'en partie. C'est le cas par principe des moyens de travail (locaux, outils, machines, etc.) qui ne transmettent leur valeur au produit qu'en proportion de leur usure au cours du procès de production ; mais ce peut aussi être le cas de certaines matières de travail dont l'action s'étend sur plusieurs périodes de production successives (par exemple les engrais dans l'agriculture ou les bains d'acide dans l'industrie chimique). Seule une fraction de leur valeur passe dans le produit et circule avec ce dernier au terme du procès de production, tandis que le restant reste fixé dans ce procès au-delà de la période de production considérée.

Au contraire, les éléments circulants du capital productif sont ceux qui, au cours d'une période de production, transmettent intégralement leur valeur au produit. C'est la plupart du temps le cas des matières de travail (matières premières, matières auxiliaires, énergie consommée, intrants divers, etc.) ; et c'est toujours le cas des forces de travail, dont la valeur est reproduite au cours du procès de production. C'est l'intégralité de leur valeur qui circule donc avec le produit au terme de la période de production considérée.

De cette première différence découle immédiatement une deuxième, concernant le mode de circulation de la valeur des différents éléments du capital productif. Dans la mesure où ses éléments fixes ne transfèrent leur valeur au produit que par fractions, cette valeur ne circule donc pas en une fois mais au cours de multiples cycles successifs du capital considéré. Inversement, dans la mesure où les éléments circulants du capital productif transfèrent la totalité de leur valeur au produit, celle-ci circule tout entière en une seule fois, au cours d'un seul et même cycle du capital.

D'où une troisième différence entre les éléments fixes et circulants du capital productif au niveau de leur rotation. La rotation du capital circulant s'effectue en un seul cycle, ce qui signifie que ses éléments matériels ou personnels doivent être intégralement remplacés au terme de chaque cycle du capital à partir de la valeur du

produit réalisée par la vente. Au contraire, la rotation du capital fixe ne s'effectue qu'en de multiples cycles, au seul terme desquels ses éléments matériels, usés ou devenus obsolètes, seront remplacés ; entre-temps, leur valeur s'accumulera sous forme d'un fonds d'amortissement que viendront progressivement grossir les fractions de leur valeur qu'ils auront transmises aux produits au cours des cycles successifs et que la vente de ceux-ci aura permis de réaliser et de récupérer. A tout moment donc, le capital fixe existe toujours sous une double forme, une fraction en restant attachée aux moyens de production résidant dans le procès de production tandis que l'autre fraction se thésaurise en marge de ce procès sous forme d'un fonds d'amortissement.

La différence entre capital fixe et capital circulant prête à différentes confusions qu'il faut éviter. D'une part, le capital fixe circule lui aussi : il ne serait pas capital sans cela. Simplement, sa rotation est plus lente que celle du capital circulant ; et la première est discontinue tandis que la seconde est continue.

D'autre part, ce qui fait la fixité du capital fixe, ce n'est pas l'immobilité physique de ses supports matériels, le fait qu'il soit attaché à des moyens de production qui ne quittent pas le procès de production, comme peut le laisser entendre une compréhension réifiante de la catégorie de capital fixe. Une locomotive ou un cargo sont ainsi tout aussi bien du capital fixe que des voies de chemin de fer ou des quais dès lors que, comme moyens de production dans l'industrie des transports, ils sont supports de la valorisation d'un capital.

Enfin, il ne faut pas davantage confondre le capital circulant et le capital de circulation : le capital en fonction dans la circulation sous forme de capital-marchandise ou de capital-argent. Capital fixe et capital circulant sont en effet des déterminations qui ne conviennent qu'au capital productif, au seul capital en usage dans le procès de production.

2.2. La nécessité d'accélérer la rotation du capital. Le temps de rotation du capital détermine l'échelle et le taux de sa valorisation. En effet, d'une part, il conditionne directement le nombre de rotations que le capital peut effectuer sur une durée déterminée, par exemple sur une année, autrement dit le nombre fois où, au cours de cette durée, il parcourt le cycle de ses métamorphoses, en formant et en réalisant de la plus-value à chaque fois. D'autre part,

un allongement de la durée de rotation nécessite fréquemment une avance additionnelle de capital, ne serait-ce que pour assurer la continuité du procès de production ; alors qu'un raccourcissement de cette durée produit l'effet inverse, en libérant du capital. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, toute augmentation de la vitesse de rotation du capital accroît la masse et le taux annuels de la plus-value formée et réalisée tandis qu'elle diminue le volume du capital à avancer à cette fin. Le capital a donc un puissant intérêt à accélérer autant que possible sa vitesse de rotation.

En fait, ce qui importe, c'est la vitesse de rotation du capital circulant. Car c'est elle qui commande la vitesse de rotation du capital fixe, en déterminant la fréquence à laquelle des fractions du capital fixe se transmettent au produit et se reconvertissent en capital-argent, par conséquent la durée au terme de laquelle cette reconversion aura eu lieu. C'est donc la vitesse de rotation du capital circulant qu'il s'agit d'accélérer, en réduisant autant que possible les deux périodes dont elle se compose, la période de production et la période de circulation.

La période de production est tout d'abord fonction de la période de travail : du nombre de journées de travail au terme desquelles le procès de production est achevé, le produit prêt à circuler comme marchandise. Réduire la période de travail revient donc à augmenter autant que possible la durée de la journée de travail, mais aussi l'intensité et la productivité du travail. Ainsi les méthodes qui servent à accroître la valorisation extensive et intensive du capital (coopération des travailleurs à grande échelle, division du travail, mécanisation des tâches parcellisées) permettent aussi d'accélérer la rotation du capital.

Cependant, la période de production ne se réduit jamais à la seule période de travail pour deux raisons. D'une part, du fait des interruptions périodiques (quotidiennes, hebdomadaires, etc.) du procès de travail dues à l'usure physique de la force de travail, contraignant le procès de production à s'interrompre à son tour, en allongeant d'autant la période de production. D'autre part et inversement, du fait des interruptions du procès de travail par le procès de production, lorsque celui-ci exige par exemple que le produit soit soumis, pendant un temps plus ou moins long, à l'action de différents processus naturels (physiques, chimiques, physiologiques), avant que le procès de travail puisse reprendre. Pensons ici

en particulier à ce qui se passe dans l'agriculture ou dans l'industrie chimique.

Pour réduire les interruptions du procès de production par le procès de travail, il s'agit de rendre ce dernier le plus continu possible par la prolongation de la journée de travail, l'introduction du travail de nuit, l'institution du travail posté qui fait alterner les équipes de travail, etc. Quant à la réduction des interruptions du procès de travail par le procès de production, elle fait essentiellement appel à des innovations techniques et scientifiques propres aux différentes branches de production. Dans un certain nombre de branches, cependant, elle se heurte à des limites naturelles infranchissables. Ainsi en va-t-il notamment dans l'agriculture.

La période de circulation, pour sa part, dépend du temps de vente ($M' - A'$) et du temps d'achat ($A - M$). Et nous connaissons déjà les méthodes auxquelles recourt le capital pour les raccourcir l'un et l'autre. Le raccourcissement et l'amélioration des voies de communication, l'accélération des moyens de transport, la concentration spatiale des marchés et des activités productives (d'où résulte une urbanisation généralisée de la société) contribuent à la réduction du temps de circulation physique des marchandises qui servent de support à la valeur. Le développement de la publicité marchande et celui des différentes formes du crédit précipitent pour leur part la conversion sociale de la valeur entre ces formes marchandise et argent.

2.3. *La formation de capital-argent potentiel au cours de la rotation du capital*. Au cours de sa rotation, le capital est constamment en proie à la discordance des temps : à la désynchronisation entre période de travail et période de production, entre période de production et période de circulation, entre période de rotation du capital fixe et période de rotation du capital circulant, entre périodes de rotation des différents éléments composant respectivement capital fixe et capital circulant. Ces discordances multiples sont à l'origine de la formation de capital-argent potentiel, à différents titres.

Premièrement, indépendamment même des éléments précédents, comme n'importe quel échangiste, tout capitaliste doit disposer d'un fonds de réserve monétaire, ainsi que je l'ai déjà mentionné. Ce dernier est destiné à faire face aux aléas du procès de circulation (des reflux d'argent moins rapides que prévu, une baisse du

prix voire de la valeur du produit, une augmentation du prix voire de la valeur des éléments du capital productif) tout comme à ceux du procès de production (pannes et réparations des moyens de travail).

Deuxièmement, nous savons que chaque cycle du capital industriel donne lieu à une libération d'une fraction du capital fixe en proportion de sa consommation productive (de son usure dans le procès de production) qui vient s'accumuler sous forme d'un fonds d'amortissement. Ce fonds servira au remplacement total des moyens de production, supports du capital fixe, au terme de leur vie physique, tout comme il peut servir à leur entretien partiel au cours de leur vie.

Troisièmement, du fait de la désynchronisation entre période de production et période de circulation comme entre les durées de rotation spécifiques des différents éléments dont se compose le capital circulant, la rotation de ce dernier s'accompagne, elle aussi, de la libération périodique de fractions de ce capital sous forme d'un fonds d'achat et de paiement (ou fonds de roulement), en attente d'être périodiquement reconverti contre les éléments du capital productif. Par exemple, il faut avancer un capital circulant additionnel pour entamer une nouvelle période de production (acheter de nouvelles matières de travail et payer à nouveau les forces de travail) alors que le précédent capital circulant n'a pas encore fait retour, capital additionnel qui se libérera à son tour au cours de la rotation suivante du capital précédent. Ou encore, c'est tous les jours ou toutes les semaines qu'il faut acheter (ou payer) certains éléments du capital circulant alors que d'autres ne s'achètent (ou ne se payent) qu'à intervalles beaucoup plus espacés, leur valeur correspondante demeurant fixée sous forme de capital-argent potentiel durant ce temps.

Quatrièmement enfin, la part de plus-value formée et réalisée au cours des cycles successifs du capital qui est destinée à être convertie en capital additionnel, s'amasse nécessairement sous forme d'un fonds d'accumulation, en attendant d'avoir atteint le volume approprié à sa conversion en un capital additionnel. Volume évidemment variable selon les conditions techniques et économiques de la production.

Distincts d'un point de vue comptable, ces différents fonds se confondent souvent dans la pratique pour constituer un capital-argent potentiel, dont périodiquement certaines fractions doivent

entrer dans le procès de circulation tandis que constamment ce même procès l'alimente. Ainsi la rotation du capital s'accompagne-t-elle nécessairement de l'existence permanente d'un capital-argent potentiel, au montant cependant constamment variable, stagnant en marge du procès de production, capital en jachère, qui ne crée ni valeur ni plus-value. Pour lui éviter de rester ainsi improductif, il faut qu'il puisse être avancé, sous forme de capital de prêt, aux capitalistes qui en ont besoin, soit pour faire face aux aléas et irrégularités du cycle de leur capital, soit pour étendre l'échelle de sa reproduction avant que la plus-value réalisée n'ait atteint la masse requise pour être capitalisée, soit encore pour précipiter le renouvellement de leur capital fixe.

« Avec le développement du crédit, développement nécessairement parallèle à celui de la grande industrie et de la production capitaliste, cet argent fonctionne non comme trésor, mais comme capital; non entre les mains de son propriétaire, mais entre celles d'autres capitalistes qui en ont acquis la disposition. » (IV, 168)

Ce sera l'une des fonctions spécifiques du capital financier (du système bancaire et du marché boursier) que d'assurer cette mobilisation du capital-argent potentiel généré par la rotation du capital industriel; tandis que le premier trouve ici dans le second l'une de ses sources essentielles. Là encore, nous sommes renvoyés au Livre III.

3. La reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social

Comme le Livre I, le Livre II s'achève par l'analyse du procès de reproduction du capital. Sous ce rapport aussi, le Livre II complète le Livre I. En effet, à la fin de ce dernier, Marx a montré que le procès de production du capital est en mesure de produire les conditions matérielles et sociales de sa propre répétition, donc de sa reproduction (à échelle simple ou élargie), sous la condition de la parfaite réalisation des deux actes $M' - A'$ et $A - M$ dont se compose le procès de circulation qui l'encadre. Il s'agit maintenant de déterminer à quelles conditions ces deux actes peuvent se réaliser, autrement dit quelles sont les conditions circulatoires de la reproduction du capital: les conditions du procès de reproduction qui relèvent de la circulation du capital social dans son ensemble.

1. *Les données du problème.* Plus précisément, il s'agit ici de lever deux présupposés de l'analyse de la reproduction du capital menée à la fin du Livre I. D'une part, dans cette analyse, Marx avait supposé que le capital social (la totalité formée par les multiples capitaux singuliers en fonction dans la société) se réduit à un seul et même capital. Or il s'agit maintenant de tenir compte du fait que le capital social se compose en réalité d'une multiplicité indéfinie de capitaux singuliers, chacun engagé dans son propre procès cyclique de reproduction, que par conséquent le mouvement du premier procède de l'entrecroisement des mouvements de ces multiples capitaux et que sa reproduction doit donc assurer ses conditions dans et par cet entrecroisement même.

D'autre part, Marx avait supposé que le capital-marchandise trouve à se vendre en s'échangeant soit contre du capital (s'il s'agit de moyens de production), soit contre du revenu (s'il s'agit de moyens de consommation); et que, inversement, le capital-argent ainsi obtenu trouve à acheter en quantité suffisante et en qualité requise les moyens de production et les forces de travail nécessaires à sa reconversion en capital productif, à échelle simple ou élargie. Ces deux actes impliquent l'enchevêtrement de la circulation du capital social avec la circulation marchande générale, par laquelle les agents sociaux (salariés et capitalistes) dépensent leur revenu (salaire ou plus-value) pour abonder leur fonds de consommation et assurer leur propre reproduction. Et ils requièrent une composition du produit social (du capital-marchandise social) en moyens de production et en moyens de consommation compatible avec les exigences et de la reproduction (simple ou élargie) du capital social et de celle des agents sociaux. Il s'agit désormais de déterminer dans quelle mesure et à quelles conditions toutes ces contraintes peuvent être respectées.

Relativement à celle menée au terme du Livre I, l'analyse de la reproduction proposée au terme du Livre II effectue donc un double progrès. D'une part, il n'est plus question seulement de savoir comment le capital assure sa reproduction (simple ou élargie) en valeur, mais encore et surtout de savoir comment sont périodiquement (par exemple annuellement) produites les quantités physiques de moyens de production et de moyens de consommation, nécessaires à la reproduction en valeur et en nature du capital social et des agents sociaux. Autrement dit, il s'agit de déterminer comment le produit total de la société peut s'échanger contre ses propres

conditions de (re)production et comment ce mouvement fournit en même temps à l'ensemble des agents de la production, travailleurs salariés et capitalistes, les moyens de subsistance qui leur sont nécessaires.

Il est question, d'autre part, de déterminer à quelles conditions peuvent avoir lieu les échanges, les actes de circulation entre capitaux mais aussi entre capitaux et revenus (salaire et plus-value) à l'intérieur de la circulation marchande générale, qui permettent la réalisation des différents éléments (moyens de production et moyens de circulation) composant le produit social. Autrement dit, il s'agit de déterminer à quelles conditions peuvent avoir lieu les échanges marchands qui permettent de s'approprier les moyens de production et les moyens de consommation qui rendent possible la reproduction du capital social total dans ses éléments tant matériels que personnels.

2. *Les éléments de la solution.* Pour répondre à ces différentes questions, Marx distingue *deux sections* au sein de la production sociale, selon la nature et la destination de leurs produits et, par conséquent, la fraction de la valeur du produit social total contre laquelle ces mêmes valeurs d'usage auront à s'échanger. D'une part, la section productrice des moyens de production, entrant dans la consommation productive, qui ne peuvent s'échanger que contre du capital (section I). D'autre part, la section productrice des moyens de consommation, entrant dans la consommation improductive, qui ne peuvent donc s'échanger que contre du revenu, salaire ou plus-value (section II).

A partir de cette distinction fondamentale, son analyse permet d'établir que la solution des différents problèmes précédents répond à l'établissement et au maintien de strictes conditions de proportionnalité entre les éléments du produit des deux sections productives, partant entre les différents éléments du capital engagé dans chacune de ces sections. Autrement dit, elle permet de déterminer quels arrangements de valeur doivent respecter les différentes fractions du produit annuel de chaque section pour que se trouvent produites les quantités physiques de valeurs d'usage (sous forme de moyens de production et de moyens de consommation) nécessaires à la reproduction de l'ensemble du capital social, dans ses éléments personnels comme dans ses éléments

matériels, et pour que se trouvent assurées, simultanément, les conditions de leur réalisation sous forme de marchandises.

Schématisons l'ensemble de la production sociale de la manière suivante. Désignons par V_1 et par V_2 la valeur du produit annuel respectivement de la section I et de la section II. Nous avons donc :

$$\begin{aligned} V_1 &= I_c + I_v + I_{pl}; \\ V_2 &= II_c + II_v + II_{pl}. \end{aligned}$$

Dans chacune de ces deux égalités, c représente le capital constant et v le capital variable consommés au cours de l'année dans la section considérée. Et pl représente la plus-value produite dans cette même section au cours de cette même année.

Pour qu'il y ait *reproduction simple*, il faut et il suffit que le produit total de la section I remplace (en nature comme en valeur) la totalité du capital constant consommé dans les deux sections ; tandis que le produit total de la section II doit pouvoir s'échanger contre les salaires distribués et la plus-value formée dans les deux sections de manière à fournir leurs moyens de consommation respectifs aux capitalistes et aux travailleurs salariés. Car, en régime de reproduction simple, par définition, toute la plus-value est consommée de manière improductive comme revenu personnel des capitalistes. La reproduction simple exige ainsi à la fois :

$$\begin{aligned} I_c + I_v + I_{pl} &= I_c + II_c \\ II_c + II_v + II_{pl} &= (I_v + I_{pl}) + (II_v + II_{pl}) \end{aligned}$$

Après élimination des termes qui s'y répètent dans leurs deux membres, les équations précédentes aboutissent en définitive à l'égalité suivante :

$$II_c = I_v + I_{pl}$$

Ainsi, pour que la reproduction simple puisse avoir lieu, il faut et il suffit que la partie aliquote du produit annuel de la section I correspondant aux salaires avancés et à la plus-value formée, réalisée et dépensée dans cette section équivaille au capital constant consommé simultanément dans la section II. Tandis que, inversement, il faut que la section II fournisse, en plus des moyens de consommation correspondant (en valeur) aux salaires et à la plus-value de cette section, ceux correspondant aux salaires et à la plus-value de l'autre section. Si cette condition n'est pas respectée, les échanges entre les deux sections productives ne s'équilibrent pas ;

ainsi, si $I_v + I_{pl} > II_c$, une partie du produit de la section I ne parvient pas à se vendre; inversement, si $I_v + I_{pl} < II_c$, une partie du capital constant de la section II ne parvient pas à se remplacer, autrement dit à se reproduire.

En régime de *reproduction élargie*, une fraction seulement de la plus-value produite dans les deux sections productives est dépensée sous forme de revenu par les capitalistes pour alimenter leur fonds de consommation individuelle, tandis que l'autre fraction est capitalisée, convertie en capital additionnel. Désignons la première par pl/d (plus-value dépensée) et la seconde par pl/a (plus-value accumulée). De plus convenons de noter cette dernière pl/ac ou pl/av selon qu'elle a été convertie en capital constant ou capital variable additionnel.

Pour qu'une reproduction élargie soit possible, il faut et il suffit, d'une part, que le produit total de la section I puisse à la fois remplacer le capital constant consommé dans les deux sections ($I_c + II_c$) et fournir les moyens de production dans lesquels pourra se matérialiser la part de la plus-value convertie en capital constant additionnel dans les deux sections ($I_{pl/ac} + II_{pl/ac}$); d'autre part, que le produit total de la section II puisse à la fois alimenter le fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers déjà en fonction dans les deux sections, $(I_v + II_v) + (I_{pl/d} + II_{pl/d})$, et fournir le fonds de consommation correspondant au capital variable additionnel accumulé dans les deux sections, $(I_{pl/av} + II_{pl/av})$. Ce sont ces contraintes qu'expriment les équations suivantes :

$$I_c + I_v + I_{pl} = (I_c + II_c) + (I_{pl/ac} + II_{pl/ac})$$

$$II_c + II_v + II_{pl} = (I_v + II_v) + (I_{pl/d} + II_{pl/d}) + (I_{pl/av} + II_{pl/av})$$

Là encore, après élimination des termes qui se répètent dans les deux membres de ces équations, celles-ci se ramènent à l'égalité suivante :

$$II_c + II_{pl/ac} = I_v + I_{pl/av} + I_{pl/d}$$

Cette égalité exprime *mutatis mutandis* la même condition d'équilibre que celle qui régit la reproduction simple : il faut que le capital constant consommé et accumulé dans la section II au cours de l'année puisse s'échanger contre la fraction du produit de la section I qui représente le revenu total (salaires et plus-value consommée de manière improductive) de cette même section. Elle indique notam-

ment que le taux d'accumulation du capital constant dans la section II doit s'adapter à celui du capital variable dans la section I.

3. *Portée et signification des résultats*. Commençons par remarquer que toute l'analyse antérieure est menée dans le cadre d'un quadruple présumé : celui d'une économie marchande intégralement et exclusivement capitaliste (les échangistes sont soit des capitalistes soit des travailleurs salariés par le capital); celui d'une absence d'échanges entre l'espace de socialisation marchande considéré et d'autres espaces éventuels (on raisonne au niveau d'une économie nationale autarcique, dépourvue de tout commerce extérieur, ou d'un espace mondial totalement unifié dans lequel toutes les frontières et autres barrières commerciales ont été intégralement abolies); celui de rapports de valeur constants (ce qui fait abstraction des incessantes révolutions de valeur qui se produisent en fait dans le cours de la production capitaliste); enfin celui d'une monnaie purement métallique (dont il s'agit précisément pour Marx de montrer qu'elle fait obstacle au développement de la production capitaliste). Au niveau de l'analyse où se situe le Livre II, ce quadruple présumé se justifie mais n'en limite pas moins la portée des résultats obtenus.

Pour autant, ceux-ci ne sont pas insignifiants. En premier lieu, il apparaît que le procès de circulation du capital social est subordonné, quant à sa possibilité, au procès de production. En effet, les échanges entre sections productives selon la loi de la valeur (équivalent contre équivalent) ne peuvent avoir lieu que sous condition du respect de proportionnalités précises entre éléments (constants et variables) du capital productif des deux sections. Au niveau social (global), c'est donc bien la composition en valeur et en nature du capital productif qui conditionne en définitive la possibilité de la circulation du capital-marchandise et du capital-argent.

En deuxième lieu, les précédents schémas établissent que c'est la reproduction de l'ensemble du capital social qui commande celle des capitaux singuliers. En effet, les capitaux singuliers en fonction, que ce soit dans la section I ou dans la section II, ne peuvent se reproduire, en valeur et en nature, que si sont assurées les conditions de reproduction de l'ensemble du capital social, soit précisément les proportionnalités précédemment déterminées. Dans le cas contraire, s'il y a excès ou défaut de capital dans l'une ou l'autre des deux sections, certains capitaux singuliers ne parviendront pas

à se reproduire, mais se trouveront au contraire éliminés. Ainsi les capitaux singuliers n'apparaissent-ils plus maintenant que comme des fractions promues à l'autonomie du capital social. Une autonomie cependant très relative, puisque leur mouvement et leur existence même sont strictement conditionnés par les exigences de reproduction du capital total.

En troisième lieu, ces proportionnalités établissent les limites de l'autonomisation du capital (y compris du capital social) comme valeur en procès, comme valeur se conservant et s'accroissant dans le cours de sa reproduction. Les schémas de reproduction précédents montrent en effet que la reproduction du capital social est tributaire d'une certaine composition du produit social total non seulement en valeur mais encore en nature : il doit comprendre des proportions déterminées de moyens de production et de moyens de consommation, de moyens de production de moyens de production et de moyens de production de moyens de consommation, etc. Ainsi la valeur en procès qu'est le capital, valeur tendant à l'autonomie, ne peut pourtant pas s'émanciper totalement de la valeur d'usage de ses propres produits et, à travers elle, des besoins sociaux qu'ils doivent satisfaire, qui conditionnent directement sa reproduction en valeur.

En quatrième et dernier lieu, en régime de reproduction élargie qui est le seul que connaisse en réalité le capital social, les conditions circulatoires de la reproduction de ce dernier, les conditions qui régissent la circulation des différentes fractions du produit social total et les échanges entre elles impliquent une croissance proportionnée de ce capital dans les deux sections. En particulier, le taux d'accumulation du capital (constant) dans la section II doit être proportionné au taux d'accumulation du capital (variable) dans la section I. De ce fait, la reproduction du capital social est, quant à ses conditions de circulation, essentiellement aléatoire. En effet, en dehors de tout contrôle de la société sur les conditions matérielles de sa reproduction, la réalisation des proportionnalités précédentes ne peut être que fortuite et quasi miraculeuse. Or un tel contrôle est par définition sinon impossible du moins difficile en régime capitaliste, puisque la production capitaliste institue précisément une aliénation (une perte de maîtrise) des producteurs directs et plus largement de l'ensemble de la société à l'égard de leurs propres conditions matérielles d'existence ; et que l'engagement ou le désengagement de capital dans le procès social de (re)production

relève d'une myriade de décisions individuelles des capitalistes privés, prises indépendamment les unes des autres, dont la résultante est par définition relativement imprévisible.

La reproduction du capital social, en tant que valeur en procès et rapport de production, ne peut donc se faire que de manière chaotique, en violation périodique de ses propres règles de proportionnalité entre les deux sections productives et par correction répétée de ces déséquilibres non moins répétés. En un mot, elle s'opère non seulement à travers la destruction permanente d'une partie des capitaux singuliers engagés de manière inefficace (en ce sens qu'ils ne trouvent pas à se reproduire en tant que fragments promus à l'autonomie du capital social, une autonomie qui leur est alors fatale), mais encore à travers des crises périodiques de l'ensemble de la production, la purgeant de ses excès ou comblant ses défauts, en rétablissant brutalement, par destruction massive de capital, les équilibres rompus :

«Il s'ensuit certaines conditions particulières pour l'échange normal dans ce mode de production et, partant, pour le cours normal de la reproduction, que ce soit à l'échelle simple ou élargie. Elles se convertissent en autant de conditions d'un développement anormal, en possibilités de crise, puisque l'équilibre – étant donnée la forme naturelle de cette production – est lui-même fortuit.» (V, 141)

La circulation du capital social renferme donc toutes les conditions de possibilité de la crise, dont les causes effectives d'actualisation ne se trouvent cependant qu'au sein du procès de production, comme on le verra encore ultérieurement.

Livre III : Le procès d'ensemble de la production capitaliste

Le Livre I a été consacré, pour l'essentiel, à l'étude du procès de production du capital. Le Livre II nous a permis d'analyser son procès de circulation dans son unité avec le procès de production, en prenant conscience que cette unité est celle de deux contraires : chacun de ces deux procès s'oppose à l'autre autant qu'il le complète. Sur cette double base, le Livre III se propose «*de découvrir et de décrire les formes concrètes auxquelles donne naissance le mouvement du capital considéré comme un tout*» (VI, 47) : les formes qui résultent de l'unité des deux procès de production et de circulation.

Avec l'abord de ces nouvelles formes du capital, l'analyse change de niveau.

«Les formes du capital que nous allons explorer dans ce livre le rapprochent progressivement de la forme sous laquelle il se manifeste dans la société, à sa surface, pourrait-on dire, dans l'action réciproque des différents capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes.» (Ibid.)

Tandis que, jusqu'alors, Marx avait raisonné en supposant que tout le capital social se réduit à un seul et même capital, il va désormais tenir compte du fait qu'il se compose d'innombrables capitaux singuliers, dont les rapports réciproques ne peuvent se comprendre sans faire intervenir simultanément la conscience des agents économiques eux-mêmes. Ce faisant, nécessairement, ces nouvelles formes du capital seront marquées au coin d'une autonomie apparente grandissante et, partant, d'un fétichisme accru.

1. La transformation de la plus-value en profit et du taux de plus-value en taux de profit

L'emprise du fétichisme du capital apparaît dès ses formes profit et taux de profit.

1.1. *Le profit.* Le profit réalisé par un capitaliste est la différence entre le coût de production de ses marchandises et leur prix de vente. Le coût de production d'une quantité de marchandises déterminée, c'est ce qu'il lui en a coûté pour les produire, ou plutôt pour les faire produire, autrement dit le capital qu'il lui a fallu consommer à cette fin. Si nous supposons que ces marchandises sont vendues à leur valeur, le profit est égal à la plus-value. Profit ne semble donc être qu'un nouveau nom donné à la plus-value.

Cependant si, à ce niveau d'analyse, profit et plus-value s'identifient encore quantitativement, ils se différencient déjà qualitativement. Selon son concept, la plus-value se présente comme l'excédent de la valeur formée par la consommation productive de la force de travail par le capital sur la valeur à laquelle le capital a acquis cette même force. Elle désigne donc clairement l'origine de la survalueur que s'approprie le capital, à savoir l'extorsion d'un surtravail non payé au-delà du travail nécessaire à la reproduction de la force de travail.

Au contraire, le profit rapporte cette même survalueur à la *totalité* du capital qu'il a fallu consommer pour produire les marchandises qui l'incorporent, sans établir aucune différence entre le capital constant (qui ne fait que transmettre sa valeur au cours du procès de production) et le capital variable (dont seul la valeur augmente au cours du procès de production par extorsion d'une certaine quantité de surtravail). Or, dès lors que *tout* le capital consommé, capital constant aussi bien que capital variable, semble identiquement et indifféremment participer à la formation de la plus-value, cette dernière ne paraît concerner *rien* que le capital, à l'exclusion du travail et de son exploitation. Le profit est donc d'emblée une forme mystificatrice de la plus-value, procédant de l'apparence fétichiste d'autovalorisation du capital.

« Le profit, tel qu'il se présente à nous d'abord, est donc la même chose que la plus-value : il en est simplement une forme mystifiée, qui naît cependant nécessairement du mode de production capitaliste. » (VI, 56)

Les fondements de ce fétichisme nous sont en effet connus. D'une part, la soumission réelle du travail au capital, impliquant notamment l'incorporation de la force de travail par le capital au sein même du procès de production, lui permet de se poser comme le véritable sujet de ce procès et conduit à assimiler la valeur des marchandises au seul capital consommé pour les produire. D'autre

part, la forme salaire que prend la valeur de la force de travail fait apparaître le salaire comme la valeur (ou le prix) non pas de la force de travail mais du travail tout entier fourni par le travailleur salarié; si bien que tout le travail apparaissant avoir été payé, la survalueur semble ne pouvoir provenir que du capital.

Cette forme fétichiste de la plus-value imprègne en particulier la conscience des capitalistes qui ne font pas la différence entre capital constant et capital variable du point de vue de la formation du profit. C'est que l'un et l'autre ne sont pour eux que deux fractions, tout à fait interchangeables, de la valeur qu'il leur faut avancer pour s'approprier une certaine quantité de survalueur.

« Le capitaliste ne pouvant exploiter le travail que s'il avance le capital constant et ne pouvant mettre en valeur le capital constant que s'il avance le capital variable, dans sa pensée ces deux éléments jouent le même rôle. » (VI, 61)

1.2. *Le taux de profit.* Le fétichisme du capital s'accroît encore avec la forme taux de profit. Ce dernier rapporte en effet le profit non pas au seul capital *consommé* pour le produire mais à la *totalité* du capital *avancé* dans le procès de production et dans le procès de circulation, nécessaire à l'accomplissement du cycle complet du capital. Or le capital avancé excède le capital consommé pour deux raisons. D'une part, il inclut la totalité du capital fixe investi dans le procès de production au cours de la période considérée, alors qu'une fraction seulement de ce capital y sera effectivement consommée et transmise aux marchandises en entrant dans la composition du capital constant. D'autre part, il inclut de même l'avance additionnelle de capital requise pour mettre en œuvre le travail vivant et mort nécessaire à l'accomplissement des métamorphoses du capital au sein de ce procès, en un mot les frais de circulation du capital, mais aussi pour assurer la continuité du procès de production par-delà les discontinuités périodiquement occasionnées par le procès de circulation.

Le taux de profit est donc une forme du rapport capitaliste encore plus irrationnelle que le profit lui-même. Ici on assimile non seulement capital constant et capital variable, mais encore capital consommé productivement (dans le procès de production) et capital consommé improductivement (dans le procès de circulation) et même capital consommé et capital avancé (mais non consommé), toutes les fractions du capital étant censées générer de la plus-value

au même titre. Autant dire que le taux de profit participe pleinement du fétichisme du capital pour lequel *rien* que le capital mais *tout* le capital participe à sa propre valorisation. Toute trace de la contribution essentielle du travail et de son exploitation à cette dernière a disparu.

« Dans la plus-value, la relation entre capital et travail est mise à nu ; dans le rapport entre capital et profit, c'est-à-dire entre capital et plus-value, le profit apparaissant d'une part comme excédant sur le coût de production de la marchandise, réalisé dans le procès de circulation, d'autre part comme un excédant plus précisément déterminé par son rapport avec le capital total, le capital apparaît comme un rapport avec lui-même : dans ce rapport, il se distingue, en tant que somme des valeurs initiales, d'une valeur nouvelle qu'il a établie lui-même. » (VI, 66)

Là encore, cette forme imprègne profondément la conscience capitaliste. Car plus encore que la masse du profit (la quantité de sur-valeur qu'il peut s'approprier), c'est son taux qui importe pour le capitaliste : le degré de valorisation de la valeur qu'il a initialement avancée. C'est en fonction du taux de profit obtenu ou escompté que le capitaliste prendra ses décisions d'investissement ou de dés-investissement.

Pour forme irrationnelle et mystificatrice du rapport capitaliste qu'il soit, le taux de profit n'en répond pas moins à des déterminations réelles. En premier lieu, *le taux de plus-value*. La relation entre les deux est donnée par les formules suivantes : $p' = pl/C = (pl' \cdot v)/C$, dans lesquelles p' désigne le taux de profit, pl la plus-value, C le capital total avancé, pl' le taux de plus-value ($pl' = pl/v$) et v le capital variable. Toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit varie donc dans le même sens que le taux de plus-value.

En deuxième lieu, le taux de profit est déterminé par *la composition du capital en valeur* : par le rapport du capital constant c au capital variable v . En effet, en réduisant le capital avancé au seul capital consommé, la formule précédente peut encore s'écrire $p' = pl/(c + v) = pl'/(1 + k)$, en posant $k = c/v$. Toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit est donc inversement proportionnel à la composition du capital en valeur. Ainsi toute économie de capital constant tend à augmenter le taux de profit ; et inversement, tout renchérissement du premier déprime le second. Mais le principal facteur déterminant la composition du capital en valeur est sa composition technique, le rapport entre la masse du travail

mort et la masse du travail vivant mis en œuvre par le capital. Le taux de profit dépend donc notamment de la composition organique du capital : de sa composition en valeur en tant qu'elle dépend de sa composition technique.

Dans la détermination du taux de profit intervient, en troisième lieu, *la vitesse de rotation du capital* (plus exactement celle du capital variable). La période de rotation, somme de la durée du procès de production et de la durée du procès de circulation, détermine en effet le nombre de rotations que le capital peut effectuer dans le cours d'une année par exemple, le nombre de fois qu'il peut être avancé à fin de valorisation, par conséquent la masse de la plus-value qu'il va pouvoir former et s'approprier au cours de cette année. Toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit varie donc dans le même sens que la vitesse de rotation du capital.

En dernier lieu, enfin, il faut tenir compte du montant des *frais de circulation*. Ils accroissent d'autant la masse du capital à avancer pour former et réaliser une masse de plus-value donnée, sans pour autant augmenter cette dernière. Ils tendent donc à déprimer le taux de profit.

Ces deux derniers facteurs nous montrent que, sous la forme du taux de profit, le procès de circulation n'en détermine donc pas moins le degré de valorisation du capital que le procès de production. Ce qui confirme la nature irrationnelle de cette forme dans laquelle le secret du rapport capitaliste (l'exploitation de la force de travail) se trouve occulté, tandis que l'illusion d'une autoproduction du capital se trouve du même coup consolidée.

2. La transformation du profit en profit moyen

Tant que les marchandises s'échangent à leur valeur, il est inévitable que s'établissent des inégalités entre les taux de profit des capitaux opérant dans les différentes branches de la production sociale. Et pourtant de telles inégalités sont contraires aux exigences de la marche générale du capital.

2.1. Le problème. Ces inégalités résultent des principaux facteurs déterminant le taux de profit. Certes on peut supposer que les conditions d'exploitation (la durée, l'intensité et la productivité du travail, les niveaux de salaire) s'homogénéisent entre les diffé-

rentes branches de la production, donc qu'il se crée un taux général de plus-value, sous l'effet tant des progrès de la production capitaliste que de la résistance et de la lutte des travailleurs. Et les mêmes processus conduiront à égaliser les frais de circulation.

Par contre, la nature même des procès de travail ou des produits qui en résultent dans les différentes branches de la production sociale crée, inévitablement, des inégalités entre les compositions organiques des capitaux correspondants ainsi qu'entre leurs vitesses respectives de rotation. D'une part, la composition organique du capital varie nécessairement en moyenne d'une branche de la production à l'autre, selon que la nature du procès de travail correspondant implique la mise en œuvre de plus ou moins de travail vivant ou de plus ou moins de travail mort, pour une même quantité de capital consommé. Elle est ainsi nécessairement plus élevée dans l'industrie extractive (les mines), dans les transports ou dans l'industrie sidérurgique que dans celle des composants électroniques ou dans l'agriculture, pour s'en tenir à quelques exemples.

D'autre part, la vitesse moyenne de rotation du capital circulant diffère d'une branche à l'autre, selon la longueur de la période de production (cette vitesse est nécessairement inférieure dans l'agriculture que dans l'industrie) et, surtout, selon la longueur de la période de circulation (elle est donc inférieure pour les capitaux qui opèrent sur le marché mondial que dans le cas de ceux qui opèrent sur un marché local).

Ainsi, si nous supposons que les marchandises produites par les différents capitaux sont vendues à leur valeur, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, et que, par conséquent, le profit est égal pour chacun à la plus-value qu'il a formée et réalisée, les taux de profits seront nécessairement inégaux entre les différentes branches de production, de même qu'à l'intérieur d'une même branche. Or, si elle venait à s'instaurer, une telle disparité entre taux de profit constituerait un obstacle réhibitoire au développement de la production capitaliste.

En premier lieu, elle entraverait l'accroissement de la productivité du travail, pourtant condition de l'extraction de la plus-value relative et, par conséquent, d'une valorisation intensive du capital. En effet, accroître la productivité du travail signifie nécessairement augmenter la composition technique du capital, la part du travail mort par rapport au travail vivant, par conséquent (même si ce n'est

pas dans les mêmes proportions) sa composition organique. Si donc les marchandises étaient vendues strictement à leur valeur en tant que produits des capitaux, si par conséquent les capitaux étaient rémunérés en stricte proportion de la plus-value qu'ils produisent par eux-mêmes, ceux d'entre eux qui œuvrent à augmenter la productivité moyenne du travail se trouveraient pénalisés par rapport aux autres, en voyant leur valorisation relative (leur taux de profit) se dégrader par rapport aux capitaux moins productifs. Et, dans ces conditions, jamais le passage de la domination formelle à la domination réelle du capital sur le travail, partant celui de la plus-value absolue à la plus-value relative, n'aurait pu avoir lieu.

En second lieu, le capital aurait tendance à ne pas s'investir dans les branches de production impliquant d'emblée une composition du capital plus élevée ou une vitesse de rotation plus lente, rendant impossible ou du moins ralentissant leur intégration et leur subordination au mode capitaliste de production. Tandis qu'il se précipiterait en masse vers les branches de production à basse composition organique et à vitesse de rotation plus élevée. Il en résulterait un excès de capital d'un côté et un défaut de capital de l'autre. Les indispensables équilibres dans la répartition des forces productives, du travail social (mort et vivant), entre les différentes branches de la production sociale ne pourraient pas être établis; et tout développement cohérent du mode capitaliste de production en serait compromis. Tout comme, par conséquent, l'établissement des proportions nécessaires entre les composants du capital des deux sections productives fondamentales, que l'analyse des conditions circulatoires de la reproduction du capital social nous a conduit à distinguer à la fin du Livre II. Conclusion :

« [...] il n'y a pas de doute que dans la réalité il n'existe pas et il ne saurait exister de différences dans les taux de profit entre les différentes branches de la production, sans que tout le système de la production capitaliste en soit supprimé. » (VI, 170)

Autant dire que la reproduction du capital requiert l'égalité des taux de valorisation des capitaux à l'intérieur des différentes branches et secteurs de la production, et ce malgré l'inévitable *inégalité* des conditions de production et de circulation dans lesquelles ces mêmes capitaux opèrent.

2.2. *La solution.* Elle suppose la formation d'un *taux général de profit* s'appliquant uniformément à l'ensemble des capitaux en

fonction dans la société. Ce taux n'est autre qu'un *taux de profit moyen*, qui s'obtient en rapportant la masse totale de la plus-value produite, durant une période déterminée, à la masse totale du capital qu'il a fallu avancer durant cette même période pour la produire. Ce profit moyen garantit à chaque capital d'être rémunéré proportionnellement à sa masse et indépendamment de ses conditions techniques et économiques particulières de production et de circulation.

La formation d'un tel taux de profit moyen implique qu'un capital quelconque ne s'approprie pas, en règle générale, une quantité de plus-value égale à celle qu'il a lui-même formée. Il s'en approprie plus ou moins selon qu'il opère dans des conditions de valorisation moins ou plus favorables que celles que connaît la moyenne des capitaux.

Par suite, l'établissement d'un taux général de profit implique que les prix auxquels les marchandises produites par un capital donné doivent s'échanger pour lui assurer le profit moyen vont le plus souvent s'écarter de leurs valeurs. Marx appelle *prix de production* le prix de vente des marchandises qui assure aux capitaux qui les ont produites le profit moyen. L'établissement d'un taux moyen de profit suppose donc que les valeurs soient converties en prix de production, donc que les marchandises ne s'échangent pas à leurs valeurs propres, en contradiction avec la loi de la valeur, au moins en apparence.

Reste à comprendre comment se produit en réalité l'ensemble de ces transformations. Pour Marx, c'est là l'œuvre de la concurrence entre les multiples capitaux singuliers qui s'opère tant au sein des différentes branches de la production qu'entre ces branches elles-mêmes :

«La concurrence est capable, d'abord dans une sphère, d'établir une valeur et un prix de marché identiques à partir des diverses valeurs individuelles des marchandises. Mais c'est seulement la concurrence des capitaux entre les différentes sphères qui est à l'origine du prix de production, équilibrant les taux de profit entre ces sphères. Le dernier cas nécessite un développement plus poussé du mode de production capitaliste que le premier.»
(VI, 196)

Dans toutes les branches de production, les différents capitaux produisent leurs marchandises dans des conditions différentes, en requérant plus ou moins de travail social ; si bien que les valeurs

individuelles de ces marchandises diffèrent les unes des autres. La concurrence entre elles tend cependant à ramener ces valeurs individuelles vers une même *valeur de marché* qui n'est autre que leur moyenne. La valeur de marché répartit ainsi entre toutes les marchandises, proportionnellement à leur part, la quantité totale de travail social moyen dépensée à leur production dans la branche considérée. La valeur de marché est donc aussi celle qui garantit aux différents capitaux de cette branche un même profit moyen ; ce qui permet aux capitaux-marchandises dont les valeurs individuelles sont inférieures à leur valeur de marché de réaliser un profit extra ou surprofit.

L'échange des marchandises à leur valeur de marché est ce qui se passe lorsque, au sein d'une branche, l'offre et la demande s'y équilibrent exactement. Evidemment, il s'agit là d'une simple hypothèse d'école qui ne se réalise que très exceptionnellement. D'ordinaire, c'est le déséquilibre entre l'offre et la demande qui prévaut ; et le *prix de marché* des marchandises (celui auquel elles s'échangent effectivement) diffère alors de leur valeur de marché. En cas d'excès de demande par rapport à l'offre, il se rapprochera des valeurs individuelles les plus élevées ; en cas d'excès de l'offre par rapport à la demande, il tendra au contraire vers les valeurs individuelles les moins élevées.

Mais précisément, la concurrence intercapitaliste a pour effet de corriger de pareils déséquilibres, en ramenant du coup les prix de marché des marchandises vers leur valeur de marché. Supposons par exemple un excès de l'offre par rapport à la demande. La conséquence en sera une baisse du prix de marché en dessous de la valeur de marché, entraînant tout à la fois un élargissement de la demande, une contraction de l'offre (certains capitaux étant éliminés ou se reconvertissant), enfin une baisse de la valeur de marché elle-même, par adoption de façons de produire plus performantes (faisant diminuer le temps de travail nécessaire). Dans tous les cas, le rapport entre offre et demande tendra à se rééquilibrer et le prix de marché sera ramené à la valeur de marché. Supposons inversement un défaut de l'offre par rapport à la demande. Il s'ensuivra une hausse du prix de marché au-dessus de la valeur de marché, entraînant une contraction de la demande, un élargissement de l'offre (par accumulation du capital dans la branche considérée, devenue particulièrement rémunératrice) et une hausse de la valeur de marché elle-même, puisque même les marchandises produites dans

les plus mauvaises conditions trouveront alors à se vendre. Sous l'effet de tous ces facteurs, le déséquilibre entre offre et demande se réduira et le prix de marché sera ramené à la valeur de marché.

Ainsi, les inévitables déséquilibres entre offre et demande tendent-ils à se corriger par le biais du mouvement des prix de marché, en ramenant ces derniers vers les valeurs de marché. Et le même processus est à l'œuvre dans la concurrence entre les différentes branches. En effet :

« [...] le capital abandonne une sphère à taux de profit peu élevé et se précipite sur celle qui comporte un taux de profit plus important. Par ce va-et-vient perpétuel, par la façon dont il se répartit entre les différentes sphères suivant que le taux de profit baisse par-ci ou augmente par-là, le capital provoque un rapport de l'offre et de la demande tel qu'il entraîne l'égalité du profit moyen entre les différentes sphères de production, d'où la transformation des valeurs en prix de production. » (VI, 210)

Supposons que des capitaux affluent vers une branche de production assurant un taux de profit supérieur à celui des autres branches, parce que la composition organique y est en moyenne inférieure et la vitesse de rotation supérieure. Cet afflux de capitaux tend à y entraîner un excès de l'offre par rapport à la demande, en faisant baisser par conséquent le prix de marché en dessous de la valeur de marché. Ce qui va contraindre les capitaux en fonction dans cette branche à y accroître la productivité du travail, pour ramener la valeur de marché au niveau du prix de marché, provoquant ainsi une hausse de la composition organique moyenne et une baisse de la vitesse de rotation moyenne de la branche. Bref, l'incidence de cet afflux de capitaux sera de faire baisser le taux de profit dans cette branche. Inversement, si des capitaux quittent en masse une branche de production parce qu'elle n'assure qu'un taux de profit inférieur à celui des autres branches, cela provoque à nouveau un déséquilibre de l'offre par rapport à la demande dans cette branche, entraînant cette fois-ci une hausse des prix de marché et même de la valeur de marché des marchandises (en permettant aux capitaux opérant dans les plus mauvaises conditions de se valoriser), ce qui tend du même coup à y hausser le taux de profit.

On aura compris que l'ensemble des processus précédents, garantissant la formation d'un taux moyen de profit, suppose la réalisation de conditions particulières. Il faut notamment que la production capitaliste se soit emparée de l'ensemble des branches

de production, que la concurrence entre capitaux au sein de ces dernières puisse librement s'opérer et que la mobilité des capitaux d'une branche à l'autre soit la plus aisée et rapide possible. Autant de conditions que le développement de la production capitaliste n'assure que progressivement et qu'en partie dans le cours historique de son développement.

2.3. Les résultats. La formation d'un taux moyen de profit correspond, en premier lieu, à un degré supérieur de socialisation de la production. Socialisation de la plus-value, tout d'abord, puisque tout se passe comme si les quantités très variables de plus-value formées par les multiples capitaux individuels étaient mises en commun par l'ensemble des capitalistes pour être ensuite réparties entre eux en proportion de la masse de leurs capitaux respectifs. De ce fait, chaque capitaliste bénéficie moins de l'exploitation de ses propres travailleurs que de l'exploitation de l'ensemble du travail social par l'ensemble du capital social. La socialisation de la plus-value est donc aussi celle du capital : avec la formation d'un taux moyen de profit, le capital social, l'ensemble du capital en fonction dans la société, plie à ses exigences la valorisation des capitaux singuliers dont il se compose, marquant ainsi très exactement la limite de leur autonomie.

La formation d'un taux moyen de profit correspond, en second lieu, à un degré supérieur d'autonomisation de la valeur. La transformation des valeurs en prix de production lève en effet l'obstacle que constitue la loi de la valeur au regard des exigences de la reproduction du capital. Les capitaux singuliers s'émancipent ainsi des limites et des contraintes que leurs conditions concrètes de production et de circulation imposent à leur valorisation ; tandis que le capital social surmonte la difficulté que représente, relativement à sa propre reproduction, la disparité de ces mêmes conditions de valorisation des capitaux singuliers.

Evidemment cette émancipation du capital à l'égard des exigences de la loi de la valeur est toute relative et en définitive pure apparence. Cette loi continue bel et bien à régler le mouvement d'ensemble du capital, car le travail social reste la seule source et le seul contenu de la valeur et de la plus-value. Si bien que la somme des prix de production est bien égale à la somme des valeurs, tandis que les profits cumulés sont strictement égaux à la masse totale de la plus-value formée et réalisée par l'ensemble du

capital social : seule se trouve modifiée leur répartition entre l'ensemble des capitaux. Et c'est bien en définitive toujours la variation des valeurs, donc des quantités de travail socialement nécessaire dépensées dans la production des marchandises, qui détermine en dernier recours celle des prix de production.

Mais cette apparence a suffisamment de consistance pour renforcer le fétichisme capitaliste, dimension constitutive de l'automatisation de la valeur en procès. Sous la forme du profit moyen, la connexion entre profit et plus-value (donc exploitation du travail) s'obscurcit encore un peu plus : le profit réalisé par un capital donné dans une branche de production déterminée n'a plus aucun rapport direct ni avec la quantité de travail vivant qu'il met en œuvre ni avec la masse ou le taux de plus-value formé par lui, il dépend entièrement de circonstances globales qui échappent non seulement à la volonté mais encore à la conscience du capitaliste comme de ses producteurs salariés. Et, du même coup, la croyance dans la capacité d'autovalorisation du capital reçoit une confirmation éclatante. La masse du profit réalisé semble dépendre uniquement de la masse du capital avancé et être totalement indépendante de la quantité et de la qualité du travail vivant mis en œuvre par lui. Quant au taux de profit, il n'est plus déterminé, semble-t-il, par le degré d'exploitation du travail social mais par les caractéristiques moyennes du capital social (sa composition organique et sa vitesse de rotation). Le capital devient ici la mesure de sa propre valorisation.

3. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit

Le taux général de profit dépend essentiellement du degré moyen d'exploitation du travail social (productif et improductif), de la composition organique moyenne du capital social et de la vitesse moyenne de rotation de sa composante circulante. Dans ces conditions, il ne peut se modifier qu'à long terme. Son évolution est cependant nécessairement orientée à la baisse.

3.1. *La loi.* Comme nous l'avons vu, le développement de la production capitaliste s'accompagne nécessairement d'une augmentation de la productivité du travail social en général. Or, pareille augmentation signifie tout simplement qu'une quantité déterminée

de travail vivant met en œuvre une quantité croissante de travail mort. Dès lors :

« La masse du travail vivant employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé qu'elle met en œuvre, par rapport aux moyens de production consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voie son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux de profit ; celui-ci doit donc baisser continuellement. » (VI, 227)

La masse du travail vivant approprié par le capital se mesure, en valeur, par la somme $v + pl$, tandis que la masse du travail mort consommé se mesure, toujours en valeur, par le capital constant c . Or $(v + pl)/c > pl/(c + v) > pl/C$, ce dernier rapport n'étant autre que le taux de profit dans lequel C symbolise le capital total avancé. Par conséquent, si $(v + pl)/c$ diminue, a fortiori en est-il de même pour pl/C qui lui est toujours inférieur. Autrement dit, le taux de profit baisse nécessairement lorsque la composition technique du capital s'élève et, avec elle, sa composition organique, même si la seconde n'augmente pas dans les mêmes proportions que la première. Ainsi :

« [...] la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail » (VI, 227).

3.2. *Les freins internes.* Cependant, il existe un ensemble de facteurs qui freinent la baisse du taux de profit, en la transformant du coup en simple tendance. Parmi eux, certains sont *internes* à la loi : ils procèdent de la même raison qu'elle, l'augmentation de la productivité du travail social.

D'une part, cette dernière provoque aussi une dévalorisation des éléments entrant dans la composition du capital, qu'il soit constant ou variable. Or la dévalorisation de la force de travail entraîne une hausse du taux de plus-value ; tandis qu'une dévalorisation des moyens de production engendre une baisse de la composition organique du capital, ou du moins elle l'empêche de croître dans les mêmes proportions que sa composition technique. Deux effets propres à redresser le taux de profit.

D'autre part, les incessantes innovations techniques et scientifiques provoquent une dévalorisation au moins partielle du capital fixe en fonction, en favorisant l'obsolescence des moyens de travail et leur remplacement. Ce qui contribue également à redresser le taux de profit.

Enfin, les progrès de la productivité du travail s'accompagnent du gonflement de la surpopulation relative qui constitue une cause spécifique contrecarrant la baisse du taux de profit. Il dispose en effet les membres de cette « *armée industrielle de réserve* » à se vendre à un prix inférieur au niveau normal de salaire. Et cela rend possible la persistance de secteurs archaïques, caractérisés par un haut degré d'exploitation et une faible composition organique du capital, deux facteurs propres à augmenter le taux général de profit.

Cependant, ces freins internes à la loi n'ont qu'un effet limité. D'une part, quelle que soit la hausse du taux de plus-value engendrée par l'augmentation de la productivité du travail, celle-ci tend malgré tout à faire chuter le taux de profit. En effet, posons $k' = c/(v + pl)$ et $e = pl/(v + pl)$. k' est l'indice en valeur des rapports entre les quantités physiques de travail mort et de travail vivant consommés par le capital; lorsque la productivité du travail croît, k' croît en conséquence. Quant à e , il mesure en valeur la part de surtravail dans le travail vivant; lorsque la productivité du travail augmente, pl croît relativement à v et e tend donc vers 1. Avec ces conventions, en réduisant le capital avancé au capital consommé, le taux de profit s'écrit $p' = pl/(c + v) = e/(k' + 1 - e)$. Et, lorsque la productivité du travail augmente, p' varie comme $1/k$, il tend donc bien à diminuer :

« Voilà les tendances antagonistes qui, dans le même temps qu'elles poussent à une augmentation du taux de plus-value, agissent dans le sens d'une baisse de la masse de la plus-value produite par un capital donné et donc d'une baisse du taux de profit. » (VI, 246)

D'autre part, la dévalorisation du capital fixe rencontre elle aussi des limites. En effet, elle ne peut produire ses effets qu'à la condition que les capitalistes acceptent de remplacer leurs anciens moyens de travail par de nouveaux moyens de travail, plus performants et/ou moins coûteux, sans attendre que les premiers soient complètement usés ni même qu'ils aient été amortis. Ce à quoi ils ne peuvent consentir que si l'usage des nouveaux moyens de travail permet une baisse des coûts de production et partant la réalisation de surprofits,

compensant la perte engendrée par le remplacement prématuré des anciens moyens. De plus, la production de moyens de production moins coûteux ou plus performants implique elle-même une hausse souvent importante de la composition technique et organique du capital dans la section I et, partant, de l'ensemble du capital social.

Enfin, la dévalorisation du capital, qu'il soit constant ou variable, produit globalement des effets contradictoires. Car, dans la mesure où elle tend à redresser le taux de profit, elle constitue aussi un facteur d'extension et d'accélération de l'accumulation, lesquelles stimulent nécessairement, avec l'augmentation de la productivité du travail, les facteurs provoquant la baisse du taux de profit.

3.3. *Les freins externes.* Les facteurs internes contrecarrant la baisse du taux de profit peuvent donc au mieux en freiner la réalisation. Il en est de même pour une seconde série de facteurs, externes à la loi cette fois-ci.

Ainsi en va-t-il, en premier lieu, de tous les moyens exceptionnels d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail : allongement de la durée du travail au-delà de la normale, intensification du travail, réduction du salaire en dessous de la valeur de la force de travail, gonflement de la surpopulation relative. Quatre facteurs étroitement liés aux péripéties de la lutte de classes entre capital et travail salarié.

En deuxième lieu, il faut compter avec les bénéfices que le capital des formations centrales peut retirer de l'exploitation impérialiste des formations sociales de la périphérie mondiale. Celle-ci permet, en effet, de dévaloriser ses composantes tant constantes que variables par l'importation de moyens de production (notamment des matières premières) et des moyens de consommation (notamment des matières alimentaires) produits à vil prix dans les formations périphériques. Elle permet tout aussi bien d'augmenter la masse totale de la plus-value entrant dans la péréquation constitutive du taux de profit général des formations centrales grâce à l'échange inégal qui s'institue entre ces dernières et les formations périphériques, les différences d'intensité et de productivité entre elles entraînant un transfert de valeur des secondes vers les premières, comme il s'en produit entre branches à composition organique inégale.

En troisième lieu, le processus de centralisation du capital exerce lui aussi une action contrecarrant la baisse du taux général de profit. Car les formes socialisées du capital auxquelles il donne nais-

sance (capitaux par actions, capitaux d'Etat), qui se développent dans les branches nécessitant l'avance d'énormes quantités de capitaux, ne sont plus traitées et rémunérées que comme des capitaux de prêt, en fonction du taux d'intérêt en vigueur, toujours inférieur au taux de profit. Ces capitaux n'entrent donc pas pleinement dans le système de péréquation constitutif du taux de profit général, en évitant à celui-ci de chuter davantage encore.

L'efficacité de ces différents facteurs externes fluctue donc en fonction des rapports de force entre fractions, classes et formations nationales ; et elle trouve par conséquent aussi ses limites en eux. Par ailleurs, comme pour les freins internes à la loi, l'effet global de ces facteurs externes est contradictoire : s'ils stimulent la hausse du taux de profit, ils tendent aussi à relancer l'accumulation à une échelle et une vitesse supérieures, ce qui conduit inversement à activer les facteurs de sa baisse.

3.4. *Le résultat final : la crise.* En définitive, tous les facteurs, internes et externes, contrecarrant la loi de baisse du taux de profit ne sont pas en mesure d'en abroger la sanction :

«Ils ne suppriment pas la loi mais en affaiblissent l'effet. Sinon ce n'est pas la baisse du taux de profit qui serait incompréhensible, mais inversement la lenteur relative de cette baisse. C'est ainsi que la loi n'agit que sous la forme de tendance dont l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes de temps.» (VI, 251)

A long terme, inévitablement, se produit ainsi une baisse du taux général de profit. Or, si, pour de gros capitaux parvenus à maturité, la masse du profit peut être plus importante que son taux, c'est l'inverse pour tous les nouveaux capitaux qui se forment : la préoccupation du taux de profit l'emporte pour eux sur celle de sa masse, dans la mesure où c'est son taux qui conditionne directement leur possibilité d'accumuler. Ainsi, l'échelle et la vitesse de l'accumulation du capital social dépendent-elles essentiellement du taux de profit général. Et une baisse de ce dernier entraîne, à terme, un ralentissement et finalement une contraction de l'accumulation du capital, autrement dit une crise de la reproduction du capital. Car :

«[...] si le taux de mise en valeur du capital total, le taux de profit, est bien l'aiguillon de la production capitaliste (de même que la mise en valeur du capital est son unique fin), sa baisse ralentira la constitution de nouveaux capitaux autonomes et elle sem-

ble dès lors menacer le développement de la production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent.» (VI, 254-255)

La baisse tendancielle du taux de profit manifeste finalement une contradiction foncière entre le but de la production capitaliste, qui est toujours la valorisation maximale du capital, et les moyens qu'elle met en œuvre à cette fin, notamment l'augmentation de la productivité du travail. Cette dernière conduit en effet à rendre la valorisation du capital de plus en plus difficile et parcimonieuse, en diminuant sans cesse la quantité de travail vivant qu'un capital de grandeur donnée peut absorber et, par conséquent, la quantité de surtravail qu'il peut extorquer. En un mot, elle tend à tarir la source même de toute plus-value.

«Le moyen – développement inconditionné de la productivité sociale – entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant.» (VI, 263)

La baisse du taux de profit signifie encore qu'il y a périodiquement trop de capital en fonction relativement à la masse de la plus-value formée. Dès lors, la poursuite de la reproduction du capital suppose la destruction (la dévalorisation relative ou même absolue) d'une partie du capital existant, par l'intermédiaire d'une vente à perte des marchandises produites, d'une dépréciation ou même d'une mise au rebut (faillites, restructurations) de capitaux productifs et de la mise en jachère d'une partie du capital-argent potentiel. C'est là d'ailleurs la fonction essentielle de la crise : en purgeant le capital de ses propres excédents mais en le contraignant aussi à renouveler ses modes de valorisation (de formation et de réalisation de la valeur), elle contribue à rétablir les conditions d'un redémarrage de l'accumulation.

4. La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial et en capital financier (capital marchand)

L'analyse du procès de circulation du capital au sein du Livre II nous a montré qu'une partie de tout capital industriel, partant de l'ensemble du capital social, doit toujours se trouver engagée dans le procès de circulation. Elle y remplit les indispensables fonctions

du capital-marchandise et du capital-argent : les opérations de vente $M' - A'$ et les opérations d'achat $A - M$ ($M_p + T$) par lesquelles le capital productif assure sa reproduction.

Le capital marchand se constitue dès lors qu'une fraction de ce capital de circulation s'autonomise à l'égard du capital industriel pour se spécialiser dans les fonctions du capital-marchandise et du capital-argent. Ainsi se forme *le capital commercial* dont la fonction spécifique est de concentrer les opérations d'achat et de vente des marchandises en amont comme en aval du procès de production : l'achat en gros des produits des capitaux industriels d'une ou de plusieurs branches de production, pour en détailler la vente (directement ou indirectement) aux consommateurs, et l'achat en gros des moyens de production (par exemple des matières premières) pour les revendre aux industriels qui en ont besoin. Quant au *capital financier*, seconde forme du capital marchand, il ne nous intéresse ici qu'en tant qu'il effectue (sous forme du système bancaire) certaines opérations « *purement techniques* » (VI, 324) de métamorphose du capital-argent pour le compte de l'ensemble des capitalistes, industriels ou commerçants : encaissement, décaissement, compensation entre créances, tenue de la comptabilité, gestion de l'indispensable trésorerie, transfert de fonds, change, etc.

L'analyse du procès de circulation nous a également appris que la formation du capital marchand, sous cette double espèce, fait partie des moyens permettant de repousser les limites que le procès de circulation oppose à la valorisation du capital. D'une part, la concentration et centralisation des indispensables fonctions du capital-marchandise et du capital-argent permet de réduire les frais de circulation qu'elles occasionnent, autrement dit la masse du capital additionnel qu'il faut avancer pour assurer la circulation du capital. D'autre part et simultanément, la concentration et la centralisation de ces opérations permettent de les accélérer, donc de réduire le temps de circulation ; elles permettent par conséquent d'accélérer la rotation du capital industriel et, du même coup, d'accroître la masse et le taux annuels de la plus-value.

Mais l'autonomisation d'une partie du capital social sous forme du capital commercial et du capital bancaire répond plus immédiatement encore aux exigences du procès de production. Par définition, la production capitaliste est une production de masse : avec l'augmentation constante de la productivité du travail social, une même quantité de valeur (donc de capital) se matérialise sans cesse

en une masse plus grande de produits. Pour voir refluer rapidement vers lui le capital avancé et la plus-value formée (métamorphosée en profit), le capitaliste industriel doit donc pouvoir vendre sa production en bloc et d'un seul coup soit à un autre industriel capitaliste, soit à un commerçant capitaliste (un capitaliste faisant fonction de commerçant) qui se chargera de l'écouler sur le marché, d'en détailler la circulation.

Et la même chose vaut *mutatis mutandis* pour le capital financier. Au fur et à mesure où s'élargit l'échelle de la reproduction du capital productif, ce sont des sommes toujours plus importantes qu'il faut encaisser ou décaisser à période régulière ou de manière impromptue, tandis que la fréquence de ces opérations augmente elle aussi. La comptabilité se complexifie dès lors que, avec l'échelle de la production, s'accroît le nombre des clients et des fournisseurs, mais aussi la quantité et la diversité des salariés. Surtout, avec la reproduction élargie du capital productif augmente le volume du capital-argent potentiel dont il faut disposer en permanence comme fonds de réserve ou fonds de roulement ou qui s'accumule comme fonds d'amortissement et fonds d'accumulation. La nécessité d'un organisme centralisant l'ensemble de ces opérations, faisant fonction de caissier, de comptable et de trésorier général se fait de plus en plus sentir auprès du capital industriel pris dans son ensemble. Et c'est cette fonction que remplit en premier lieu le capital financier.

Mais il ne suffit pas que l'autonomisation d'une partie du capital de circulation sous forme du capital marchand soit nécessaire, il faut encore qu'elle soit possible. Et elle ne l'est qu'à la condition que la fraction du capital social ainsi autonomisée se valorise après son autonomisation comme avant elle, alors qu'elle n'était encore qu'une partie intégrante du capital industriel. Et ce en dépit du fait qu'elle n'est plus maintenant en fonction que dans le procès de circulation qui, par définition, ne forme ni valeur ni plus-value.

Or c'est précisément cette condition de possibilité qu'assure la transformation de la plus-value en profit moyen. En effet, la formation de ce dernier s'obtient par péréquation de la quantité globale de la plus-value entre l'ensemble des capitaux avancés pour la former et la réaliser, sans faire nulle distinction non seulement entre capital constant et capital variable, ou entre capital circulant et capital fixe, mais encore entre capital productif (en fonction dans le procès de production) et capital improductif (en fonction dans le

procès de circulation), comme si *rien* que le capital mais *tout* le capital avancé avait participé à la formation de la plus-value et avait par conséquent droit à participer à sa péréquation. Ce sont donc toutes les fractions du capital avancé, qu'elles opèrent dans le procès de production ou dans le procès de circulation, qui doivent être également valorisées et qui demandent à l'être.

Et cela est vrai qu'elles soient parties intégrantes de capitaux industriels ou qu'elles opèrent de manière autonome sous forme de capitaux marchands. Ainsi le profit moyen échoit-il aussi bien aux seconds qu'aux premiers.

Sous forme du profit moyen, la plus-value se répartit donc non seulement entre l'ensemble des capitaux industriels mais encore entre l'ensemble des capitaux marchands, en valorisant ces derniers au même titre que les premiers. La formation d'un profit marchand est donc l'effet direct du fétichisme capitaliste qui fait apparaître la valorisation du capital comme l'œuvre du seul capital, toutes les composantes de ce dernier y prenant part et exigeant une égale rémunération proportionnellement à leur grandeur.

Œuvre du fétichisme capitaliste, le profit marchand le conforte en retour. Car, avec lui, apparaît une forme de capital qui semble capable de se valoriser dans et par le seul procès de circulation, sans passer par la médiation d'un procès de production. Ainsi en va-t-il notamment du capital commercial, dans et par lequel la formule générale du capital, $A - M - A'$, acheter pour revendre plus cher, reçoit apparemment un contenu réel. Sous la forme du capital commercial, l'autonomisation de la valeur à l'égard de sa substance, le travail productif, franchit ici une nouvelle étape.

5. Le partage du profit en intérêt et profit d'entreprise

A ce stade de l'analyse, le capital financier ne nous est connu que sous sa forme la plus élémentaire, en tant qu'il se charge de certaines «*fonctions techniques*» indispensables à la circulation du capital industriel et du capital commercial. Mais le développement de la production capitaliste donne nécessairement naissance à des formes bien plus sophistiquées de ce capital qu'il est temps d'aborder.

5.1. *Le capital porteur de prêt.* Les précédentes analyses du cycle du capital industriel ont présupposé que chaque capitaliste

opère avec son propre capital, qu'il est en quelque sorte le seul propriétaire du capital qu'il avance à fin de valorisation. En réalité, il n'en est pas ainsi et il ne peut pas en être ainsi : la dynamique du procès de reproduction du capital oblige fréquemment les capitalistes, industriels ou négociants, à emprunter une partie du capital qu'ils mettent en valeur, à opérer avec un capital de prêt.

En effet, l'élargissement continu de l'échelle de la reproduction du capital industriel, la concentration des moyens de production et des forces de travail qu'il entraîne, fait croître sans cesse la quantité minimale de capital dont chaque capitaliste doit disposer pour entamer ou tout simplement poursuivre ses affaires. Cette quantité devient rapidement telle qu'elle excède ce qu'un seul individu ou même un groupe limité d'individus (par exemple une famille) peut réunir comme capital-argent par ses seuls moyens. Il lui faut alors nécessairement recourir au capital d'autrui, que ce soit sous la forme d'un emprunt pur et simple ou sous celle d'une association (par exemple la constitution de capital par actions).

Cette nécessité surgit souvent à l'occasion d'un élargissement de l'échelle de la production, lorsqu'il s'agit d'adjoindre un capital additionnel au capital déjà en fonction : le fonds d'accumulation constitué par thésaurisation de la plus-value s'avère insuffisant ou sa constitution prendrait trop de temps. Mais cette même nécessité peut aussi surgir lors de la constitution d'un nouveau capital ; c'est le cas dans les branches de production (mines, travaux publics, transports, sidérurgie, etc.) impliquant des avances énormes de capital.

Mais, si la dynamique de la reproduction du capital rend nécessaire la formation du capital de prêt, elle la rend aussi possible. D'une part, au sein du mode de production capitaliste, tout argent est potentiellement capital, valeur en procès ; et, pour actualiser cette potentialité, il lui suffit d'être avancé dans le procès de reproduction, de participer sous quelque forme que ce soit à ce procès, que ce soit à l'initiative de son propriétaire ou à celle d'un tiers auquel ce dernier l'aura prêté. A ses fonctions dans la circulation marchande, l'argent adjoint désormais cette fonction supplémentaire de capital potentiel, d'instrument à produire du profit, qui va lui permettre de devenir 'marchandise', de s'aliéner sous forme de capital de prêt.

D'autre part, nous savons que le cycle du capital industriel s'accompagne nécessairement de l'accumulation de capital-argent la-

tent, thésaurisé sous forme de fonds de réserve, de fonds de roulement, de fonds d'amortissement et de fonds d'accumulation, dans l'attente d'entrer en fonction dans le procès de reproduction. Et, avec l'élargissement de l'échelle de la reproduction du capital, s'accroît aussi la richesse sociale générale, y compris la partie de cette richesse destinée à la consommation individuelle : les revenus monétaires des différentes classes de la société augmentent et, avec eux, les réserves monétaires dont peuvent disposer au moins les classes supérieures et moyennes, excédents de leurs revenus monétaires sur leurs dépenses courantes de consommation.

C'est à cette double source (capital-argent potentiel et réserves monétaires) que s'alimente la constitution du capital de prêt. Deux institutions sont particulièrement chargées d'en capter les flux et de les transformer en stocks de capital de prêt mis à la disposition des capitalistes actifs, industriels ou commerçants. Il s'agit, d'une part, du système bancaire, recueillant sous forme de dépôts (généralement rémunérés) le capital-argent potentiel et les réserves monétaires ; ainsi le capital bancaire acquiert-il sa véritable fonction de médiation entre les prêteurs potentiels et les emprunteurs potentiels, ce faisant lui-même emprunteur auprès des premiers et prêteur auprès des seconds. A quoi s'ajoute, d'autre part, le marché financier, marché sur lequel les capitalistes (industriels et commerçants, mais aussi banquiers) peuvent lever du capital moyennant l'émission de titres de crédit (obligations) ou de propriété (actions). Ces deux institutions financières, la banque et la bourse, évitent notamment que le capital-argent potentiel, qui s'accumule en marge du procès de reproduction, ne reste en jachère, inemployé et improductif.

Cependant, quelle que soit la forme qu'il revête, le capital de prêt ne peut se réaliser comme capital, comme valeur en procès, qu'en se conservant et en s'accroissant : qu'à la double condition non seulement de refluer intégralement, au bout d'un certain temps, entre les mains de son propriétaire (le prêteur) mais de refluer en ayant été engrossé d'une survaleur. Prêté comme A , il doit refluer comme $A' = A + \Delta A$. Ce qui n'est possible que pour autant que le capitaliste actif, capitaliste industriel ou négociant capitaliste, qui a emprunté ce capital pour le faire fonctionner comme tel dans le procès de reproduction, rétrocède à son propriétaire (le prêteur), avec le capital-argent qu'il lui a emprunté, une partie du profit qu'il a réalisé grâce à lui. Le profit moyen de l'entrepreneur capitaliste,

industriel ou négociant, se fractionne ainsi lui-même en deux, donnant naissance d'une part au profit d'entreprise qui seul lui reste (en tant qu'entrepreneur mettant effectivement en œuvre le capital dans le procès de reproduction), d'autre part à un intérêt que s'approprie le propriétaire du capital de prêt.

$A - A'$, tel est donc le mouvement caractéristique du capital de prêt. Ainsi, avec ce dernier, apparaît une forme du capital qui se conserve et s'accroît non seulement en marge du procès de production comme le capital marchand mais, plus largement, en marge du procès de reproduction, en marge de l'unité des deux procès de production et de circulation. Certes, pour que le capital prêté rapporte un intérêt, il faut bien qu'il soit employé comme capital (industriel ou marchand) dans le procès de reproduction et y qu'il y forme du profit. Mais c'est là une médiation qui disparaît totalement de son mouvement propre de capital de prêt, qui se réduit à l'échange $A - A'$, de l'argent contre une somme d'argent supérieure :

« Nous avons ici $A - A'$, de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes. » (VII, 55)

Dans ce mouvement, la nature et l'origine de la plus-value (sous la forme de l'intérêt) sont complètement occultées, puisque tout rapport avec le procès de production a disparu. Si bien que, sous la forme du capital de prêt, la valeur semble réellement pourvue d'un pouvoir magique de se valoriser par elle-même, d'engendrer par elle-même une survaleur. En conséquence, avec la formation du capital de prêt, un degré supplémentaire est franchi dans le fétichisme capitaliste, dans l'apparence irrationnelle d'auto-engendrement du capital.

« C'est donc dans le capital porteur d'intérêt que ce fétiche automate est clairement dégagé : valeur qui se met en valeur elle-même, argent engendrant de l'argent ; sous cette forme, il ne porte plus les marques de son origine [...]. L'argent acquiert ainsi la propriété de créer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, tout aussi naturellement que le poirier porte des poires. » (VII, 56)

5.2. *Le capital fictif.* Avec le développement du capital de prêt, du capital porteur d'intérêt, l'argent apparaît capable d'engendrer de l'argent par lui-même. Tout semble se passer désormais comme

s'il suffisait en quelque sorte d'avancer de l'argent pour obtenir en retour une somme supérieure d'argent. C'est ce fétichisme de la valeur sous sa forme de capital financier qui va donner naissance au capital fictif.

Dès lors, en effet, tout actif, de quelque nature qu'il soit, qui assure à son détenteur un revenu régulier, va passer, du point de vue de celui qui le possède, pour un capital dont ce revenu constituerait en somme l'intérêt. Tel est le principe de la capitalisation.

« On appelle capitalisation la constitution du capital fictif. On capitalise n'importe quelle recette se répétant régulièrement en calculant, sur la base du taux d'intérêt moyen, le capital qui, prêté à ce taux, rapporterait cette somme ; par exemple, si la recette annuelle est de 100 £ et le taux de 5 %, les 100 £ seraient l'intérêt annuel de 2000 £ et ces 2000 £ passent pour la valeur-capital du titre de propriété qui, juridiquement, ouvre droit aux 100 £ annuelles. » (VII, 128-129)

On peut ainsi attribuer une valeur-capital à n'importe quel titre de propriété, propriété de capital (actions) mais aussi propriété foncière, ou à n'importe quel titre de crédit (créance commerciale, créance bancaire, hypothèque, titre de la dette d'Etat, etc.) rapportant un revenu déterminé à son détenteur, en l'autorisant à prélever régulièrement (sous différentes formes : intérêt, dividende, rente, etc.) une part de la richesse sociale.

La valeur-capital de ces titres, leur valeur en leur qualité de capital, est purement fictive ; et ils constituent eux-mêmes des capitaux fictifs. Cela est bien évident lorsque ce titre ne représente pas un capital réel. Par exemple, dans le cas d'une créance sur l'Etat, d'un titre de la dette d'Etat. En effet, l'argent prêté par ses créanciers à l'Etat n'est, en règle générale, nullement utilisé par ce dernier comme capital. Au contraire, il est purement et simplement dépensé par l'Etat comme revenu, pour financer les différentes fonctions qu'il remplit et doit remplir au sein de la société capitaliste ; il est par conséquent définitivement perdu pour l'Etat et ne refluera jamais vers lui, contrairement à ce que fait tout capital. Dans ces conditions, le principal et l'intérêt reviennent au propriétaire de la créance sur l'Etat non pas comme refluent un capital et son profit mais tout simplement parce que cette créance lui donne droit à une part de la fraction de la richesse sociale que l'Etat s'approprie par l'intermédiaire de l'appareil fiscal.

Mais la valeur-capital d'un titre n'est pas moins fictive dans le cas où ce titre représente un capital réel, par exemple dans le cas d'actions (de parts de capitaux socialisés) ou d'obligations (de titres de crédit émis par des capitaux empruntant directement sur le marché financier).

« [...] ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriétés, des actions, la seconde fois en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser. » (VII, 129)

Ces actions ou obligations sont tout au plus des « *duplicata du capital réel* » (VII, 139), qui existent à côté de lui, des « *chiffons de papier* » (ibid.) qui n'ont par eux-mêmes aucune valeur et qui ne constituent en rien un capital. Dans tous les cas donc, leur valeur-capital, obtenue par capitalisation des revenus qu'ils génèrent, constitue un capital tout aussi fictif que celle des créances sur l'Etat (ou sur des particuliers).

Cependant, ce qui va donner une apparence de réalité au capital fictif, c'est le mouvement autonome qu'acquiert la valeur de ces titres sur le marché financier. La capitalisation les dote en effet d'une valeur de marché qui va permettre de les transformer en marchandises, de les rendre négociables – et de garantir aussi du même coup leur parfaite liquidité (la capacité pour leurs détenteurs de les reconvertir en argent). Valeur de marché qui est déterminée, selon le principe de la capitalisation, à la fois par les revenus réels ou potentiels que ces titres rapportent ou sont censés rapporter et par le taux d'intérêt moyen courant. Valeur autour de laquelle va osciller leur prix de marché, en fonction du rapport entre leur offre et leur demande sur le marché boursier :

« Le mouvement autonome de valeur de ces titres de propriété – pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi – renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent ou du droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix est fixé selon des lois propres. » (VII, 129)

Le mouvement de ces prix sur le marché financier apparaît d'autant plus autonome que ce marché est éminemment spéculatif. Plus qu'aucun autre marché, il est fondé sur des anticipations incertaines

qui donnent lieu, par conséquent, à des mouvements erratiques. Cela s'explique, d'une part, parce que la valeur de capitalisation des titres est calculée non pas sur les revenus passés qu'ils ont rapportés mais sur les revenus escomptés dans l'avenir (du moins pour ceux de ces titres dont les revenus sont variables). D'autre part, cette même valeur de capitalisation est fonction de l'évolution des taux d'intérêt, qui dépend de multiples facteurs, liés notamment à la dynamique d'ensemble de l'économie capitaliste, ce qui la rend pour partie imprévisible. Dès lors, la valeur de ces titres se prête admirablement à toutes les manœuvres spéculatives destinées à la faire varier (à la hausse ou à la baisse) pour encaisser, au passage, des profits spéculatifs, sous forme de ce qu'on nomme habituellement et improprement des « *plus-values* ».

Ce faisant, non seulement la spéculation sur le marché financier conforte l'apparence de cette fiction que constitue la valeur de capitalisation des titres ; mais encore elle dote réellement le capital fictif d'un mouvement propre qui consiste à faire de l'argent avec de l'argent en achetant et en vendant des « *chiffons de papier* » (des titres de propriété et de crédit). La forme de ce mouvement est donc $A - (t) - A'$. Les parenthèses qui entourent t sont destinées à signifier qu'il s'agit là d'une valeur fictive, obtenue par capitalisation du revenu rapporté par ou escompté sur le titre t . Une certaine somme d'argent A est avancée pour acheter un titre à son prix de marché (t), pour le revendre en réalisant au passage un profit spéculatif, une « *plus-value* » boursière, $\Delta A = A' - A$, procédant d'une hausse de sa valeur de marché ou simplement de son prix de marché, sur la base d'une augmentation (réelle ou escomptée) des revenus qu'il rapporte ou d'une baisse (réelle ou escomptée) des taux d'intérêt.

Il est à peine besoin de faire remarquer que, sous cette forme, le fétichisme du capital est accompli : l'apparence d'une capacité de la valeur à se mettre en valeur par sa simple circulation est ici à son comble du seul fait que ce qui est ainsi mis en circulation, ce ne sont plus des valeurs réelles mais des valeurs purement fictives, celles de simples « *chiffons de papier* ». C'est l'indice que l'on est parvenu à l'apogée de l'autonomisation de la valeur.

5.3. *Le point ultime de l'autonomisation contradictoire de la valeur.* En définitive, la fiction du capital fictif est triple. En premier lieu, ce capital ne fonctionne pas, ni directement ni indirectement, dans le procès de reproduction et il n'est pas destiné à y fonction-

ner. Alors que, pourtant, l'argent ne peut se transformer réellement en capital (y compris sous la forme du capital de prêt) que dans et par la médiation du procès de production, la médiation de son échange contre la force de travail, seul facteur capable de conserver et d'accroître la valeur antérieurement formée.

En deuxième lieu, les valeurs par la circulation desquelles le capital fictif se conserve et se valorise sont des valeurs purement fictives, obtenues par capitalisation de revenus la plupart du temps seulement potentiels. Le capital fictif est donc le moment où la valeur semble s'émanciper totalement des contraintes et des limites du procès cyclique de reproduction du capital (unité du procès de production et du procès de circulation), où elle semble se détacher de sa propre substance, le travail social, où elle semble pouvoir mener une vie propre dans un monde à part, l'univers de la finance. C'est donc aussi le moment où elle cesse d'être procès réel de valorisation pour n'être plus que procès fictif de valorisation – mais dont les effets sont bien réels pour celui qui poursuit et réussit de telles opérations financières.

En troisième lieu, ce capital est fictif en tant qu'il se valorise sans aucune création (formation) de valeur, il se valorise sans aucune valorisation réelle. C'est dire que sa valorisation ne peut se fonder que sur la redistribution d'une valeur déjà créée, qu'elle est, du point de vue de la création de valeur (donc de la création de richesse abstraite mais aussi concrète), une opération stérile. Autant dire que le marché boursier sur lequel a lieu la valorisation du capital fictif est un jeu à somme nulle : ce qui est gagné par les uns est nécessairement perdu par les autres, les « *plus-values* » enregistrées d'un côté se payant de « *moins-value* » de l'autre. Ou plutôt, il serait un jeu à somme nulle s'il n'était pas constamment alimenté par les apports en argent frais assurés par l'arrivée de nouveaux « *joueurs* », de nouveaux participants au jeu de la finance, compensant le retrait d'autres joueurs, ruinés ou non.

Cependant, le capital fictif n'en est pas moins apparemment du capital, au sens où il est une forme possible de valorisation (de conservation et d'accroissement) de la valeur. Bien plus, il apparaît comme la forme supérieure du capital, celui dans laquelle ce dernier réalise apparemment toutes ses exigences :

- C'est de l'argent qui engendre de l'argent sans avoir à passer par la médiation, toujours problématique et aléatoire, du procès de reproduction : par la médiation de la production et de la circulation

de marchandises. Ce que le capital financier sous sa forme de capital de prêt ne parvient à réaliser qu'en partie, puisqu'il reste tributaire des reflux d'argent dans le procès de reproduction réel.

- C'est aussi une forme du capital parfaitement fluide (les titres dans lesquels il s'investit sont tous négociables et interchangeables) et donc aussi parfaitement mobile, qui peut s'investir et se désinvestir en un clin d'œil, le temps de passer un ordre d'achat ou de vente à la bourse, le temps d'un de ces signes ésotériques qu'utilisent les opérateurs boursiers autour de « *la corbeille* », le temps aujourd'hui de presser sur une touche d'ordinateur.

Ainsi, lorsqu'on parle de capital fictif, il ne faut pas comprendre la détermination fictive de ce capital simplement, unilatéralement, dans son seul sens ordinaire de capital irréel, mais dialectiquement. Sa fiction est l'indice du degré d'abstraction concrète auquel est parvenue la valeur dans son mouvement d'autonomisation. En ce sens, qualifier de fictive l'économie financière fondée sur la circulation de titres et la spéculation sur leurs cours, ce n'est pas lui dénier toute réalité, bien au contraire. En particulier, via le capital de prêt dont elle est une composante essentielle, cette économie fictive est en mesure de se saisir de l'économie réelle (le procès de reproduction du capital), de la plier à ses exigences spéculatives, de la vampiriser même. Cette fiction (la plus extrême abstraction de la valeur) est donc en mesure de s'emparer de la réalité même du travail social.

Et pourtant, cette économie de « *chiffons de papier* », dans laquelle on spéculé essentiellement sur les variations de la valeur fictive de titres, est bien irréaliste en un sens. Ce qui en témoigne, en définitive, ce sont les krachs périodiques qu'elle connaît, au cours desquels d'immenses fortunes en papier et sur le papier se dissipent comme des mirages en l'espace de quelques heures, voire de quelques minutes. Car ces mêmes krachs nous rappellent sa totale dépendance, en dernière instance, à l'égard des mouvements de l'économie réelle (ceux de la production et de la productivité, des salaires et des prix, des taux de profit et des taux d'intérêt, etc.) et de ses limites. La forme suprême d'affirmation de l'autonomie de la valeur, le capital fictif, constitue donc aussi sa forme d'existence la plus précaire, la plus fragile, la moins consistante : celle où une simple rumeur (sur le taux de valorisation du capital réel, sur l'évolution des taux de profit, sur l'évolution des taux d'intérêt, etc.) suffit par exemple à la détruire.

Ainsi, en poussant à bout le processus d'abstraction inhérent à la valeur, en se séparant aussi complètement que possible du procès de production qui lui donne naissance, le capital fictif ne fait qu'exacerber la contradiction qui marque ce processus de part en part. Sous cette forme où son autonomie à l'égard de sa propre substance, le travail social, semble totale, la valeur se résout véritablement en une fiction qui peut se dissiper à tout moment, dès lors que s'effondrent la croyance et l'illusion en son autonomie qui seules la maintiennent. Sous forme du capital fictif, la valeur est alors à l'image de ces personnages de dessins animés dont la course ne peut se poursuivre que tant qu'ils n'ont pas conscience qu'ils sont suspendus dans le vide.

6. La conversion du surprofit en rente foncière

Pour parachever l'analyse des formes de la valeur naissant de la métamorphose et du fractionnement de la plus-value, il nous faut encore scruter la formation de la rente foncière.

6.1. *Capital et propriété foncière.* Le capital présuppose l'expropriation des producteurs, leur séparation de tout moyen de production et de tout moyen de consommation propre. Cela signifie notamment la séparation entre eux et la terre, considérée à la fois comme condition spatiale de toute activité humaine en général et comme moyen de production spécifique, offrant toutes les ressources du sol et du sous-sol. Ainsi le capital suppose nécessairement la monopolisation de la terre par une classe d'agents distincts des producteurs immédiats qui la travaillent et la mettent en valeur.

Mais cette classe de propriétaires fonciers ne peut pas être la classe capitaliste elle-même. En effet, comme nous l'avons vu, le développement de la production capitaliste exige une parfaite fluidité et mobilité du capital, sa capacité de s'investir et de se désinvestir le plus rapidement possible, de passer sans cesse d'une branche de production à une autre, au gré des fluctuations des conditions de valorisation du capital. Or une pareille mobilité du capital est nécessairement entravée par son investissement dans l'achat de terrains et de biens-fonds. Sans compter qu'un pareil investissement accroît sa composition organique et notamment la part du capital fixe.

Le parfait développement du capital comme rapport de production implique donc sa séparation de la propriété foncière. Si le capital doit pouvoir accéder à la terre et en disposer comme moyen de production, celle-ci ne doit pas constituer elle-même un élément du capital. Par conséquent, cette disposition ne prendra pas la forme d'une pleine propriété de la terre mais de sa simple possession locative.

Le capital tend ainsi à créer une forme bien spécifique de propriété foncière, fort différente de ses homologues précapitalistes, dans laquelle la terre se trouve séparée tant de son usage productif (par le travail salarié) que de sa mise en valeur marchande (par le capital) : le capital exige que la propriété foncière soit transformée en un élément qui est et reste extérieur et étranger au procès de production, dans sa double dimension de procès de travail et de procès de valorisation. Il crée du même coup une classe de purs propriétaires fonciers qui ne sont ni des travailleurs salariés ni des entrepreneurs (ou négociants) capitalistes : ils se contentent de louer leurs terres aux seconds pour qu'ils les fassent mettre en valeur par les premiers.

Mais, si les propriétaires fonciers ne prennent plus part à la production comme telle, ni même à sa direction et à son organisation, s'ils n'ont plus de ce fait la charge d'extorquer du surtravail, ils n'en possèdent pas moins encore *le monopole* d'une condition essentielle de la production et d'un moyen de production irremplaçable : la terre (sol et sous-sol). Par conséquent, ils disposent aussi du pouvoir d'autoriser ou d'interdire l'accès du capital à ce moyen indispensable. Et ils ne lui en délivrent l'autorisation qu'à la condition qu'en contrepartie celui-ci leur verse un revenu prélevé sur la plus-value formée par les travailleurs salariés qu'il exploite.

Tel est le principe de la rente foncière sous sa forme capitaliste, prix de la location par le capital de la parcelle de la terre nécessaire à son activité. Raisonnant sur le cas de la rente foncière agricole (mais ses conclusions peuvent être étendues *mutatis mutandis* à toutes les autres formes de rente foncière : minière, immobilière, etc.), Marx montre qu'elle prend en fait deux formes différentes.

6.2. *La rente différentielle.* La première, appelée rente différentielle, procède de la conversion du surprofit que le fermier capitaliste peut éventuellement réaliser, comme tout autre producteur capitaliste. En effet, pour une structure de l'offre et un niveau de la

demande donnés, le prix de marché des produits agricoles se règle d'après leur prix de production sur les plus mauvais terrains, les moins fertiles (naturellement ou artificiellement) ou les plus mal situés (les plus éloignés des marchés et des centres de consommation), prix qui assure malgré tout le profit moyen au capital investi sur ces terrains, dans la mesure où leurs produits restent socialement nécessaires (il existe une demande solvable pour eux). Dans ces conditions, ce prix permet aux capitaux investis sur les terrains de qualité moyenne ou supérieure (plus fertiles ou mieux situés) de réaliser un surprofit, un profit supérieur au profit moyen, procédant de la différence entre les prix de production individuels de leurs produits et leur prix de production général, régulateur de leur prix de marché, fixé par les conditions de production sur les plus mauvais terrains.

Il n'y a là, somme toute, rien d'exceptionnel. Le même phénomène se produit dans n'importe quelle branche de production chaque fois qu'un capitaliste peut opérer dans des conditions de valorisation de son capital plus favorables, grâce par exemple à une technologie ou à une organisation du travail plus productives ou à une meilleure position sur le marché, que les conditions moyennes dans lesquelles opère la grande masse des capitaux de la branche considérée. Mais il suffit aussi d'une généralisation de ces conditions plus favorables, qu'opère normalement la concurrence entre les capitaux, pour que le prix de production général s'abaisse et que le surprofit disparaisse en conséquence.

Ici, au contraire, cette généralisation n'est pas possible. Car, par hypothèse, on suppose que les conditions plus favorables de production sont liées aux qualités naturelles ou artificielles particulières de certains terrains, dont le monopole de la propriété foncière réserve le bénéfice aux seuls capitalistes agraires qui les louent. En somme, ces derniers bénéficient de conditions de production *non reproductibles* par le capital, susceptibles par conséquent d'engendrer un surprofit permanent.

Dans ces conditions, le contrôle de l'accès aux terrains de meilleure qualité que détiennent leurs propriétaires leur permet aussi d'exiger, en contrepartie de leur location, le versement d'une rente qui peut aller jusqu'à égaliser la totalité du surprofit réalisé par les fermiers capitalistes opérant sur eux. Dans ce cas, le monopole de la propriété foncière n'est donc pas la source du surprofit que réalisent les fermiers capitalistes opérant sur les terres de qualité

moyenne ou supérieure ; mais il est la cause directe de sa conversion (partielle ou même totale) en rente foncière (différentielle).

6.3. *La rente absolue.* L'analyse précédente exclut que les plus mauvais terrains soient porteurs de rente différentielle. Cependant, pour autant que la production sur ces derniers reste socialement nécessaire, qu'il existe une demande solvable pour leurs produits, il faut supposer qu'ils puissent eux aussi rapporter malgré tout une rente à leurs propriétaires, sans quoi ces derniers ne les mettraient pas en location et la production sociale serait déficitaire. Autrement dit, il faut supposer qu'en plus de la rente différentielle existe une deuxième catégorie de rente foncière s'ajoutant à la précédente, que Marx nomme absolue, parce qu'elle procède directement et exclusivement du monopole de la propriété foncière.

Contrairement à la rente différentielle, la rente absolue ne peut pas procéder de la conversion d'un surprofit provenant de conditions de valorisation du capital supérieures à la moyenne, puisqu'on se place ici au contraire dans la situation des capitaux investis sur les plus mauvais terrains, tout juste capables de rapporter le profit moyen. Mais elle ne peut pas non plus procéder d'un prélèvement sur le profit moyen de ces capitaux, sans quoi ceux-ci se retireraient de la production.

Dès lors, le problème n'admet pas d'autre solution que de supposer, d'une part, que le capital agricole présente une composition organique inférieure à la composition organique moyenne de l'ensemble du capital social ainsi qu'une vitesse de rotation inférieure à la vitesse de rotation moyenne (deux conditions généralement vérifiées), que par conséquent les valeurs de marché des produits agricoles sont en règle générale supérieures à leur prix de production ; et que, d'autre part et surtout, du fait du monopole dont jouit la propriété foncière, cette dernière peut faire obstacle au libre investissement de capital dans l'agriculture, qui permettrait de faire entrer cette différence entre les valeurs de marché des produits agricoles et leur prix de production dans la péréquation formatrice du profit moyen. C'est l'existence de cet obstacle qui détermine en définitive et la permanence d'un écart entre valeurs de marché et prix de production des produits agricoles, écart générateur d'un surprofit, et la possibilité de la conversion (partielle ou totale) de ce surprofit en rente foncière absolue :

«L'essence de la rente absolue consiste donc en ceci : des capitaux égaux produisent, dans différentes sphères de production et selon la différence de leur composition moyenne, des masses différentes de plus-value, le taux de la plus-value ou l'exploitation du travail étant la même. Dans l'industrie, il y a péréquation de ces différentes masses de plus-value pour donner le profit moyen et se distribuer uniformément entre les divers capitaux, considérés comme autant de parts aliquotes du capital social. Dès que la production a besoin de la terre, soit pour l'agriculture, soit pour l'extraction de matières premières, la propriété foncière empêche cette péréquation pour les capitaux investis dans le sol et accapare une partie de la plus-value qui, autrement, entrerait dans le fonds de péréquation du taux général de profit. La rente constitue alors une partie de la valeur, plus spécialement de la plus-value des marchandises qui, au lieu d'échoir à la classe capitaliste qui l'a tirée des ouvriers, revient aux propriétaires fonciers qui la prélèvent sur les capitalistes.» (VIII, 154)

En somme, la propriété foncière fait spécifiquement obstacle à la participation de la totalité de la plus-value formée dans l'agriculture à la péréquation constitutive du taux moyen de profit, de telle sorte que tout terrain dont la mise en exploitation est requise pour satisfaire la demande solvable de produits agricoles puisse rapporter à son propriétaire une rente.

On saisit ici la différence entre la rente différentielle et la rente absolue. La rente différentielle est l'effet de la différence existant entre le prix régulateur de marché (déterminé par le prix de production sur les plus mauvais terrains) et le prix de production du capital normalement investi et exploité sur les terrains de qualité moyenne ou supérieure. La rente absolue est, au contraire, la cause directe de la différence entre le prix régulateur de marché et le prix de production sur le plus mauvais terrain : c'est parce que le plus mauvais terrain doit lui aussi rapporter de la rente que le prix de marché s'élève au-dessus du prix de production sur ce dernier terrain. Et la propriété foncière y parvient par le monopole de l'accès à la terre qu'elle possède, en soustrayant ainsi une partie de la plus-value agricole au mécanisme de formation du profit moyen.

D'une forme à l'autre de la rente foncière, le pouvoir de la propriété foncière s'accroît donc considérablement. Dans le cas de la rente différentielle, la propriété foncière n'a que le pouvoir de

convertir en rente un élément du prix de la marchandise (le sur-profit) qu'elle ne crée pas, qui résulte du simple jeu de la concurrence entre les capitaux. Dans le cas de la rente absolue, au contraire, la propriété foncière manifeste son pouvoir de déterminer un élément du prix (la hausse du prix de marché au-dessus du prix de production sur le plus mauvais terrain) de manière à créer une rente. Bien plus que la simple rente différentielle, la rente absolue manifeste le pouvoir que confère la propriété foncière à ses titulaires de prélever une partie de la richesse sociale du fait de leur monopolisation de la terre comme moyen de production.

7. Les revenus et leurs sources

Nous sommes à présent en mesure de comprendre les représentations fétichistes de l'ensemble des rapports capitalistes de production que se forment leurs différents acteurs (ainsi que la plupart des économistes) mais aussi la fonction de ces représentations dans la reproduction de ces mêmes rapports.

7.1. La formule trinitaire, parachèvement du fétichisme de la valeur. En vertu des rapports de propriété inhérents aux rapports capitalistes de production, toute valeur nouvellement formée (sur une période donnée, par exemple une année) se divise et se répartit en trois éléments différents : le salaire, le profit moyen (scindé en profit d'entreprise et en intérêt) et la rente, qui échoient respectivement aux travailleurs salariés, aux capitalistes et aux propriétaires fonciers.

Ainsi peut se former, dans l'esprit de ces différents acteurs, la représentation selon laquelle la propriété foncière d'une part, le capital d'autre part, la force de travail enfin sont trois sources différentes et autonomes de revenu : le capital générerait par lui-même du profit, comme la propriété foncière de la rente et la force de travail du salaire. Telle est la formule trinitaire :

«Capital, propriété foncière et travail apparaissent à ces agents comme trois sources différentes et autonomes des trois éléments différents de la valeur annuellement produite, donc aussi des produits dans lesquels elle existe. Pour eux, ce ne sont pas seulement les diverses formes de la valeur qui sous forme de revenus échoient à divers agents du procès social de production, c'est

la valeur elle-même qui provient de ces sources, partant la substance de ces revenus.» (VIII, 201).

Cette formule conduit, d'une part, à autonomiser les différentes fractions en lesquelles se répartit (en vertu des rapports de propriété inhérents aux rapports de production) la valeur nouvellement formée et qui donnent naissance aux revenus des différents acteurs du procès de (re)production, en perdant ainsi de vue et en occultant leur source commune, le travail social (sous sa forme de travail abstrait). Elle conduit, d'autre part, à rendre hétérogènes ces mêmes fractions (donc les différents revenus auxquels elles donnent naissance : profit, rente, salaire) en les rapportant à différents « facteurs de production » (le capital, la terre, le travail) comme à autant de sources différentes de la valeur. Dès lors, loin que profit (profit d'entreprise et intérêt), rente et salaire apparaissent comme le produit de la *division* d'une même quantité de valeur nouvellement formée par le travail et de sa répartition comme revenus entre les différentes classes sociales, c'est inversement cette valeur qui apparaît comme résultante de l'*addition* de trois éléments hétérogènes, produits de ces trois facteurs naturels de tout procès de production que sont censés être le capital (confondu avec les moyens de production artificiels), la terre et le travail.

La formule trinitaire condense ainsi tous les traits du fétichisme de la valeur en le parachévant. A commencer par la *réification* des rapports de production : leur confusion avec les éléments matériels du procès de travail qui leur servent de supports. Ainsi le capital comme rapport d'exploitation et de domination du travail est-il ici identifié aux moyens de production dans lesquels il s'incarne. De même, la propriété foncière, comme rapport social procédant de la monopolisation de la terre (des ressources naturelles), est-elle confondue avec la terre elle-même comme champ, matière et moyen du procès de travail. Enfin, le travail salarié, comme forme socialement et historiquement déterminée de la combinaison de la force de travail avec les moyens de production et de consommation, est-il confondu avec le procès de travail en général, compris comme procès entre l'homme et la nature, abstraction faite de tous les rapports sociaux de production qui le structurent.

Et cette réification des rapports de production se double et se prolonge inévitablement d'une *personnification* des différents éléments du procès de production. Car, dès lors qu'ils sont confondus avec les rapports de production auxquels ils servent de supports,

ces éléments semblent pourvus par eux-mêmes, en vertu de leur seule valeur d'usage, de leur nature matérielle et des fonctions qu'ils remplissent dans le procès de travail, de qualités et de propriétés qui reviennent en principe aux seuls rapports sociaux et à l'activité des hommes pris dans ces rapports. C'est ainsi qu'ils se voient attribuer la capacité occulte et mystérieuse d'engendrer par eux-mêmes différentes fractions autonomes de valeur. Le capital, confondu avec les matières et moyens artificiels de travail dans lesquels il se matérialise, est censé engendrer par lui-même, en dehors de toute exploitation et domination du travail, du profit (ou même de l'intérêt), tandis que la terre engendrerait tout aussi bien par elle-même de la rente et que le travail, comme procès entre l'homme et la nature en général, fournirait un salaire au travailleur comme prix du travail :

« Rente, profit et salaire semblent ainsi être issus de la fonction que jouent, dans le procès de travail simple, la terre, les moyens de production créés et le travail, même si nous considérons que ce procès se déroule seulement entre l'homme et la nature en dehors de toute détermination historique. » (VIII, 204)

7.2. *La fonctionnalité d'une illusion.* Cependant, pour illusoire et irrationnelles qu'elles soient, les représentations fétichistes condensées dans la formule trinitaire précédente n'en participent pas moins à la reproduction des rapports sociaux de production qu'elles mystifient. Car elles dictent et inspirent aux différents agents de ces derniers les attitudes et comportements requis par leurs fonctions respectives dans le procès social de production.

En effet, tant que perdure le mode capitaliste de production, bon an mal an, son travail rapporte au travailleur un salaire, son capital un profit (ou un intérêt) au capitaliste, sa terre une rente au propriétaire foncier. Ces apparences fétichistes, qui naturalisent les revenus des différentes classes sociales et semblent leur garantir du même coup une parfaite pérennité, constituent un cadre socio-économique relativement stable, le cadre quotidien et familial à l'intérieur duquel les différents agents de la production peuvent se livrer à des anticipations : elles leur permettent de former des projets, de prendre des décisions (d'entrée ou de retrait sur le marché du travail, d'investissement ou de désinvestissement de capital, d'emprunts de capital, de conquêtes de marchés, de location de terrains, de locaux ou d'immeubles, etc.), de procéder à un calcul éco-

nomique, de poser des revendications dans leurs rapports réciproques, etc.

« Aussi longtemps qu'existera le mode capitaliste de production, une partie du travail nouvellement ajoutée se résoudra en salaire, une autre en profit (intérêt et profit d'entrepreneur) et la troisième en rente. Les contrats entre les propriétaires des divers facteurs de production reposent tous sur ces prémisses, et cette supposition est juste, quelles que soient les fluctuations dans le rapport relatif de ces grandeurs dans chaque cas particulier. La forme définie que revêtent les fractions de valeur qui s'affrontent réciproquement est donnée d'avance, parce qu'elle est continuellement reproduite ; elle est continuellement reproduite, parce qu'elle est constamment supposée exister d'avance. » (VIII, 247)

C'est dire que la reproduction des rapports capitalistes de production présuppose la possibilité pour les acteurs de ces rapports d'anticiper leurs revenus respectifs ; elle présuppose l'anticipation de son salaire par l'ouvrier, de son profit ou de son intérêt par le capitaliste, de sa rente par le propriétaire foncier. Anticipations qui prennent précisément appui sur l'apparence fétichiste de la capacité des différents « facteurs de production » qui leur échoient respectivement de générer périodiquement par eux-mêmes des quantités définies de valeur. Car ce n'est qu'à travers ces anticipations, fondées sur cette apparence, que les différents acteurs peuvent agir conformément à leurs intérêts respectifs et, par conséquent, conformément à ce qu'exigent leurs fonctions respectives dans les rapports de production.

En particulier, c'est sur la base de ces apparences fétichistes et des anticipations qu'elles rendent possibles que ces différents acteurs vont régler leurs rapports réciproques par contrats. Le contrat de travail fixe ainsi a priori le niveau de salaire, le contrat d'emprunt de même le taux d'intérêt et le contrat de bail le niveau de la rente. Ces différents contrats prédéterminent en fait les parts de la valeur nouvellement formée qui reviendront respectivement au travailleur, au financier et au propriétaire foncier ; et il ne reste plus alors au capitaliste actif (industriel ou commerçant) qu'à ajouter ces différents éléments de valeur, apparemment autonomes et prédéterminés, au montant des marchandises qu'il a achetées (comme moyens de production ou produits finis) ainsi qu'à l'amortissement de son capital fixe et d'appliquer au tout son taux de marge courant

(celui que lui autorise sa position à l'intérieur de la concurrence) pour déterminer le prix de vente de ses propres marchandises.

Ainsi, la stabilité apparente des formes fétichistes des rapports capitalistes, résultat général du procès de reproduction, autorise-t-elle la fixation par anticipation des revenus des différents agents de la production, qui est elle-même une condition de la reproduction de ces rapports. Et c'est ainsi que les différentes fractions de la valeur nouvellement formée, réifiées en autant de revenus apparemment indépendants des agents du procès de reproduction et anticipées à ce titre par ces derniers, deviennent les différentes composantes du prix des marchandises, conformément à la formule trinitaire. En somme, l'apparence fétichiste des rapports de production devient elle-même une condition de possibilité de la reproduction de ces mêmes rapports qu'elle masque et mystifie cependant et, partant, un élément constitutif de leur réalité.

Conclusion

Répetons-le : les pages qui précèdent ne sauraient passer pour un résumé exhaustif des trois premiers Livres du *Capital*. Il a fallu en écarter bon nombre de développements, quelquefois parmi les plus importants, pour fournir un simple guide de lecture. Parmi d'autres fils conducteurs possibles, j'ai choisi d'ordonner mon parcours à travers *Le Capital* en exposant la logique et les principaux moments du processus contradictoire d'autonomisation de la valeur, cette forme nécessairement fétichiste que le mode de production capitaliste imprime au travail social, en y soumettant l'ensemble des conditions matérielles et sociales, à commencer par les producteurs eux-mêmes, en instaurant ainsi ce monde à l'envers dans lequel les hommes sont enchaînés et souvent broyés par la ronde infernale de la reproduction des choses dont ils sont pourtant les auteurs. En suivant ce fil, les trois premiers Livres du *Capital* nous sont apparus, en dépit de leur inachèvement, comme constituant une œuvre d'une très grande cohérence, formant « *un tout artistique* » ou « *un ensemble ordonné dialectiquement* » (*Lettres sur Le Capital*, 148).

1. Et le Livre IV ?

Mais qu'en aurait-il été du Livre IV dans lequel Marx envisageait, selon les plans par lui élaborés avant de passer à la rédaction définitive du *Capital*, une sorte de recension critique des œuvres économiques ? Et d'abord, si le loisir lui avait été offert d'achever la rédaction du *Capital*, aurait-il maintenu ce Livre IV ?

La question mérite au moins d'être posée dans la mesure où, au fil des trois premiers Livres, tels qu'ils nous sont parvenus, à propos des principaux éléments de son analyse du procès de la production capitaliste, Marx a déjà consacré de nombreux et quelquefois copieux développements à reprendre et corriger les économistes. Dès lors, n'aurait-il pas hésité à se répéter ?

En fait, rien ne laisse supposer qu'il aurait finalement renoncé au projet de ce Livre IV. D'une part, on ne possède aucune déclaration de sa part allant dans ce sens. D'autre part et surtout, ces différents développements, épars le long des trois premiers Livres du *Capital*, sont loin de remplir le programme que Marx avait assigné au Livre IV, celui de nous livrer la «répétition sous une forme historique» de son enseignement théorique (*Lettres sur le Capital*, 148), une sorte de relecture critique et systématique des économistes.

Dès lors se pose une deuxième question : quel aurait été le contenu de ce Livre IV ? Question plus délicate à trancher que la précédente. Car nous ne possédons ici qu'une simple ébauche sous la forme de la partie centrale des manuscrits rédigés par Marx entre 1861 et 1863 sous le titre de *Contribution à la critique de l'économie politique*. C'est elle qui, détachée du restant de ces manuscrits, a été éditée sous le titre discuté de *Théories sur la plus-value* par Kautsky entre 1905 et 1910, sur la base des indications laissées par Engels. Or, plus encore que dans le cas des manuscrits dont ce dernier s'est servi pour la publication des soi-disant Livres II et III, il faut considérer que nous ne disposons pas ici de ce qu'aurait été l'œuvre si Marx avait pu la rédiger intégralement : cette longue digression historique ne saurait passer pour le Livre IV du *Capital*. D'une part, l'examen chronologique des économistes et de leur doctrine y est incomplet et fréquemment interrompu ; et, de surcroît, la matière des *Théories sur la plus-value* a été pour partie empruntée au restant des *Manuscrits de 1861-1863*, ce qui en accroît le caractère désordonné. D'autre part et surtout, l'ensemble totalisant près de 2000 pages, soit presque autant que les trois premiers Livres du *Capital* réunis, Marx aurait sans doute procédé à des coupes claires, ne serait-ce que pour éviter la répétition littérale de développements des trois premiers Livres dont ces manuscrits lui ont fourni quelquefois directement le brouillon.

Peut-on néanmoins discerner ce qu'auraient été les lignes de force de cette version condensée ? En poursuivant le thème qui nous a servi de fil conducteur dans la lecture des trois premiers Livres, on peut avancer l'hypothèse que Marx aurait cherché à montrer comment et combien l'économie politique comme science reste prisonnière du fétichisme de la valeur, tout simplement parce qu'elle tend à naturaliser et éterniser les rapports capitalistes de

production. En quoi elle remplit d'ailleurs une fonction idéologique, en justifiant la domination de la bourgeoisie.

Cependant, tout comme il le fait constamment dans les trois premiers Livres, Marx y aurait établi une différence entre ce qu'il nomme «l'économie vulgaire» et ce qu'il désigne comme «l'économie politique classique» dont Adam Smith et David Ricardo sont pour lui les meilleurs représentants. La première, qui se contente de mettre en forme théorique les représentations fétichistes les plus grossières des rapports capitalistes de production, celles dont sa propre critique montre comment elles se forment dans l'esprit des acteurs sociaux comme conditions de leurs propres fonctions au sein de ces rapports, fait l'objet de son ironie constante : il y dénonce la platitude satisfaite de l'esprit bourgeois (ou petit-bourgeois) qui n'a d'égal en elle que la férocité criminelle avec laquelle elle encourage l'exploitation et la domination la plus effrénée du travail par le capital.

Mais Marx n'en aurait pas moins montré que, en dépit de leurs efforts pour analyser les rapports économiques capitalistes, les «classiques» restent empêtrés dans les rets du fétichisme – et que telle est précisément la source de toutes leurs limites et erreurs. C'est la persistance de ce dernier qui les a empêchés de percer à jour le secret de la valeur, d'en comprendre correctement non seulement la substance mais encore et surtout la forme, d'établir par conséquent la différence entre travail concret et travail abstrait, partant celle entre la partie constante et la partie variable du capital, donc de dégager la catégorie de plus-value comme source unique des différentes fractions (profit d'entreprise, intérêt, rente) en lesquelles elle se décompose et, en définitive, de s'enfermer dans les pires incohérences quand ils ont tenté d'expliquer le procès de reproduction du capital. De cette manière, Marx aurait apporté une preuve supplémentaire de ce que, loin de nuire à l'objectivité de son effort scientifique, sa posture critique, tout entière contenue dans la dénonciation du caractère fétiche de la valeur, a été la condition même de possibilité de son intelligence des rapports capitalistes de production, de leur mode de fonctionnement et de reproduction.

Cependant, à défaut du Livre IV tel que Marx aurait pu en définitive nous le laisser, que peut-on tirer des manuscrits qui en constituent l'ébauche ? On n'a que l'embarras du choix pour répondre à cette dernière question. D'une part, plus que nulle part ailleurs,

dans le *Capital* lui-même ou dans les différents autres manuscrits qui l'ont précédé et préparé, nous pouvons observer et analyser Marx au travail : il nous y livre le spectacle de sa critique de l'économie politique littéralement à l'œuvre. Nous y voyons Marx conquérir progressivement, quelquefois difficilement et laborieusement, ses propres conclusions à travers la discussion et la critique des économistes. En somme, pour reprendre une métaphore déjà utilisée, si *Le Capital* tout entier est resté à l'état de chantier, nous sommes ici en plein cœur de ce dernier. Peut-être cela explique-t-il pourquoi cette ébauche du Livre IV a si peu attiré l'attention et fixé l'intérêt des commentateurs du *Capital*...

D'autre part, au fil des développements, on tombe sur de véritables perles. Certes, la plupart du temps, ces manuscrits se situent en quelque sorte en deçà du *Capital*, au sens non seulement chronologique mais encore logique du terme : on y assiste à l'élaboration par Marx, à travers la lecture critique des économistes, de ses propres éléments de compréhension des rapports capitalistes de production, que *Le Capital* exposera de manière méthodique et, par conséquent, souvent plus clairement. Mais il arrive aussi que ces manuscrits se situent au-delà du *Capital* : au-delà ce que Marx nous a finalement livré dans *Le Capital* et même au-delà de ce que *Le Capital* était censé nous livrer. Car, ainsi que je l'ai rappelé dans l'Introduction, *Le Capital* n'était destiné à couvrir qu'une partie du programme initial de la critique marxienne de l'économie politique.

Les dimensions de cette conclusion m'obligent à m'en tenir à deux exemples seulement à ce propos. C'est dans ces manuscrits qu'on trouve d'amples développements sur la différence entre travail productif et travail improductif du point de vue du capital (*Théories*, I, 161-343 et 455-482), des développements que Marx avait initialement prévu d'intégrer au Livre I mais qu'il a fini par écarter lors de l'édition de ce dernier. Mal lui en a pris car c'est un des points sur lesquels la plupart des marxistes lui auront été infidèles, en tendant à fonder cette différence sur le contenu des travaux là où Marx, très logiquement, montre que seuls importent les rapports sociaux dans le cadre desquels ces travaux sont effectués :

« Un comédien par exemple, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (de l'entrepreneur), à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire, tandis qu'un tailleur qui

se rend au domicile du capitaliste pour lui raccommoder ses chausses, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif. Le travail du premier s'échange contre du capital, le travail du second contre du revenu. Le premier crée une plus-value ; dans le second cas, c'est un revenu qui est consommé. » (*Théories*, I, 167)

C'est aussi dans ces manuscrits que l'on trouve le développement le plus complet et le plus méthodique que Marx nous ait laissé sur le phénomène des crises de la production capitaliste (*Théories*, II, 587-637). Il y montre notamment que la possibilité formelle de la crise est déjà contenue dans la dualité interne de la forme marchandise du produit du travail social, à la fois valeur d'usage et valeur, dualité que la circulation marchande, le mouvement $M - A - M$, peut transformer en contrariété. En effet, l'introduction de la médiation monétaire institue la séparation dans l'espace et le temps de l'achat et de la vente et, par conséquent, la possibilité de leur non-coïncidence, partant de la non-coïncidence entre valeur d'usage et valeur, marchandise et argent, travail concret et travail abstrait. Possibilité qu'accentue encore le développement de la fonction de l'argent comme moyen de paiement, soit le développement du crédit. Et cette possibilité est évidemment reproduite et aggravée dès lors que le mouvement $M - A - M$ devient le mouvement $M' - A - M (M_P + T)$, soit le procès de circulation du capital par lequel celui-ci cherche à reproduire les conditions de son procès de production.

Cependant, si la simple forme marchandise du produit du travail social, forme que le capital doit périodiquement revêtir dans le cours de son procès cyclique, implique la possibilité de la non-réalisation de la valeur et partant celle de la non-reproduction du capital, si donc la possibilité de la crise est inhérente au procès de circulation, c'est bien dans le procès de production que gît la cause qui actualisera cette possibilité. Plus précisément dans la tendance inhérente au capital à la surproduction, au développement illimité des forces productives au-delà des barrières qu'il impose lui-même à la capacité de consommation (productive et improductive) de la société :

« La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de la production du capital : produire à la mesure des forces productives (c'est-à-dire selon la possibilité que l'on a d'exploiter la plus grande masse possible de travail avec une

dans le *Capital* lui-même ou dans les différents autres manuscrits qui l'ont précédé et préparé, nous pouvons observer et analyser Marx au travail : il nous y livre le spectacle de sa critique de l'économie politique littéralement à l'œuvre. Nous y voyons Marx conquérir progressivement, quelquefois difficilement et laborieusement, ses propres conclusions à travers la discussion et la critique des économistes. En somme, pour reprendre une métaphore déjà utilisée, si *Le Capital* tout entier est resté à l'état de chantier, nous sommes ici en plein cœur de ce dernier. Peut-être cela explique-t-il pourquoi cette ébauche du Livre IV a si peu attiré l'attention et fixé l'intérêt des commentateurs du *Capital*...

D'autre part, au fil des développements, on tombe sur de véritables perles. Certes, la plupart du temps, ces manuscrits se situent en quelque sorte en deçà du *Capital*, au sens non seulement chronologique mais encore logique du terme : on y assiste à l'élaboration par Marx, à travers la lecture critique des économistes, de ses propres éléments de compréhension des rapports capitalistes de production, que *Le Capital* exposera de manière méthodique et, par conséquent, souvent plus clairement. Mais il arrive aussi que ces manuscrits se situent au-delà du *Capital* : au-delà ce que Marx nous a finalement livré dans *Le Capital* et même au-delà de ce que *Le Capital* était censé nous livrer. Car, ainsi que je l'ai rappelé dans l'Introduction, *Le Capital* n'était destiné à couvrir qu'une partie du programme initial de la critique marxienne de l'économie politique.

Les dimensions de cette conclusion m'obligent à m'en tenir à deux exemples seulement à ce propos. C'est dans ces manuscrits qu'on trouve d'amples développements sur la différence entre travail productif et travail improductif du point de vue du capital (*Théories*, I, 161-343 et 455-482), des développements que Marx avait initialement prévu d'intégrer au Livre I mais qu'il a fini par écarter lors de l'édition de ce dernier. Mal lui en a pris car c'est un des points sur lesquels la plupart des marxistes lui auront été infidèles, en tendant à fonder cette différence sur le contenu des travaux là où Marx, très logiquement, montre que seuls importent les rapports sociaux dans le cadre desquels ces travaux sont effectués :

« Un comédien par exemple, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (de l'entrepreneur), à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire, tandis qu'un tailleur qui

se rend au domicile du capitaliste pour lui raccommo-der ses chaussures, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif. Le travail du premier s'échange contre du capital, le travail du second contre du revenu. Le premier crée une plus-value ; dans le second cas, c'est un revenu qui est consommé. » (*Théories*, I, 167)

C'est aussi dans ces manuscrits que l'on trouve le développement le plus complet et le plus méthodique que Marx nous ait laissé sur le phénomène des crises de la production capitaliste (*Théories*, II, 587-637). Il y montre notamment que la possibilité formelle de la crise est déjà contenue dans la dualité interne de la forme marchandise du produit du travail social, à la fois valeur d'usage et valeur, dualité que la circulation marchande, le mouvement $M - A - M$, peut transformer en contrariété. En effet, l'introduction de la médiation monétaire institue la séparation dans l'espace et le temps de l'achat et de la vente et, par conséquent, la possibilité de leur non-coïncidence, partant de la non-coïncidence entre valeur d'usage et valeur, marchandise et argent, travail concret et travail abstrait. Possibilité qu'accentue encore le développement de la fonction de l'argent comme moyen de paiement, soit le développement du crédit. Et cette possibilité est évidemment reproduite et aggravée dès lors que le mouvement $M - A - M$ devient le mouvement $M' - A - M$ ($M_p + T$), soit le procès de circulation du capital par lequel celui-ci cherche à reproduire les conditions de son procès de production.

Cependant, si la simple forme marchandise du produit du travail social, forme que le capital doit périodiquement revêtir dans le cours de son procès cyclique, implique la possibilité de la non-réalisation de la valeur et partant celle de la non-reproduction du capital, si donc la possibilité de la crise est inhérente au procès de circulation, c'est bien dans le procès de production que gît la cause qui actualisera cette possibilité. Plus précisément dans la tendance inhérente au capital à la surproduction, au développement illimité des forces productives au-delà des barrières qu'il impose lui-même à la capacité de consommation (productive et improductive) de la société :

« La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de la production du capital : produire à la mesure des forces productives (c'est-à-dire selon la possibilité que l'on a d'exploiter la plus grande masse possible de travail avec une

masse donnée de capital) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables, et en y procédant par un élargissement constant de la reproduction ou de l'accumulation donc par une reconversion constante de revenu en capital, tandis que d'autre part la masse des producteurs demeure et doit nécessairement demeurer limitée à un niveau average [moyen] de besoins par la nature de la production capitaliste.» (Théories, II, 637)

2. L'avenir du «Capital»

J'ai introduit mon propos par l'idée que *Le Capital* demeure une œuvre inachevée. C'est sur elle que je le conclurais.

Cet inachèvement implique que l'avenir du *Capital* réside, en premier lieu, dans l'édition critique de l'ensemble des manuscrits à travers lesquels Marx a élaboré et développé sa critique de l'économie politique, manuscrits qui s'échelonnent du début des années 1850 jusqu'à sa mort. Dans le cadre de la nouvelle Marx-Engels Gesamtausgabe (MEGA) ou Edition complète des œuvres de Marx et Engels, initiée par les défuntes Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et République démocratique allemande (RDA), reprise et poursuivie après 1989 par l'Internationale Marx-Engels Stiftung (IMES) ou Fondation internationale Marx-Engels d'Amsterdam, cette édition est en cours; elle a notamment déjà abouti à la publication des différents manuscrits de Marx dont Engels s'est servi pour l'édition de ce qu'il a donné comme les Livres II et III du *Capital*. Le public de langue française, pour sa part, attend encore la traduction de ces œuvres dans le cadre de l'équivalent en français de la MEGA, la Grande Edition Marx-Engels (GEME), qui vient seulement de démarrer.

Ce n'est que lorsque le lecteur disposera de l'ensemble de ces manuscrits que l'on pourra prendre la pleine mesure de l'ampleur mais aussi du sens du projet marxien de critique de l'économie politique et que l'on pourra apprécier à sa juste place et valeur *Le Capital* en son sein. En l'occurrence, l'enjeu de l'édition de ces différents manuscrits n'est nullement d'établir grâce à eux et encore moins de retrouver en eux une quelconque orthodoxie qui nous serait restée cachée depuis lors faute de l'inachèvement du projet marxien. Il s'agit bien plutôt de pouvoir élargir et approfondir en-

core la compréhension de ce dernier et des concepts qu'il met en œuvre, en les enrichissant par la confrontation méthodique des différentes élaborations successives dont ils ont fait l'objet de la part de Marx, fussent-elles hésitantes, divergentes et même incohérentes par moments.

Cependant, au fil de la lecture de l'ensemble des pages précédentes, on aura sans doute aussi deviné que l'inachèvement du projet marxien de critique de l'économie politique tient à bien plus qu'aux limites, intellectuelles et existentielles, rencontrées par Marx. Il tient au projet lui-même, plus exactement à son objet, le monde à l'envers qu'a institué le développement des rapports capitalistes de production et qui suscite d'incessantes luttes pour tenter de le renverser, de le remettre sur ses pieds. Car, tant que perdurera l'inversion qui soumet les hommes à la loi des choses qu'ils ont créées et qui érige inversement ces dernières en idoles barbares exigeant des sacrifices humains comme condition de la poursuite de leur règne, il faudra en reprendre mais aussi en prolonger et en actualiser la critique, théorique et pratique. Dans cette mesure même, l'avenir du *Capital* est, en second lieu, étroitement lié à celui... du capital et de la lutte émancipatrice menée contre ce dernier.

En effet, tant que perdureront les rapports capitalistes de production, *Le Capital* demeurera le point de départ, le point de passage et le point de retour indispensable de toute compréhension critique de la réalité sociale. Non pas pour le répéter de manière scolastique, encore moins pour en extraire un quelconque bréviaire ou catéchisme, mais pour s'en servir (parmi d'autres œuvres) pour élaborer les concepts nécessaires à cette compréhension. Ce qui implique de le confronter avec ce que le capitalisme est devenu depuis Marx, de comprendre la part d'invariance qu'il y a en lui aussi bien que la part des transformations incessantes qui le caractérisent et qui se poursuivent sous nos yeux. Confrontation qui ne peut que nous permettre d'enrichir, là encore, notre compréhension des catégories marxiennes mais aussi, le cas échéant, de nous en révéler certaines limites ou insuffisances.

Mais, plus fondamentalement encore, l'avenir du *Capital* sera déterminé par celui de la lutte, toujours en cours, contre l'exploitation, la domination et l'aliénation capitalistes, lutte que mènent ceux et celles sur qui pèse le fardeau de ces dernières. Tant que durera cette lutte, le parti pris critique qui sous-tend tout *Le Capital*,

la dénonciation de la valeur comme forme fétichiste du travail social, conservera tout son sens et sa pleine actualité. Et les protagonistes de la lutte en question continueront à trouver inversement dans *Le Capital* la matrice de l'intelligence critique de leur propre situation, des conditions objectives de leur sujétion actuelle, tout comme une incitation à penser et imaginer les voies de leur possible libération.

Eléments bibliographiques

1. La critique marxienne de l'économie politique

Pour chacune des œuvres, j'indique l'édition qui en a été citée dans le présent ouvrage ainsi qu'une édition en ligne si elle est disponible :

Fondements de la critique de l'économie politique (manuscrits de 1857-1858 connus sous le nom de *Grundrisse*), Paris, Anthropos, 1967, 2 tomes.

Contribution à la critique de l'économie politique (1859), Paris, Editions Sociales, 1957.

<http://perso.magic.fr/nac/classiques/contrib.doc>

Contribution à la critique de l'économie politique (manuscrits de 1861-1863, cahiers I à V), Paris, Editions Sociales, 1979.

Théories sur la plus-value (manuscrits de 1861-1863, pour l'essentiel cahiers VI à XV), Paris, Editions Sociales, 1974, 3 tomes.

Un chapitre inédit du Capital (probablement extrait d'un manuscrit de 1863-1865), Paris, U.G.E., collection 10/18.

<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-inedit/index.htm>

Le Capital, Paris, Editions Sociales, 1948-1960, 8 tomes.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/capital/capital.html

Lettres sur Le Capital, Paris, Editions Sociales, 1964.

2. Sur la critique marxienne de l'économie politique

ALHUSSEY et alii, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1965.

ARTOUS Antoine, *Le fétichisme chez Marx*, Paris, Syllepse, 2006.

BIDET Jacques, *Que faire du Capital?* (1985), Paris, PUF, 2000 ; *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, PUF, 2004.

BIHR Alain, *La reproduction du capital*, Lausanne, Page deux, 2001, 2 tomes.

DENIS Henri, *L'« Economie » de Marx. Histoire d'un échec*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.

DUSSEL Enrique, *La production théorique de Marx. Un commentaire des Grundrisse* (édition en langue espagnole: 1985), Paris, L'Harmattan, 2009.

GROSSMANN Henrik, *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique* (1929), Paris, Champ Libre, 1975.

MANDEL Ernest, *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, Paris, Maspero, 1967.

MARTINE Joël, *L'or, la parole, l'Etat. Critique marxiste des fétiches*, Paris, Anthropos, 1983.

MAITICK Paul, *Marx et Keynes : les limites de l'économie mixte* (1969), Gallimard, 1972 ; *Crises et Théories des crises* (1974), Paris, Champ libre, 1976.

NÉGRE Antonio, *Marx au-delà de Marx*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

ROSDOLSKY Roman, *La genèse du Capital chez Karl Marx* (1969), Paris, Maspero, 1977.

ROUBINE Isaak, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx* (1928), Paris, Syllepse, 2009.

TRAN Hai Hac, *Relire « Le Capital »*, Lausanne, Page deux, 2003.

VINCENT Jean-Marie, *Fétichisme et société*, Paris, Anthropos, 1973 ; *Un autre Marx. Après les marxismes*, Lausanne, Page deux, 2001.

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Introduction | 5 |
| 1. Le trajet | 5 |
| 2. Le projet | 11 |
| 3. Le fil rouge | 14 |
| Livre I : Le développement de la production capitaliste | 17 |
| 1. La marchandise et la monnaie | 17 |
| 2. La transformation de l'argent en capital | 25 |
| 3. La production de la plus-value absolue | 29 |
| 4. La production de la plus-value relative | 35 |
| 5. Plus-value absolue et plus-value relative | 42 |
| 6. Le salaire | 44 |
| 7. L'accumulation du capital | 46 |
| 8. L'accumulation primitive | 52 |
| Livre II : Le procès de circulation du capital | 57 |
| 1. Les métamorphoses du capital et leur cycle | 57 |
| 2. La rotation du capital | 62 |
| 3. La reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social | 68 |
| Livre III : Le procès d'ensemble de la production capitaliste | 77 |
| 1. La transformation de la plus-value en profit et du taux de plus-value en taux de profit | 77 |
| 2. La transformation du profit en profit moyen | 81 |
| 3. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit | 88 |
| 4. La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial et en capital financier (capital marchand) | 93 |
| 5. Le partage du profit en intérêt et profit d'entreprise | 96 |
| 6. La conversion du surprofit en rente foncière | 105 |
| 7. Les revenus et leurs sources | 110 |
| Conclusion | 115 |
| 1. Et le Livre IV ? | 115 |
| 2. L'avenir du <i>Capital</i> | 120 |
| Éléments bibliographiques | 123 |